

# Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



Socialisme ou Barbarie



## Sommaire

Seule la force des travailleurs du monde entier peut conjurer la catastrophe capitaliste.....	2
États-Unis : « Striketober », vague de grève inédite.....	5
Manifestations contre le confinement. Lutttes de la classe ouvrière en Australie.....	7
1971-2021: 50 ans depuis que les États-Unis ont désavoué Bretton Woods.....	8
Comment la pandémie a révélé le véritable état de santé des nations.....	12
La nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine.....	19
La Route de la soie et les contradictions impérialistes internationales.....	20
AUKUS : une autre préparation à la guerre impérialiste.....	26
<i>Contre le massacre impérialiste en terre de Palestine ! Contre le capitalisme qui le nourrit.....</i>	<i>29</i>
La tragédie afghane entre la brutalité du nationalisme taliban et la barbarie de l'impérialisme américain.....	29
La Révolution bat en retraite - Moscou -1920-1924.....	30

## **Seule la force des travailleurs du monde entier peut conjurer la catastrophe capitaliste**

Le capitalisme a précipité le monde au bord de l'abîme. Des centaines de millions d'individus, sinon des milliards, y sont déjà tombés – et ce avant même l'émergence du virus du Covid-19. En dépit de la soudaine et récente ruée de la bourgeoisie occidentale pour obtenir des vaccins, ceux-ci ne permettent pas encore de contrôler la diffusion de la pandémie, même dans les pays du centre capitaliste. Au total, moins d'un habitant de la planète sur six a actuellement bénéficié d'une vaccination complète. Chaque pays adopte ou lève isolément ses mesures de protection, malgré des taux d'infection toujours alarmants. Il importe plus que tout, pour chaque gouvernement, que la machine à profits puisse revenir à la normale le plus tôt possible.

Pour la plupart d'entre nous, un tel retour représente une calamité. Avant la pandémie, une grande partie de l'humanité était déjà soumise aux multiples formes de violence impérialiste : guerre en Afghanistan, en Syrie, au Yémen, en République centrafricaine, au Congo, au Soudan (où la guerre du Darfour se poursuit), en Somalie, au Mozambique et dans tout le Sahel, sans parler de l'insurrection en Birmanie, en Indonésie et aux Philippines. Ajoutons aussi les violences policières permanentes dans des pays trop nombreux pour être énumérés, comme la Colombie, le Pérou, le Brésil, les Philippines et dans les pays dits démocratiques d'Europe occidentale. Il faut encore rappeler quel est le sort inhumain des réfugiés, contraints de fuir la violence et la faim pour subir le harcèlement de la police et la misère en Afrique du Nord, au Mexique et en Europe. Plus de 2 milliards de personnes sur la planète subissent la sous-nutrition.

Les intellectuels bourgeois présentent pourtant la société capitaliste comme un modèle de progrès, dont les défauts pourraient être amendés et corrigés. La réalité est naturellement tout autre. Nous avons assisté, au cours des derniers mois, à des manifestations dramatiques en Colombie ou à Cuba contre les tentatives de faire retomber sur la population le poids de la crise. Nous n'en avons fini, ni avec la pandémie, ni avec les attaques de la classe bourgeoise. Dans la société capitaliste, on observe ainsi un contraste violent et permanent entre les nécessités de la production marchande et le progrès dans les connaissances scientifiques.

### **Le gonflement de la dette globale et ses conséquences explosives**

Avant même la pandémie, un nombre croissant de travailleurs pauvres dans les pays appartenant au centre capitaliste était contraint de vivre de l'assistance apportée par les banques alimentaires et les associations humanitaires. Cette misère s'est étendue à la faveur de la crise, durant les 15 derniers mois. Alors que les travailleurs les moins bien payés luttent pour survivre, les gouvernements ont débloqué des plans de soutien aux entreprises se chiffrant en milliards d'euros. Tel est le prix à payer pour maintenir l'économie à flot. Ainsi, le *Wall Street Journal* souligne que :

*La pandémie a poussé la dette publique mondiale au niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale, dépassant la production économique annuelle mondiale.*

*Les gouvernements, en particulier dans les pays riches, empruntent encore plus, en partie pour limiter les dégâts du Covid-19.<sup>1</sup>*

Le système capitaliste mondial a accéléré sa tendance à l'accumulation de dettes. Les plans d'assouplissement quantitatif lui ont certes permis de surmonter les effets de la crise de 2008 et de sauver le système, mais le niveau général d'endettement était porté à un niveau faramineux. Toujours selon le *Wall Street Journal*,

*Le gouvernement américain est en passe de connaître un déficit budgétaire de 3 000 milliards de dollars pour la deuxième année consécutive. Malgré cela et la crainte de l'inflation, les obligations du Trésor à 10 ans ne rapportent qu'environ 1,33 %, en partie à cause de la prudence de la Réserve fédérale concernant la hausse de ses taux d'intérêt.*

Après plusieurs années frôlant la barre des 100 % du PIB, la dette publique en France a atteint 114 % du PIB en 2020. La crise du Covid-19 aura donc un impact d'environ 15 points de PIB, portant la dette bien loin du critère de 60 %, toujours applicable officiellement dans l'UE. La contraction brutale de l'activité a pu être compensée temporairement par les diverses mesures de chômage partiel, de soutien aux entreprises, de prêts garantis et de reports de cotisations. Mais en dépit de toute cette politique active, l'endettement des entreprises a également progressé. La question du remboursement est devenue centrale pour la survie de nombres d'entre elles dans la prochaine période. La bourgeoisie occidentale a certes fait la preuve de son habileté politique en tirant profit, dans cette période de crise, des leviers du capitalisme d'État. En 2020, l'UE a ainsi lancé le plan de soutien NEXT GENERATION EU doté de 750 milliards d'euros, qu'elle finance par l'émission de dette commune. L'ensemble des mesures contra-cycliques a permis d'éviter une hausse brutale du chômage à la mesure de la chute drastique de l'activité durant les années 2020 et 2021. De ce fait, les mesures économiques protectionnistes prolongeront les effets de la crise du Covid-19 sur l'économie et l'emploi sur plusieurs années.

Bien que la classe dirigeante se montre encore optimiste, sans doute parce qu'elle ne dispose d'aucune option alternative, l'économie capitaliste s'enfonce dans une impasse. Le cours des matières premières sur les marchés mondiaux évolue à la hausse. Si le risque inflationniste se concrétise, les banques centrales seront contraintes de revoir leur politique en matière de taux d'intérêt. Si ces taux restent historiquement bas (entre 0 et 0,25% aux États-Unis), leur augmentation aura des répercussions redoutables pour la soutenabilité de la dette. Le remboursement de la dette sera d'autant plus coûteux voire insupportable pour un nombre très important « d'entreprises-zombies », qui survivent en payant des intérêts sans dégager de bénéfices. Elles ne seraient pas seules à s'exposer au risque de défaillance. Compte-tenu de l'hégémonie mondiale du dollar américain, les conséquences d'une hausse des taux

1 <https://www.wsj.com/articles/governments-world-wide-gorge-record-debt-testing-new-limits-11626106592>

d'intérêt seraient catastrophiques pour les marchés dits émergents. En effet, il n'est pas possible de mettre en œuvre une politique économique expansive sans courir le risque d'inflation. Certains pays qui, comme l'Argentine, sont déjà soumis à la pression inflationniste seront confrontés à une hyperinflation et à des niveaux de remboursements de la dette insoutenables pour eux.

En 2019, l'UNICEF signalait que 25 pays, la plupart d'entre eux en Afrique et en Asie du Sud, dépensaient davantage pour le paiement de leur dette (aux institutions financières des États les plus riches) que pour l'éducation, les soins de santé et les prestations sociales. A titre d'exemple, la Zambie consacrait 2% de ses recettes publiques au remboursement de la dette extérieure en 2011, contre 34 % en 2021. Le paiement de la dette extérieure du Pakistan a grimpé en flèche, passant de moins de 10% à 35% sur la même période<sup>1</sup>. L'acquisition de vaccins ne peut qu'accroître ces niveaux d'endettement. L'industrie pharmaceutique ne s'intéresse à la santé de l'humanité qu'en tant que celle-ci est le support de nouveaux profits.

La situation présente est donc explosive. Outre les risques immédiats associés à l'endettement, il faut enfin noter que ces leviers ne pourront lever les principaux obstacles opposés à la relance de l'accumulation. Dans les pays capitalistes principaux, la classe dirigeante en prend la mesure et affine les outils de contrôle et d'oppression. La France, le Royaume-Uni et l'Australie montrent la voie en augmentant en nombre les forces de l'ordre, en leur donnant des pouvoirs accrus (et des indemnités), en les militarisant.

### **Les rivalités impérialistes et la menace de guerre**

La concurrence et les rivalités entre États sont inhérents au fonctionnement du système capitaliste. Elles ne se sont pas atténuées subitement, parce que des millions de personnes étaient atteintes par l'infection ou en mouraient. Les États-Unis tentent de revitaliser l'alliance occidentale, déstabilisée sous le mandat de Trump, afin de contrer l'ambition chinoise de domination sur l'ensemble de l'Eurasie via son projet de nouvelle route de la soie. En réponse, la Chine se rapproche de l'Iran ou de tout autre État qui se trouve opposé aux États-Unis.

Mais la rivalité ne s'arrête pas là. La Chine menace de plus en plus ouvertement Taïwan par toute une série de manœuvres militaires et renforce ses capacités maritimes en vue d'une éventuelle confrontation dans le Pacifique avec les États-Unis<sup>2</sup>. Les dirigeants chinois, sous la direction de Xi Jinping, ne cachent pas leur projet de s'affirmer comme la puissance dominante du monde d'ici 2049, soit exactement 100 ans après la « révolution chinoise » qui a porté le Parti « communiste » chinois au pouvoir. Cette ambition inclut la pleine intégration de Hong Kong, Macao et Taïwan dans la République populaire de Chine.

1 Peter S. Goodman and Alan Rappoport « This is the Plan to Rescue Poor Countries From the Pandemic », *New York Times*, June 24, 2021

2 <https://news.usni.org/2020/09/01/pentagon-report-china-now-has-worlds-largest-navy-as-beijing-expands-military-influence>. La Chine possède peut-être désormais plus de navires que la marine américaine, mais elle n'a pas livré de guerre depuis 1979, date à laquelle elle a tenté d'envahir le Vietnam - et a perdu.

Sous l'effet du réchauffement climatique, qui a réduit la glace à un niveau très bas en octobre 2020, l'Arctique se présente comme une nouvelle scène sur laquelle s'excitent les appétits impérialistes. La Russie, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni rivalisent pour contrôler la région. La Chine y a dépêché son deuxième brise-glace, Snow Dragon 2, tandis que la société Cosco, basée à Pékin, est la seule des cinq principales compagnies de transport par conteneurs à envoyer des navires dans cette zone :

*Cosco, basée à Pékin, est la seule des cinq grandes compagnies de transport par conteneurs à envoyer chaque année des navires par la route maritime du Nord dans le cadre de l'initiative avec la Russie de la « Route de la soie par la glace »<sup>3</sup>.*

Le changement climatique accentue la confrontation des impérialismes rivaux, notamment pour la domination des ressources en eau qui deviennent plus rares (dans le Sahel, le Nil Bleu entre l'Éthiopie et l'Égypte ou le Jourdain, l'Euphrate et le Tigre au Moyen-Orient). Engendré par le capitalisme, il est donc inséparable d'autres manifestations dramatiques de ce mode de production : pandémie, compétition impérialiste, menace environnementale globale sur l'avenir de l'humanité.

### **Dimensions de la catastrophe capitaliste**

L'antagonisme entre les nécessités du capital et les besoins humains, alors qu'existent les moyens matériels pour satisfaire ces besoins, a été terriblement illustrée par la pandémie. Le SARS-CoV-2 n'a pu émerger et se répandre qu'avec le productivisme inhérent au capital. L'émergence de cette zoonose s'expliquerait par le type de contacts existant entre espèces animales et humains, qui résulte de la déforestation, de la pression sur les espèces sauvages porteuses et véhicules de virus, la diffusion et la mutation de ceux-ci dans les élevages industriels et les concentrations de populations. Sa circulation mondiale s'est trouvée favorisée par la politique criminelle de la concurrence, du laisser-faire et du chacun pour soi, caractéristiques de chaque État en tant qu'il est le protecteur de son propre capital national.

La gestion de la pandémie s'est réalisée dans la plus grande confusion, y compris dans les États les mieux dotés de la planète, du fait notamment de l'absence de planification et de moyens conséquents pour assurer les services de soin. Il en va également ainsi de la mise à disposition de vaccins, sur lesquels la recherche ne s'est portée qu'après qu'un gigantesque marché se soit ouvert avec la pandémie de Covid-19. En septembre 2019, le *Council of Economic Advisers*, groupe d'économistes attaché auprès de la présidence des États-Unis, avait remarqué de façon fort intéressante :

*Le problème principal, c'est le non-alignement entre les retombées de la recherche médicale et le développement et la valorisation de vaccins pandémiques. Les investissements en recherche / développement ne sont amortis que lorsque le risque de pandémie advient. [...] Cet écart conduit au sous-financement de l'innovation vaccinale car sa valeur d'assurance n'est pas prise en compte<sup>4</sup>.*

3 <https://www.theguardian.com/environment/2020/oct/16/arctic-ice-retreats-climate-us-russian-canadian-chinese-military>

4 Cité d'après Mike Davis. *Le Monstre est parmi nous. Pandémies et autres fléaux du capitalisme*. Éditions divergences. 2021. p. 27.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner non plus que les groupes pharmaceutiques investissent davantage dans le marketing que dans la recherche, car ceux-ci comme l'ensemble des agents du capital n'ont pour objectif que le profit et la demande solvable, dans les conditions de la concurrence marchande.

Le règne du capital exclut ainsi radicalement la possibilité de prévision et de maîtrise des producteurs sur leur production et leurs besoins. Par extension, ce règne exclut toute solution conséquente à la catastrophe naturelle qui se concrétise désormais. Au Canada, plus de 150 personnes sont mortes à cause d'une vague de chaleur sans précédent fin juin<sup>1</sup>. En Belgique et en Allemagne, 200 autres ont péri et des centaines également sont disparues à cause d'inondations provoquées par des précipitations massives. Les phénomènes extrêmes se sont multipliés sur toute la planète : méga-feux dans l'ouest de l'Amérique du Nord et en Russie, glissements de terrain en Chine et déluge au Japon, famine meurtrière à Madagascar causée par la sécheresse et le réchauffement. Ces phénomènes, qui tendent à se généraliser et sont les conséquences du réchauffement climatique d'origine humaine, ont déjà coûté la vie à 150 000 personnes par an durant les trois dernières décennies. Ces chiffres devraient doubler au cours de la prochaine décennie selon les projections de l'OMS et de recherches scientifiques<sup>2</sup>.

Les négociations internationales n'ont débouché sur rien d'autre que de pieuses promesses de réduire les émissions polluantes. Comme le *Wall Street Journal* l'avait conseillé en 2017, cela ne devrait pas coûter plus de 0,1% de la croissance du PIB mondial ! Or nous vivons en fait une extinction de masse qui se développe plus rapidement que dans n'importe quelle autre période de l'histoire planétaire (et pas seulement humaine). Les espèces disparaissent à un rythme bien supérieur à celui de l'extinction du Permien<sup>3</sup>, il y a un peu plus de 250 millions d'années<sup>4</sup>. La cause profonde de tous ces problèmes - comme de l'incapacité à les résoudre - provient d'une économie fondée sur la recherche exclusive du profit, concentrant richesse à un pôle et misère révoltante sur l'autre pôle.

Il est réconfortant, pour certains, de penser que ce système reste soutenable à condition d'en corriger les excès. La réalité est tout autre : son évolution a rendu obsolète la possibilité de réformes. La seule perspective d'avenir consiste dans une transformation de la production afin que celle-ci ne soit plus dirigée par la marchandise, laquelle n'est qu'un moyen de réalisation du profit et la cause de gaspillages et de destructions massives. La production doit être mise au service de la satisfaction des besoins humains.

1 Un milliard de crustacés sont morts grillés sur les rochers d'après *Midi libre* du 12 juillet 2021.

2 <https://www.scientificamerican.com/article/global-warming-and-health/>

3 Extinction il y a environ 252 millions d'années. Le Permien délimite l'ère primaire et l'ère secondaire. Ce phénomène a été marqué par la disparition de 95 % des espèces marines et de 70% des vertébrés terrestres, ce qui en fait la plus grande extinction massive avant notre époque.

4 <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2019/05/nature-decline-unprecedented-report/>

L'humanité doit compter avec une planète qui ne supportera qu'un huitième environ de la population mondiale actuelle d'ici la fin du siècle<sup>5</sup>.

On pourrait également imaginer que les capitalistes admettent la réalité de l'obsolescence du capitalisme, mais cela est improbable. De leur point de vue, il n'existe pas de crise sérieuse mais seulement une série de difficultés à corriger. Ils continuent ce faisant à s'enrichir et, de l'autre côté, la classe ouvrière dans son ensemble ne réagit guère et n'a pas de projet cohérent à leur opposer. Nos maîtres ne sont donc pas acculés par la guerre des classes et ont même gagné de nombreuses batailles.

Le capitalisme mondial est confronté depuis une cinquantaine d'années à une crise de rentabilité durable, accompagnée par le bouleversement de Bretton Woods. C'est une stagnation sans précédent, la plus longue de l'histoire du capitalisme. Une dévaluation massive de capital pourrait favoriser l'ouverture d'un nouveau cycle d'accumulation rentable, à l'instar du boom de l'après-guerre en 1945. Un événement dévastateur comme une guerre mondiale pourrait être le déclencheur de cette dévaluation. Mais les conséquences d'un tel événement sont imprévisibles autant du point de vue économique (sur l'indispensable relance de la productivité) que dans les proportions prises par la guerre généralisée. Tant qu'aucune pression ne sera exercée de façon décisive soit dans le sens d'une montée du mouvement ouvrier soit, dans le sens opposé, de l'intensification explosive des rivalités impérialistes, le court-termisme et le sauve-qui-peut demeureront les caractéristiques de la vie politique bourgeoise. Celle-ci a vu l'émergence du thème de la « révolution industrielle verte » sur le côté droit de l'échiquier politique ou du « Green New Deal » du côté de la gauche bourgeoise. Dans les deux cas, la relance par la « transition écologique » reste une chimère. On peut seulement être sur que la classe ouvrière et plus largement les exploités en feraient les frais.

### **L'espoir est porté par le prolétariat**

Dans la tourmente sociale qui accompagne l'inévitable marche vers l'extinction de l'humanité, une question est cruciale : le programme révolutionnaire sera-t-il réapproprié et repris ? La réaction des masses prolétariennes à cette situation sera déterminante. Nous entendons, par là, la capacité d'un mouvement social à mettre en œuvre de nouveaux rapports sociaux, un nouveau mode de vie global. Cet objectif révolutionnaire va bien au-delà des luttes parcellaires visant tel problème local ou immédiat, comme l'abolition de la police (laquelle n'a aucun sens si l'État lui-même n'est pas aboli) ou les problématiques liées à « l'identité » (qui sont en fait autant de moyens idéologiques consolidant la division de l'humanité).

Un mouvement social de cette nature ne peut se fonder que sur la position de classe commune occupée dans le système de production. A ce titre, il faut observer que de nombreux pièges seront tendus pour entraver le prolétariat dans sa recherche d'une action de classe collective. En France, l'exaspération sociale et politique s'est illustrée par des

5 <https://nymag.com/intelligencer/2017/07/climate-change-earth-too-hot-for-humans.html>

manifestations anti-pass sanitaire relativement nombreuses, agrégeant des mots d'ordre et des individus aux origines sociales les plus composites. Ces manifestations, souvent appelées et organisées par des courants nationalistes et confusionnistes mais pas exclusivement, se sont posées en défense de la démocratie contre les « mesures liberticides » du gouvernement. Or cette défense n'est rien d'autre que celle de l'édifice bourgeois, alors que la recherche de l'autonomie d'action est une nécessité vitale pour le prolétariat. La défense de ses conditions de vie et intérêts de classe montre cependant des signes de réveil, comme aux États-Unis où les grèves ouvrières frappent de nombreuses entreprises de l'industrie et de la santé.

C'est dans la lutte que notre classe peut retrouver confiance dans ses forces et ses initiatives. Dans ce processus, il appartient également aux révolutionnaires de jouer leur rôle en tant qu'ils portent une perspective politique claire. Cette perspective n'est pas issue de leur imagination mais de l'expérience accumulée au cours des luttes ouvrières passées : la communauté humaine mondiale basée sur la démocratie directe des conseils de travailleurs. Nous savons qu'une alternative au désastre de la production marchande existe, celle d'une communauté de producteurs librement

associés qui échangent entre eux pour assurer la pleine satisfaction de leurs besoins collectifs. La réalisation de ce programme ne saurait être l'œuvre des seules forces révolutionnaires. Le mouvement général de la classe ouvrière est son véritable auteur, une classe qui constitue la majorité de la population mondiale. Notre tâche est de porter les positions politiques dégagées de l'histoire de la lutte des classes pour conduire au renversement du capitalisme sur toute la planète.

Aucun décret ne pourra réaliser cette abolition. Seule l'action de la classe toute entière peut y parvenir, à condition que celle-ci se réapproprie son propre programme d'émancipation. L'Humanité a dramatiquement besoin de cette initiative, aujourd'hui plus encore qu'hier.

6 novembre 2021,  
adapté de l'éditorial de *Revolutionary Perspectives* n°18  
(Série 4), revue de la CWO  
<http://www.leftcom.org/en/articles/2021-08-31/only-the-world-s-workers-can-save-us-from-a-capitalist-cataclysm>.

## États-Unis : « Striketober », vague de grève inédite

Les États-Unis connaissent une vague de grèves quasi inédites depuis 1968. Un peu partout dans le pays, des salariés épuisés par la pandémie de Covid-19 réclament l'amélioration de leurs conditions de travail. Mais encore, poussés par la hausse du coût de la vie, ces milliers de travailleurs font pression sur leurs patrons pour obtenir des hausses de salaire. Tous les secteurs sont concernés.

### Remontée des luttes.

Les conflits étaient déjà en hausse aux États-Unis avant la crise sanitaire, depuis le mouvement autonome des enseignants en Virginie-Occidentale en 2018 (30 000 grévistes en rébellions contre leurs syndicats)<sup>1</sup>. Depuis, d'autres travailleurs se sont ainsi mis en grève en juillet dans une usine de gâteaux apéritifs Frito-Lay, filiale de PepsiCo, au Kansas, et ont obtenu, entre autres, la garantie d'un jour de congé par semaine et des augmentations. Idem chez le fabricant de biscuits Nabisco (filiale du géant Mondelez) où les grévistes ont, eux, obtenu des concessions en septembre après cinq semaines de conflit. Depuis mars 2020, 1600 grèves ont été recensées sur le territoire américain par le média indépendant Payday Report. Les grèves d'octobre font donc suite à une augmentation significative des luttes aux États-Unis après 50 ans de déclin et de quasi absence.

### "Striketober"

En octobre, plus de 100 000 travailleurs américains se mettent en grève ou menacent de le faire, dans le cadre

d'une vague de grèves si caractéristique qu'elle a été baptisée "Striketober".

Jeudi 14, 10 000 travailleurs du fabricant de matériel agricole John Deere ont débrayé pour protester contre les salaires et les conditions de travail. Le salaire horaire devait augmenter d'à peine 6 centimes d'euros d'après les règles de l'accord, au demeurant, rejeté. Augmentation "dérisoires" au regard de la dernière augmentation salariale du PDG, John May qui a touché près de 14 millions d'euros en 2020, soit une augmentation de 160 % par rapport à 2019 (Cf. : *Courrier international* du 15/10/2021).

Quelque 60 000 membres de travailleurs pour la télévision et le cinéma ont été appelés à faire grève lundi 18, tandis que plus de 24 000 infirmières et autres travailleurs de la santé en Californie et dans l'Oregon ont voté lundi 13 en faveur de la grève, après l'enlisement des négociations salariales avec le groupe hospitalier privé Kaiser Permanente (31 000 travailleurs). Or, Kelloggs, John Deere et Kaiser Permanente ont vu leurs bénéfices augmenter pendant la pandémie de façon très significative. Ces travailleurs réclament, entre autres, une augmentation de salaire de 4 % par an et des pauses plus longues pour lutter contre l'épuisement professionnel lié à la pandémie.

### Généralisation.

Cette nouvelle situation semble se généraliser dans le monde et prend d'autres formes selon les pays.

Le Portugal, par exemple, rencontre une vague de grève sans précédent que les syndicats n'arrivent pas à enrayer. Des dizaines de milliers de travailleurs dans de multiples industries se sont mis en lutte. En septembre et octobre, les

1 Cf. : <https://www.leftcom.org/en/articles/2018-06-01/usa-the-role-of-the-union-in-the-teachers-strikes> and <http://www.leftcom.org/en/articles/2018-03-11/west-virginia-school-employees-strike-sold-out>

cheminots, les enseignants, les pharmaciens, les travailleurs du métro, les techniciens d'urgence préhospitaliers, les employés des impôts et les gardiens de prison ont tous fait grève. Le 4 novembre cette situation vient d'entraîner la dissolution du parlement.

En Iran, les grèves générales et sauvages notamment dans le secteur pétrolier sont à ranger dans cette même catégorie de lutte renaissantes des travailleurs du monde entier.<sup>1</sup>

En France notamment les patrons et les directions d'entreprises constatent que beaucoup de salariés ne reprennent pas leur travail et recherchent de nouveaux jobs. Il s'agit d'une drôle de grève larvée..... Ce phénomène du refus du travail abrutissant prend la forme d'une réaction mondiale.

Toutefois, la situation est favorable aux grèves du fait d'une pénurie de main-d'œuvre qui contraint les patrons à augmenter les salaires des travailleurs surtout les moins bien rémunérés. Pour éviter des explosions généralisées, les différentes bourgeoisies poussent le patronat à mettre la main à la poche.

### **Significations....**

Les États-Unis, comme dans ce monde mondialisé, font face à un événement historique révélé par la crise sanitaire. Des secteurs entiers de la classe ouvrière sont certainement en train de se mobiliser – de leur propre chef – sans être appelés à la lutte par des syndicats qui ont été, soit déconsidérés ou dirigés par de hauts responsables syndicaux qui ne souhaitent pas engager des grèves de peur de «gêner» leurs maîtres au pouvoir et de perdre leurs prébendes, leurs avantages et émoluments. Toutefois, les syndicats essayent rapidement de reprendre les choses en main pour se refaire une virginité.

Cette «grande grève de 2021» aux États-Unis est composée principalement de la main-d'œuvre non syndiquée – travailleurs des services faiblement rémunérés, camionneurs indépendants sur de longues distances, chauffeurs-livreurs dans les villes, travailleurs de l'hôtellerie et de la restauration, travailleurs du commerce de détail, travailleurs sur des projets de construction locaux, enseignants et chauffeurs d'autobus scolaires, infirmières «épuisées» par des heures supplémentaires chroniques, travailleurs des entrepôts et de l'industrie alimentaire poussés à bout depuis 18 mois, aides à domicile exploités par des intermédiaires, etc. La liste est longue... On nous avait prédit la disparition du prolétariat ! On comprend bien que ces travailleurs dits «de première ligne» sont véritablement ceux qui font marcher le capitalisme. Sans eux, tout s'arrête.

### **Un moment favorable du bras de fer patrons/travailleurs.**

La destruction des emplois dans les pays capitalistes avancés au cours des quatre dernières décennies a fait place à des dizaines de millions d'emplois à bas salaire,

1 Cf. : lettre de Mahmoud depuis Assaluyeh. - <https://www.leftcom.org/en/articles/2021-11-16/letter-from-a-striking-oil-worker-in-iran>

d'emplois de services de qualité inférieure, d'emplois temporaires, d'emplois à temps partiel, d'emplois de type «gig» [travail à la tâche, créé par les plate-formes numériques] et d'emplois «précaires» similaires. La récente crise du Covid a exacerbé et approfondi les convulsions économiques de 2020-21. Les travailleurs à bas salaire, précaires et de facto en situation de servitude se révoltent.

De nombreux travailleurs refusent de retourner sur des lieux de travail dangereux pour un faible salaire. Ce phénomène est même qualifié de "Big Quit"<sup>2</sup>. Comme l'expliquent Luis Feliz Leon et Dan DiMaggio dans *Labor Notes* : «*La supervision impitoyable, les heures supplémentaires généralisées, le manque de personnel, les contrats à deux vitesses*» et d'autres formes de surexploitation ont rendu les travailleurs américains moins enclins que jamais à accepter de tels emplois. En août l'on comptait que 4,3 millions de travailleurs n'avaient pas repris leur travail<sup>3</sup>. Dans le même temps, la prolongation et la revalorisation des allocations de chômage ont permis à des millions de travailleurs de continuer à chercher un emploi mieux rémunéré, poussant les employeurs à offrir des salaires plus élevés, des garanties supplémentaires et même des primes à la signature dans certains secteurs, notamment le secteur des services, où les offres d'emploi étaient les plus nombreuses. Mais, les travailleurs continuent à «suspendre leur travail» et à créer une pénurie de main-d'œuvre. Une pénurie de main-d'œuvre signifie généralement que les salaires doivent augmenter.

### **Est-ce le début d'un changement de perspective pour la lutte des classes ?**

Or, la restructuration des marchés du travail n'en est qu'à ses débuts. La «grande grève de 2021» n'en est que le symptôme. Les marchés de produits et la distribution mondiale des biens et des services sont soumis à des tensions et à des changements similaires. Enfin, les contrecoups de l'envol des marchés d'actifs financiers – actions, obligations, produits dérivés, devises, monnaie numérique, bulles financières, etc. – sont encore à enregistrer. Lorsqu'ils se produiront, ils pourraient s'avérer les plus déstabilisants de tous.

C'est dans ce nouveau cycle du capitalisme que ces luttes ouvrières se déroulent. Pour passer à l'offensive, il faudra non seulement un affrontement avec les patrons, mais aussi avec les syndicats. En ce sens, l'organisation autonome, à la base, en vue de construire un rapport de force combatif est l'unique façon de développer cette nouvelle phase de la lutte des travailleurs. Mais au-delà de ces grèves, toutes les luttes économiques du monde seront perdues si elles n'arrivent pas à donner naissance à un mouvement politique vraiment anti-capitaliste.

2 Cf. : Le journal patronal l'Usine nouvelle du 27 octobre 2021- <https://www.usinenouvelle.com/editorial/chronique-rh-entre-greves-et-big-quit-les-salaries-reprennent-la-main-aux-etats-unis.N1153097>

3 Cf. : *Washington Post* du 12 octobre 2021 - <https://www.washingtonpost.com/business/2021/10/12/jolts-workers-quitting-august-pandemic/>

# **Manifestations contre le confinement. Luttes de la classe ouvrière en Australie**

Au moment de la rédaction de cette prise de position, le nombre de cas actifs de COVID-19 en Australie s'élève à un peu plus de 23 000, la Nouvelle-Galles du Sud et le Victoria (sud est) représentant la majeure partie de ce chiffre. Entre ces deux États, le nombre moyen de cas est d'environ 2 000 par jour. Le nombre de décès approche maintenant les 1 400 depuis le début de la pandémie et près de 300 personnes sont en soins intensifs. La Nouvelle-Galles du Sud est confinée depuis la fin du mois de juin et le Victoria depuis le début du mois d'août. Au niveau national, un peu plus de 58% des personnes de plus de 16 ans ont désormais reçu deux doses de vaccin.

Depuis juillet, des manifestations et des émeutes (connues sous le nom de "freedom rallies") ont régulièrement lieu dans les grandes villes comme dans certaines petites villes d'Australie, les plus importantes ayant eu lieu à Melbourne, Sydney, Adélaïde, Perth et Brisbane. Les participants à ces événements sont non seulement contre la vaccination obligatoire et opposés aux pseudo confinements mis en place par l'État, mais ils ne veulent pas non plus que les travailleurs soient payés pour rester à la maison, pour assurer notre protection et celle de nos proches. Cette même foule rejette également les masques et les vaccins en général. En effet, nombre d'entre eux minimisent la menace que représente le coronavirus, voire nient, contre toute évidence empirique, son existence.

Ces rassemblements sont dominés par des éléments de la petite-bourgeoisie, qui se soucient peu ou pas du tout du bien-être des travailleurs et s'insurgent plutôt contre la fermeture forcée de leurs entreprises pendant le confinement, ce qui signifie pour eux des profits moindres. Les propriétaires de petites entreprises dans les secteurs touchés, tels que la construction, sont les principaux participants. C'est ces mêmes éléments qui ont colporté plusieurs théories conspirationnistes et antisémites et qui ont embrassé avec enthousiasme les figures de l'extrême droite les plus violemment xénophobes.

Même si ces événements ont été suivis par des travailleurs, dont certains ont pu participer à de petites manifestations ou bloquer des autoroutes pour manifester leur résistance individuelle aux restrictions de santé publique, ils ne représentent aucune sorte de réponse authentique de la classe ouvrière. Il s'agit plutôt d'un nouvel exemple monstrueux dans lequel une fraction de la classe ouvrière s'est laissé mobiliser pour lutter dans l'intérêt d'un groupe de patrons - les petits capitalistes - contre un autre - les grands capitalistes et la bureaucratie d'État. Dans l'ensemble, ces événements ont divisé la classe ouvrière, en particulier dans des secteurs tels que la construction et les transports. Au lieu de rassembler les travailleurs dans une lutte collective pour des intérêts communs, contre l'exploitation, ils ont considérablement étrié ces perspectives.

Aucune réponse prolétarienne organisée n'a émergé de ces manifestations. Comment le pourrait-elle? Étant donné la base du mouvement, ceux qui ont le plus à gagner de ses revendications concrètes ne sont pas les travailleurs, mais

plutôt la petite-bourgeoisie qui a vu les affaires aller à vau-l'eau pendant la pandémie. La réponse prolétarienne, pour autant qu'il y en ait eu une, est venue de nombreux travailleurs de la santé et de la construction, qui se sont opposés à ces manifestations et se sont prononcés en faveur de la fermeture des entreprises non essentielles et de l'établissement de chèques pour que les gens restent chez eux et se fassent vacciner.

## **L'activité réelle de la classe ouvrière**

À l'opposé de ces manifestations, dont les revendications, les tactiques d'organisation et de lutte, ainsi que la composition, sont toutes caractéristiques des petits-bourgeois, il y a eu une authentique réponse de classe à la crise économique et de santé publique en Australie sous la forme de mouvements de grève au cours des mois de septembre et d'octobre de cette année, bien qu'elle ait eu lieu en grande partie dans le cadre syndical. Les travailleurs ont cherché eux-mêmes mais difficilement à maintenir ces luttes malgré leur isolement à des secteurs et des lieux de travail spécifiques.

D'autre part, les fermetures imposées par les autorités gouvernementales en réponse à la pandémie ont rendu la population de plus en plus dépendants des achats en ligne et de l'"économie des petits boulots" - c'est-à-dire du travail à la pièce au XXI<sup>e</sup> siècle - pour acquérir les produits de première nécessité. L'une des conséquences de cette situation est que les postiers et les livreurs, ainsi que l'infrastructure logistique dont ils dépendent, ont été complètement débordés, tandis que les entreprises qui ont le plus profité et connu la plus forte croissance pendant la pandémie n'ont pas augmenté de nouveaux recrutements pour compenser la croissance de la demande globale. Résultat : les travailleurs de ces secteurs sont contraints de faire plus de travail pour le même salaire.

Il est clair que les travailleurs ont pris conscience de leur situation et de l'amélioration de leur pouvoir de négociation vis-à-vis des patrons. Au cours de la dernière semaine de septembre, des milliers de travailleurs de Startrack et de FedEx se sont engagés dans une action de grève, quittant le travail dans tout le pays au cours de deux manifestations distinctes de 24 heures. Ils ont exigé la garantie de la sécurité de l'emploi et l'octroi aux travailleurs intérimaires des mêmes conditions et avantages que celles des employés réguliers.<sup>1</sup>

À Melbourne, des centaines de travailleurs de l'usine de chocolat Cadbury ont organisé une grève d'une journée. Ces travailleurs protestaient contre la politique de l'entreprise consistant à recourir à des contrats occasionnels plutôt qu'à offrir la sécurité de l'emploi à ses employés. En effet, certains travailleurs de cette usine ont des contrats occasionnels depuis dix ans.<sup>2</sup> En Australie-Méridionale, environ 170 des 280 travailleurs de Berri Estates, la plus grande cave de l'hémisphère sud, se sont mis en grève afin

1 Startrack strike Australia : [thenewdaily.com.au](http://thenewdaily.com.au)

2 Cadbury workers strike for a sweeter deal (Les travailleurs de Cadbury se mettent en grève pour un meilleur accord) : [sheppnews.com.au](http://sheppnews.com.au)

d'empêcher une aggravation de leurs conditions actuelles<sup>1</sup>. Après que les patrons aient refusé pendant des mois de négocier avec eux, les conducteurs de train de la Nouvelle-Galles du Sud ont fait grève pendant quatre heures, réclamant de meilleurs salaires et conditions de travail. Ils ont discuté d'une nouvelle action de grève<sup>2</sup>.

### **La nécessité d'une véritable lutte de la classe ouvrière**

Ces rassemblements contre le confinement ont souvent tourné à la violence, non seulement contre la police qui cherche à maintenir un semblant d'ordre public propice au profit, mais aussi contre des passants innocents.<sup>3</sup> Tenter d'intervenir dans ces événements confus en tant que communiste mettant en avant la position politique de la classe ouvrière n'apporterait probablement que des ennuis aux révolutionnaires (que ce soit de la part des manifestants eux-mêmes, des flics ou de l'exposition au virus) sans réelle chance d'influencer les participants aux violences. Par contre, il y a un réel besoin d'une réponse efficace de la

1 Berri winery strike (grève des caves vinicoles) : abc.net.au

2 Strike to cause disruptions to NSW trains (La grève perturbe les trains en Nouvelle-Galles du Sud) : sheppnews.com.au

3 Anti-lockdown protesters violently clash with police in Melbourne. (Des manifestants contre le confinement se heurtent violemment à la police à Melbourne) : theguardian.com

classe ouvrière à la pandémie et aux conditions forcées à endurer ; comme d'habitude, quand il y a une crise, les exploités finissent indubitablement par la payer. Les attaques actuelles et nouvelles contre la classe ouvrière sous la forme d'insécurité de l'emploi, de stagnation et de baisse des salaires, de moratoires sur les retraites, des augmentations des loyers et des factures des services publics, avec des réductions des prestations sociales préparent les préludes d'une véritable riposte prolétarienne. C'est pourquoi, il faut cesser de s'aligner avec les petits-bourgeois. En tant que communistes et travailleurs, nous condamnons sans équivoque l'incompétence de l'État à mettre en œuvre des mesures de confinement, les ordres de rester à la maison et les compensations financières, ainsi que les maladresse dans le déploiement des vaccins, qui a contribué à alimenter l'épidémie actuelle de coronavirus. Les "rassemblements pour la liberté", comme on les appelle cyniquement, ne constituent pas une véritable alternative, mais représentent un "redoublement" néfaste, pour ainsi dire, de ces politiques désastreuses.

*des Communistes internationalistes d'Océanie*

6 octobre 2021

---

## **1971-2021: 50 ans depuis que les États-Unis ont désavoué Bretton Woods**

Il est évident que nous vivons la troisième crise économique mondiale du capitalisme. Depuis plus d'un siècle, le système économique (mode de production) qui était autrefois progressiste pour l'humanité, car il créait la possibilité matérielle d'une communauté mondiale prospère sans frontières nationales ni divisions de classe, représente désormais un obstacle au progrès humain, quand il ne constitue pas une menace directe pour l'existence humaine tout entière.

La clé, bien sûr, est qu'ayant créé une économie mondiale, les lois de l'évolution du capitalisme signifient qu'au début du vingtième siècle,

*« le processus de concentration et de centralisation du capital [avait] atteint de telles proportions que désormais les crises cycliques qui avaient toujours fait partie intrinsèque du processus d'accumulation du capital seraient des crises mondiales, qui ne pourraient être résolues que par une guerre mondiale. »* (Programme de la Tendance Communiste Internationaliste, p.10)

La loi fondamentale du capitalisme est la recherche du profit, ou plutôt l'augmentation du taux de profit en réduisant continuellement le coût de production de toutes les marchandises tout en augmentant considérablement la productivité de chaque travailleur. De nos jours, le capitalisme et la "motivation du profit" sont attaqués par divers types de réformistes (notamment les écologistes choqués par le pillage de la planète et la destruction du monde naturel et les réformistes sociaux, outrés par le "fossé de la richesse" qui se creuse dans un monde qui regorge de biens de consommation). Ce qu'ils oublient, en fait, ce n'est pas que le capitalisme est "injuste", mais que l'injustice fondamentale, qui est au cœur du mode de production, est l'appropriation par le capital de la valeur (la

richesse, si vous voulez) supplémentaire créée par la classe ouvrière au-delà de la valeur payée en salaire. Ceci est d'autant plus dramatique que les innovations scientifiques et technologiques constantes du capitalisme (depuis la révolution industrielle, par exemple) ont entraîné une augmentation stupéfiante de la productivité, c'est-à-dire de la quantité de nouvelle valeur créée par le travailleur salarié moyen dans une période de temps donnée. Et pourtant, cela ne se reflète pas dans le nombre d'heures travaillées. (Depuis 1870, seules quelques économies des vieilles nations capitalistes, comme l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, ont réussi à réduire de moitié le nombre moyen d'heures travaillées par an)<sup>4</sup>.

Toutefois, ce système fondamentalement injuste, qui n'a d'autre dynamique que de "maximiser le profit", a permis la création d'une économie mondiale avec la possibilité de permettre potentiellement pour l'ensemble de l'Humanité la création d'une communauté humaine mondiale de "producteurs librement associés".

Cependant, ce constant "démantèlement (de) toutes les barrières qui entravent le développement des forces de production" (Grundrisse) n'a jamais été un développement linéaire. Le capitalisme a toujours été sujet à des booms et à des effondrements : des crises régulières conduisant à des réductions de salaire et au chômage de la force de travail ; des faillites, des rachats et finalement un nouveau cycle d'accumulation pour le capital sur une base plus concentrée, plus centralisée, plus technologique, qui implique l'augmentation du taux de productivité (compris comme taux d'exploitation) mais un taux de profit généralement

4 Cf. <https://ourworldindata.org/grapher/annual-working-hours-per-worker> : accessoirement, un site web utile (bien que prônant ouvertement l'optimisme libéral quant à l'avenir de l'économie capitaliste) qui encourage l'utilisation libre de ses données.



plus faible. Cette tendance à la baisse du taux de profit général, ...

*est à tous égards la plus importante loi de l'économie politique moderne et la plus essentielle pour comprendre les relations les plus difficiles. C'est la loi la plus importante du point de vue historique*<sup>1</sup>. (Marx)

Pourquoi ? Parce qu'elle est à la fois la raison de son expansion continue et la cause des crises récurrentes au cours desquelles le capital est dévalué, se concentre et se centralise davantage et, ce faisant, prépare la voie à un nouveau cycle d'accumulation. Historiquement, cela a signifié le passage de l'entrepreneur individuel récupérant les bénéfices d'une seule entreprise aux sociétés par actions, aux bourses de valeurs et, surtout sur le continent européen, au développement du capital financier. En termes de crise cyclique, cela signifie une synchronisation croissante, d'abord entre les secteurs des économies nationales, puis dans l'ensemble du monde capitaliste. À la fin du XIXe siècle, cela signifiait la croissance des grandes entreprises, des pools, des cartels, des fusions et des monopoles au niveau national et l'exportation massive de capitaux à l'étranger, la volonté de compenser la tendance à la baisse du taux de profit ayant accéléré la recherche de débouchés et d'investissement plus rentables à l'étranger. C'est ainsi que l'économie mondiale a vu le jour, et la bataille pour de nouveaux marchés et investissements, pour des sources de matières premières bon marché, est devenue plus qu'une simple compétition économique et s'est transformée en ce que l'on a appelé "le nouvel impérialisme" - dans le contexte d'une longue série de crises économiques internationales, que l'on a appelée la Grande Dépression (1873-96).

Comme aujourd'hui, la période qui a précédé la 1ère guerre mondiale a vu une augmentation spectaculaire du commerce extérieur, mais aussi des signes croissants de l'abandon du laissez-faire pour l'implication plus directe de l'État dans la protection l'économie nationale. Cela a pu se traduire par le retour des barrières tarifaires par l'Angleterre et la France lors des dépressions de 1873, 1882, 1890 et 1907. Marx, qui est mort en 1883, n'a pas prévu la première guerre mondiale. (Bien que Engels, qui est mort en 1896, l'ait fait). Mais Marx a prévu que le capitalisme dépasserait le stade de la libre concurrence.

*Quand le capital est faible, il s'appuie encore sur les béquilles des modes de production passés, ou de ceux qui disparaîtront avec son développement. Dès qu'il se sent fort, il les jette et vit selon ses propres lois. Dès qu'il commence à se sentir un obstacle au développement, il se réfugie dans des formes qui, en restreignant la libre concurrence, semblent rendre plus adéquate son règne, mais qui sont en même temps les signes avant-coureurs de sa dissolution et de la dissolution de son mode de production. (Grundrisse ibid p. 651)*

C'est lors à la génération suivante des marxistes révolutionnaires, confrontés au "nouvel impérialisme", puis à la guerre mondiale elle-même, d'expliquer la nouvelle réalité du capitalisme. Boukharine et Lénine (contrairement à Kautsky) ont compris que la guerre impérialiste n'était pas une interruption anormale du cours normal de l'accumulation du capital, mais une partie intrinsèque de celui-ci. En effet, le capital était devenu si centralisé et concentré que la concurrence purement économique avait cédé la place à la concurrence entre les États, dont les

intérêts étaient inextricablement liés aux intérêts des monopoles et du capital financier. Pour Boukharine, le laissez-faire a cédé la place au capitalisme d'État. Lénine a utilisé le terme de "capitalisme monopoliste" ou "capitalisme monopoliste d'État" (dans *L'État et la révolution*). C'est également Lénine qui a clairement expliqué qu'avec l'impérialisme, le capitalisme était entré dans une nouvelle époque historique de décadence en tant que mode de production (bien qu'il ait ajouté que "*ce serait une erreur de croire que cette tendance à la décadence exclut la possibilité d'une croissance rapide du capitalisme...*"). C'est cette compréhension de la nature historiquement décadente du capitalisme qui a stimulé la formation de la Troisième Internationale, dont le Congrès fondateur a annoncé que l'époque actuelle était le temps des guerres et des révolutions. C'est tout à fait en accord avec la vision de Marx sur la façon dont les contradictions internes du système développent la base matérielle du communisme, mais allaient finalement se révéler être une barrière à la naissance de la nouvelle société.

C'est encore ce qu'a écrit Marx dans les *Grundrisse*, sur la baisse du taux de profit :

*L'incompatibilité croissante entre le développement productif de la société et ses rapports de production existants s'exprime au travers de contradictions féroces, des crises et des spasmes. La destruction violente du capital, non pas du fait de rapports qui lui sont extérieurs, mais au contraire comme condition de son auto-préservation, est la forme la plus frappante sous laquelle il est poussé à disparaître pour faire place à un état supérieur de production sociale. Ainsi, le plus haut développement de la puissance productive et la plus grande expansion de la richesse coïncident avec la dépréciation du capital, l'aviilissement des travailleurs et l'épuisement le plus accompli de ses forces vitales. Ces contradictions conduisent à des explosions, des cataclysmes, des crises dans lesquelles, par une suspension momentanée du travail et l'anéantissement d'une grande partie du capital, ce dernier est violemment réduit au point de ne pouvoir continuer. ... Pourtant, ces catastrophes qui se répètent régulièrement conduisent à leur répétition à une échelle plus grande et finalement à son renversement violent. (p.750)*

Au 20e siècle, deux guerres mondiales (et une révolution ouvrière vaincue) furent les conséquences de la crise capitaliste cyclique. Mais, après avoir anéanti "une grande partie du capital", la Seconde Guerre mondiale a servi de base au plus long boom économique et à ce qui s'est avéré, à ce jour, être une crise économique encore plus longue de l'histoire du capitalisme.

### **Bretton Woods**

Avant même la fin de la guerre en Europe et avant que les Alliés n'aient fini de réduire les villes allemandes en bouillie et que les États-Unis n'aient largué la bombe atomique sur Hiroshima, des négociations étaient en cours pour définir le nouvel ordre mondial. Il s'agissait alors d'un monde divisé entre deux blocs impérialistes très inégaux : l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, d'une part, et les États-Unis et leurs associés d'Europe de l'Ouest d'autre part, éventuellement débarrassés de leurs colonies. Et avant même que l'accord politique sur cette nouvelle division du monde ne soit conclu à Yalta en février 1945 (par Roosevelt, Churchill et Staline), un hôtel de la station de montagne américaine de Bretton Woods, dans le New

1 Marx dans les Grundrisse, Pelican ed. 1973, p.748

Hampshire, devient le lieu où les États-Unis et ses "Alliés" se disputent la base économique et les termes de l'échange du nouvel ordre mondial (juillet 1944). Des tonnes d'écrits ont été consacrés à la lutte entre le négociateur de l'impérialisme britannique sévèrement battu, John Maynard Keynes, avec sa proposition de création d'une monnaie indépendante pour le commerce international (le "bancor") et le négociateur américain, Harry Dexter White, dont la contre-proposition selon laquelle le dollar américain devait devenir la monnaie du commerce international, était inévitablement acceptée. (D'autant plus qu'elle était accompagnée de la menace de couper tout nouveau crédit américain pour l'"effort de guerre" des Alliés)<sup>1</sup>. Les États-Unis première puissance impérialiste imposent le dollar qui sera le nouvel étalon du commerce international. Dans le nouvel ordre mondial les États membres devaient arrimer leur monnaie au dollar. Et pour s'assurer qu'il n'y aurait pas de retour aux dévaluations monétaires de type de l'entre-deux-guerres, les États-Unis devaient rattacher le dollar à l'or, à un prix de 35\$ l'once. Une partie intégrante de l'arrangement comporte la création de la Banque mondiale, chargée d'agir en tant que créancier du FMI avec des transactions inévitablement en dollars. Le plus gros bémol fut que la Russie n'a pas ratifié les accords finaux. Et en 1947, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, elle a dénoncé les institutions de Bretton Woods comme des "succursales de Wall Street" et la Banque mondiale comme "subordonnée à des fins politiques qui en font l'instrument d'une seule grande puissance"<sup>2</sup>.

Le délégué russe, Andrei Gromyko, n'a pas tort. Cependant, son opposition à l'accord final de Bretton Woods n'est en aucun cas une opposition à un découpage impérialiste. C'est simplement la résistance à la domination américaine de la part d'un impérialisme plus faible. Plus faible, mais néanmoins avec un territoire couvrant la majeure partie de l'Europe et une énorme partie de l'Asie, l'URSS (appelée "Union des républiques socialistes soviétiques") essayait de sécuriser ses propres satellites et d'échapper de l'hégémonie du dollar. À ce moment-là Churchill prononce son discours sur le rideau de fer<sup>3</sup> et Truman annonce sa "doctrine" selon laquelle les États-Unis soutiendraient toute "nation démocratique" menacée par des forces autoritaires. En 1947 les États-Unis mettent en œuvre le plan Marshall pour leurs alliés européens. Pour l'essentiel, il représente essentiellement une aide financière aux pays perçus comme étant menacés par

*"Le mouvement communiste ... dirigé par Moscou, (qui) se nourrit de la faiblesse économique et politique. Les pays sous pression communiste ont besoin d'une assistance économique à grande échelle pour maintenir leur intégrité territoriale et leur indépendance politique. Il fut un temps où l'on pensait que la Banque mondiale pourrait satisfaire les besoins d'une telle assistance. Mais il est maintenant clair que la banque ne peut faire ce travail. Les États-Unis sont confrontés au défi mondial pour la liberté*

1 Voir "Uncontested Hegemony : From Bretton Woods to the Gold Pool, 1945-60" dans *The World Economic Crisis*, Fitt, Faire et Vigier, p.74-77.

2 Voir Eric Toussaint, <https://www.cadtm.org/Concerning-the-founding-of-the-Bretton-Woods-Institutions>

3 Discours prononcé au Westminster College, Fulton, Missouri, le 5.3.46 où il avait déclaré de manière rhétorique : "De Stettin dans la Baltique à Trieste dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu sur le continent". Fac-similé annoté disponible sur le site des Archives nationales.

*humaine. La seule façon de relever ce défi est de mettre en place un nouveau et vaste programme d'aide fourni directement par les États-Unis eux-mêmes."*<sup>4</sup>

En réponse, l'Union soviétique forme le Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon) en 1949, d'une part pour décourager les pays d'Europe de l'Est de participer au plan Marshall et d'autre part pour contrecarrer le boycott commercial imposé par les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays d'Europe occidentale.

Par ailleurs, la guerre laisse le Royaume-Uni en faillite, et en difficulté face aux États-Unis, comme souligné par les termes du prêt. Keynes est envoyé pour négocier avec les États-Unis (et le Canada) en 1946. Ainsi, la clause négociée que les pays ayant des balances commerciales en livres sterling seraient autorisés à les convertir en dollars à partir de juillet 1947, mais elle conduit à une ruée sur les réserves britanniques en dollars. La convertibilité est suspendue. Mais, comme l'on s'y attendait, en 1949 la livre sterling est dévaluée passant de 4,03 dollars à 2,80 dollars<sup>5</sup>. En fait, l'état de la livre sterling provient d'une situation plus délicate que celles d'autres pays. A la fin du mois de septembre, d'ailleurs, de plus en plus de pays, dont l'Australie, le Canada, la Finlande, la France, l'Inde, l'Irlande, Israël, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suède, suivent le Royaume-Uni et dévaluent leurs monnaies par rapport au dollar. La menace immédiate pour le capitalisme de l'Ouest n'est pas le "communisme" qui se répand depuis la Russie, mais la pénurie et la misère de la classe ouvrière et des alliés en faillite pouvant se transformer en quelque chose de politiquement plus dangereux que des grèves et des manifestations... et pas seulement chez les alliés des États-Unis. De novembre 1945 à 1946, se produit la plus grande vague de grève de l'histoire des États-Unis, alimentée par une hausse rapide de l'inflation et impliquant plus de 5 millions de travailleurs, en grande partie en dehors du cadre syndical. Le défi pour le capital américain fut de trouver le moyen d'améliorer la situation de la classe ouvrière en relançant à la fois son économie nationale, et celles de ses alliés. L'aide Marshall, qui transfère environ 13 milliards de dollars à l'Europe occidentale entre 1948 et 1952, visait donc autant à contrer la menace intérieure que celle du mouvement communiste "dirigé par Moscou".

Le décor de la division impérialiste bipolaire du monde est planté avec la guerre froide accompagnée du plus grand boom économique de l'histoire.

### **Le long boom**

Avec jusqu'à 50 % de l'industrie manufacturière mondiale à l'intérieur des États-Unis<sup>6</sup>, et le dollar comme principale monnaie internationale d'échange, le capitalisme américain est en excellente position pour mener un nouveau cycle d'accumulation du capital. En 1960, avec une balance commerciale excédentaire, le PIB des États-Unis représente 40 % de la production mondiale totale. Un essor que les alliés n'ont pas tardé à rattraper, notamment grâce au déficit

4 Extrait d'un mémorandum de Will Clayton, Secrétaire d'État adjoint aux affaires économiques, à son retour d'Europe au début de 1947, cité dans Brett, op.cit. pp.106-7.

5 Voir par exemple, Benn Stein, *The Battle of Bretton Woods*, Princeton Press p.331.

6 Les estimations divergent. E.A. Brett, dans *The World Economy Since the War* (Macmillan) est conservateur : "plus de 40 pour cent", p. 63.

budgetaire américain pour financer la guerre de Corée (qui a notamment dopé les exportations ouest-allemandes) et à la résurrection du Japon. Il est utile de rappeler aux lecteurs d'aujourd'hui à quel point cet essor de la production, né des destructions de la guerre mondiale, a permis un nouveau cycle d'accumulation du capital et a changé la vie de la classe ouvrière. Souvent défini comme un "boom de la consommation", ce boom est fondé sur l'expansion des mesures de protection sociale de l'État planifiées pendant la guerre et conçues pour casser toutes les tendances des travailleurs vers le "communisme" (c'est à dire le stalinisme). Pour la première fois, les hôpitaux et les soins de santé sont accessibles à tous (au Royaume-Uni, le fameux NHS, en France avec la Sécurité sociale, etc...), tandis que les indemnités de maladie, les droits aux allocations de chômage et les régimes viables de pension de vieillesse mettent fin aux maisons de retraite en Grande-Bretagne et, d'une manière générale, font en sorte que les travailleurs ne soient pas obligés de continuer à travailler jusqu'à leur mort. Pendant ce temps, les enfants de la classe ouvrière ont désormais droit à l'enseignement secondaire et une petite minorité commence à accéder aux universités (sous réserve d'allocations soumises à des conditions de ressources), ce qui a donné lieu à la théorie de la "montée de la méritocratie".

Les premières décennies de l'après-guerre sont marquées par un très faible taux de chômage (les capitalistes parlaient de plein emploi) et par une hausse des salaires réels, ce qui a permis aux travailleurs d'acheter une variété croissante de biens de consommation, ainsi que par des programmes de construction de maisons (et d'immeubles) d'État qui ont créé de nouvelles villes et réduit, sans jamais l'éliminer complètement, la pénurie de logements. Au Royaume-Uni comme en France, etc..., le rationnement d'après guerre est progressivement supprimé en 1954 et, dès 1957, le Premier ministre Harold Macmillan peut déclarer : "Vous n'avez jamais été aussi bien loti !". À l'instar des États-Unis, la construction de nouveaux réseaux routiers et l'expansion de l'industrie automobile deviennent prioritaires par rapport aux chemins de fer, en particulier au Royaume-Uni où le réseau ferroviaire (non rentable) qui avait relié l'ensemble de la Grande-Bretagne est largement supprimé pour faire place à l'expansion de l'industrie automobile. Les années 1960 sont une période faste pour l'industrie automobile, le nombre de voitures particulières ayant doublé, passant de près de 5 millions à près de 10 millions entre 1961 et 1971. En outre, voiture ou pas, de nombreuses entreprises ont mis en place une fermeture estivale avec des congés payés. Les entreprises touristiques se développent pour créer un marché de masse avec des "forfaits vacances" : sur la Costa Brava ou à Benidorm, etc... De nombreuses familles de la classe ouvrière voyagent à l'étranger pour la première fois. Plus généralement, l'expansion du marché des biens de consommation a entraîné le boom proverbial de la production des "appareils économiseurs de main-d'œuvre", des aspirateurs aux machines à laver, qui ont réduit le temps de travail des "femmes au foyer". La conséquence involontaire, dans cette période de "plein emploi", est que de plus en plus de femmes "entrent sur le marché du travail". Contrairement aux périodes précédentes d'augmentation de l'emploi féminin (généralement en temps de guerre), la tendance s'est avérée permanente, reflétant la domination des services dans l'économie capitaliste ainsi que les nouvelles possibilités offertes par la contraception à la fin des années 60.

Il s'agit là d'un aperçu de la manière dont le boom capitaliste a affecté la classe ouvrière du bloc capitaliste occidental. En France, les années de boom sont appelées "Les Trente Glorieuses" (1945-75), en Italie "Il Sorpasso" (les décennies qui ont dépassé toutes les autres) ; aux États-Unis, les travailleurs sont assurés de vivre le rêve américain. Après s'être fait dire qu'elle n'avait jamais été aussi heureuse, la Grande-Bretagne s'est dirigée vers les *Swinging Sixties* au cours desquelles la classe ouvrière débute une dizaine d'années de grèves officielles et "sauvages". De 1963 à 1977, 2 à 3 millions de journées de travail sont "perdues" chaque année, pour atteindre 4,7 millions en 1968. Mais, ces constantes luttes ouvrières n'ont jamais vraiment dépassé l'horizon du lieu de travail. Lorsque le boom s'est transformé en crise, la classe ouvrière n'avait aucune vision d'une alternative au capitalisme.

### **Les États-Unis renient Bretton Woods :**

#### **Le début d'une crise prolongée**

Le 15 août 1971, le président Richard Nixon annonce unilatéralement l'annulation "temporaire" des accords de Bretton Woods : le système de taux de change fixe fondé sur la convertibilité du dollar des États-Unis en or. En effet, le dollar était l'unité de compte du commerce international. Lorsque le commerce s'est intensifié et que des pays comme l'Allemagne de l'Ouest et le Japon ont commencé à représenter une part plus importante du commerce international, la demande de dollars en dehors des États-Unis a augmenté, tout comme les transactions financières sur le marché de l'eurodollar. Au début des années 1960, il y avait plus de dollars en dehors des États-Unis que ce que pouvait couvrir l'or de Fort Knox. Avec la montée de l'inflation vers la fin des années 1960, de plus en plus de ces dollars étaient convertis en or, de moins en moins au taux officiel de 35 dollars l'once. Le système n'est plus viable. Les États-Unis accusent déjà un déficit budgétaire croissant, dû en grande partie aux dépenses liées à la guerre du Vietnam. En 1971, la balance commerciale américaine est négative pour la première fois depuis la guerre. Le "choc Nixon" marque le début de la fin du cadre économique de Bretton Woods pour l'économie mondiale. Lorsque Nixon confirme la fin permanente du taux de change fixe avec l'or en 1973, le prix de l'or avait atteint 100 dollars l'once. Le prix équivalent aujourd'hui est d'environ 1 900 dollars. Il est clair qu'il ne peut plus y avoir de retour en arrière.

La fin de la convertibilité du dollar avec l'or n'a pas seulement permis au Trésor américain d'"imprimer" des dollars à volonté, elle a constitué une dévaluation monétaire qui a rebondi sur le prix des matières premières échangées principalement en dollars sur le marché mondial, notamment le pétrole. Cela a non seulement augmenté le coût des matières premières pour les fabricants concurrents japonais et européens (principalement l'Allemagne de l'Ouest), mais encore a déclenché des augmentations de prix continues dans le monde occidental pour les biens de consommation de la classe ouvrière. Au cours des années 1970, le Royaume-Uni connaît des taux d'inflation annuels parmi les plus élevés d'Europe occidentale.

Le principal architecte du "choc Nixon" était le secrétaire au Trésor John Connally, dont la fameuse boutade (lors de la réunion du G10 à Rome en novembre 1971) selon laquelle "*le dollar est notre monnaie mais votre problème*" ne l'a pas empêché d'imposer une surtaxe de 10 % sur les

importations aux États-Unis et un gel des salaires et des prix de 90 jours pour les travailleurs américains.

En effet, la classe ouvrière des États-Unis s'est retrouvée dans le même bateau que les travailleurs des autres "pays avancés" et même au-delà. Selon l'OCDE, la part des travailleurs dans le revenu national des pays du G20 n'a cessé de diminuer entre 1970 et 2014, la classe ouvrière des États-Unis connaissant la quatrième plus forte baisse, soit environ 11 %. Il s'agit désormais d'une tendance mondiale qui inclut les économies dites émergentes. (Aujourd'hui, la part des travailleurs dans la production mondiale totale est estimée à environ 50 %).

L'abrogation par les États-Unis d'une partie essentielle des accords de Bretton Woods qu'ils avaient élaborés dans leur propre intérêt marque le début d'une longue phase descendante du troisième cycle de l'accumulation capitaliste mondiale. Au cours des cinq dernières décennies, nous avons assisté à l'effondrement de l'URSS et au partage impérialiste d'après-guerre décidé à Yalta, tandis que les États-Unis, qui représentent aujourd'hui à peine un cinquième du PIB mondial, luttent pour maintenir leur domination. Jusqu'à présent, ils ont réussi à conserver leur position de leader, en grande partie grâce au rôle du dollar comme unité monétaire prédominante pour la finance et le commerce internationaux - ce qu'ils n'auraient pas pu faire si le lien du dollar avec l'or avait été maintenu. Lorsqu'un certain Saddam Hussein a menacé de négocier le pétrole irakien en euros plutôt qu'en dollars, les États-Unis ont montré qu'ils étaient prêts à défendre leurs propres intérêts économiques au moyen de la puissance militaire en envahissant l'Irak en 1991 (opération Tempête du désert), puis à nouveau, de manière encore plus barbare, en 2003. Pendant un bref moment, les experts capitalistes ont parlé de l'hégémonie incontestée des États-Unis. Ce récit a pris fin lorsque le capitalisme chinois est intervenu pour

soutenir la demande et le commerce international pendant la récession mondiale qui a suivi l'éclatement de la plus grosse bulle financière jamais vue par le capitalisme (la crise dite des "subprimes") en 2007-2008 <sup>1</sup>.

Aujourd'hui, tout le monde sait que la Chine défie les États-Unis. Mais ce qui est important pour la classe ouvrière mondiale, c'est de reconnaître que ces deux rivaux font partie intégrante du même système capitaliste, qu'ils sont confrontés à la même crise de rentabilité qui fait qu'il est de plus en plus difficile de trouver un pays plus rentable où investir, et qui pousse le capitalisme dans le monde entier à trouver des moyens pour augmenter le taux d'exploitation : la quantité de nouvelle valeur créée au-delà du coût des salaires et de l'entretien général de la main-d'œuvre. En d'autres termes, après cinq décennies de crise capitaliste, il est impossible pour la classe ouvrière de revenir aux *Swinging Sixties* ou aux Trente glorieuses. Et pourquoi le voudrions-nous alors que l'alternative pour se débarrasser du capitalisme en décomposition et le remplacer par une société mondiale de producteurs librement associés nous saute aux yeux ?

ERayner

D'après RP numéro 18

<sup>1</sup> *"Au cours de l'angoissante récession de 18 mois, le chômage a atteint jusqu'à 10 pour cent et le PIB s'est contracté d'un énorme 4,3 pour cent. L'économie ne s'est redressée qu'après des dépenses de relance massives de l'État (plus de 1 500 milliards de dollars) pour soutenir les banques en faillite et injecter des capitaux dans l'économie en état de choc."*  
<https://www.histoire.com/news/us-economic-recessionstimeline>  
En fait, le krach a été bien plus qu'un krach américain. L'économie mondiale est entrée en récession, ce qui a eu pour conséquence de provoquer le printemps arabe, l'austérité pour la classe ouvrière et un nouveau déclin de l'investissement productif.

**Le Site Internet de la TCI :**  
**[www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)**

*Nous publions l'article suivant du numéro 18 de **Revolutionary Perspectives** qui se base sur les conséquences de la pandémie de Covid au Royaume-Uni car la politique suivie par ce pays ne diffère en rien de celle des autres pays capitalistes dans le monde si ce n'est par quelques détails croustillants. Les raisons du nombre de décès et du désastre sur la population en général mais surtout sur les parties les plus pauvres et sur les travailleurs n'ont qu'une cause : la perpétuation des profits capitalistes malgré la pandémie.*

## **Comment la pandémie a révélé le véritable état de santé des nations**

Une pandémie est le bon exemple parmi d'autres événements pour démontrer l'efficacité d'un système social. Celle-ci a généralement montré que le mode de production capitaliste n'était pas à la hauteur. Le public a maintenant oublié les premiers échecs. Les tentatives initiales du parti communiste chinois pour dissimuler ce qui se passait à Wuhan n'ont eu d'égal que le refus des dirigeants du monde entier de reconnaître ce qui était sur le point de se produire. Rien ne devait s'opposer à la réalisation des profits, de sorte

que le "virus de la Chine" était le problème de la Chine et qu'il n'était, de toute façon, "pas pire que la grippe saisonnière". L'insouciance de Trump, Bolsonaro et Johnson à la droite capitaliste n'avait d'égal que le déni de la réalité de la pandémie au Mexique par le président Obrador sur la gauche capitaliste.

L'attitude des États les plus riches était qu'il s'agissait d'un problème asiatique (comme le SRAS auparavant) qui ne toucherait pas leurs côtes. Lorsque la pandémie a frappé le

cœur de l'industrie italienne dans la province de Lombardie en janvier 2020, le service de santé, qui, comme tous les autres services, a subi des coupes budgétaires pendant des années, n'était absolument pas préparé. Manquant d'équipements de protection individuel, de ventilateurs et de lits de soins intensifs, les hôpitaux ont été débordés. Les médecins ont littéralement dû prendre des décisions sur la vie ou la mort. Ils ont été contraints d'abandonner les personnes âgées et les personnes souffrant de problèmes de santé à leur sort, les rares ressources dont ils disposaient étant concentrées sur les personnes qui avaient de meilleures chances de survie<sup>1</sup>. Au 21<sup>e</sup> siècle, avec tous les atouts de la science moderne, ces scènes rappellent les fléaux du passé. Malgré cette horreur, les dénégations se poursuivent. Bolsonaro insiste sur le fait que ce n'est pas pire qu'un "éternuement", tandis que Trump refusait ostensiblement de prendre des mesures de précaution. Johnson a fait le tour du monde en donnant la main à tout le monde, jusqu'à ce que, comme Bolsonaro et Trump, il attrape le virus. Il a échappé de peu à la mort (il n'y a pas eu d'absence de traitements ni pour lui, ni pour les autres dirigeants), ce qui l'a enfin tiré de sa complaisance. L'idée absurde d'atteindre l'"immunité collective" a été abandonnée, et les premiers confinements ont commencé, sur fond de bruits de la droite capitaliste contre les restrictions inutiles à la liberté de faire du profit. En fait, c'est cette préoccupation pour l'économie qui se trouvait déjà en difficulté avant la pandémie qui a retardé toute action décisive. Ce retard a non seulement coûté des milliers de morts inutiles, mais a fini par avoir un impact encore plus grand sur l'économie, ce qui a exigé une quantité encore plus grande d'"assouplissements quantitatifs" pour amortir le coup porté aux moyens de subsistance et aux profits. Cela a permis d'obtenir la paix sociale, mais nous n'avons jamais été "tous dans le même bateau". Alors que ceux qui avaient déjà de l'argent et des revenus ont vu leur richesse augmenter pendant la pandémie, les bas salaires et les allocataires sociaux en ont été les principales victimes, tant en termes de décès que d'endettement. Nous avons souligné, en mars 2020, que les travailleurs, en particulier en Italie, qui se sont mis en grève plutôt que de travailler dans des environnements étaient non protégés<sup>2</sup>. De même au Royaume-Uni, comme l'a même souligné le Financial Times, les indemnités de maladie sont si faibles que de nombreux travailleurs ne pouvaient pas se permettre de prendre un jour de congé même lorsqu'ils tombaient malades<sup>3</sup>. 700 000 personnes en Grande-Bretagne avaient recours aux banques alimentaires avant la pandémie, en avril 2021, le Trussell Trust distribuait 2,5 millions de colis par semaine.

### **Sauver le service national de santé ou sauver le système ?**

La négligence malveillante des Trumps et des Bolsonaros a donné lieu à des taux de mortalité parmi les plus élevés au monde, mais en termes de nombre d'habitants, le Royaume-Uni est en fait pire que les États-Unis. Comme ailleurs, l'impact sur le service national de santé a été le moteur du revirement de l'"immunité collective" vers le confinement et d'autres mesures d'urgence. Le NHS<sup>4</sup> n'était pas en bonne forme même avant la pandémie. En mars 2017, nous avons commencé un article de notre journal Aurora par la phrase suivante : "Il ne doit guère y avoir de ménage qui n'ait pas

été affecté par la baisse de qualité des services médicaux au Royaume-Uni."<sup>5</sup>

C'est le produit de décennies de mise à l'encan du NHS avec la complicité des gouvernements et de tous les partis. Thatcher a peut-être introduit la "concurrence interne" dans le NHS, mais Blair l'a étendu et s'est débarrassé de 32 000 lits supplémentaires. Les dépenses globales du NHS ont diminué de 12 £ par personne au cours des premières années de la coalition dirigée par Cameron et Clegg. Entre 2011 et 2017, 13 681 lits supplémentaires sont passés sous le régime de l'austérité. Tout au long de ces coupes, l'âge moyen de la population a augmenté et donc les besoins en soins de santé et en services sociaux. Il n'est donc pas surprenant que les dettes des différents organismes nationaux de santé, qui ont déjà contracté des prêts massifs pour couvrir les déficits de financement, soient en hausse. Sans surprise, bien qu'il soit l'institution la plus populaire de tous les sondages d'opinion, le NHS ne soutient pas la comparaison avec les performances sanitaires des autres pays européens. Avant même la pandémie, l'espérance de vie moyenne des citoyens britanniques avait chuté pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Seule Malte présente des résultats plus mauvais en matière de mortalité infantile (moins de 5 ans) que le Royaume-Uni, qui figure parmi les plus mauvais élèves pour toute une série d'autres questions de santé, du cancer du sein et du col de l'utérus aux accidents vasculaires cérébraux et au taux de suicide des malades mentaux<sup>6</sup>. Comme l'a indiqué le Nuffield Trust<sup>7</sup> dans un rapport, le NHS a des performances moyennes parce qu'il bénéficie d'un financement moyen. Plus crûment, vous obtenez ce pour quoi vous payez.

Au début de la crise du COVID, le NHS manquait toujours de 84 000 personnes, malgré la fermeture de nombreuses unités au cours des dernières décennies<sup>8</sup>. La pandémie a jusqu'à présent coûté la vie à plus de 1 500 membres du NHS<sup>9</sup>, et un plus grand nombre encore a été rendu inapte au travail en raison d'un "long COVID". Beaucoup d'autres ont simplement été épuisés par l'intensité du travail et par le fait d'être témoins de la perte de tant de vies. La campagne "Clap for the NHS"<sup>10</sup> avait peut-être pour but de remonter le moral des troupes à un moment critique, mais le fait de décerner la médaille de George<sup>11</sup> à ce service le jour de son

2 Voir [leftcom.org](http://leftcom.org)

3 Aujourd'hui encore, dans certains lieux de travail, des camarades sont poussés à rester au travail lorsqu'ils sont malades, par des employeurs qui savent que l'État ne les poursuivra pas. L'une d'entre elles s'est vu dire par son employeur (au cours de la première semaine de juillet, avant la levée des restrictions), après son test COVID positif, qu'elle n'avait aucune raison de rester au travail car elle n'avait eu que trois jours de congé en 17 ans. "Pourtant, le Health and Safety Executive, l'organisme de réglementation britannique chargé de la sécurité sur le lieu de travail, n'a pas engagé une seule poursuite contre un employeur pour avoir enfreint les règles du COVID-19." Sarah O'Connor

4 National Health Service, Sécurité sociale anglaise.

5 <https://www.leftcom.org/en/articles/2017-03-13/nhs-on-the-critical-list>

6 <https://www.nuffieldtrust.org.uk/news-item/nhs-receives-mixed-scorecard-in-major-analysis-of-international-health-systems>

7 Le Nuffield Trust, est un organisme de bienfaisance dont la mission est d'améliorer les soins de santé au Royaume-Uni.

8 <https://www.kingsfund.org.uk/projects/positions/nhs-workforce>

9 <https://www.gponline.com/hancock-denies-ppe-shortages-caused-1500-nhs-staff-deaths-COVID-19/article/1718813>

10 Appaludissements pour le NHS

11 La Médaille de George a été créée par le roi George VI en 1940, afin de pouvoir récompenser les membres civils du

73e anniversaire, tout en réduisant le salaire du personnel en termes réels (ce que représente une augmentation de 3%) ne peut être qualifié que de "merde pour les soignants". Il a dû être très réconfortant pour le personnel épuisé d'entendre que tous les autres employés du secteur public (après des années de gel des salaires) n'obtiendront même pas cela. Les soignants, et certaines infirmières, ont menacé de faire grève. Il faut donc espérer que ce coup de pied dans les dents ne restera pas sans réponse, et pas seulement de la part des travailleurs du NHS.

En effet, depuis le début, la façon dont la pandémie a été gérée, a jeté une lumière dramatique sur la faillite sociale, économique et politique du système qui fait passer les profits avant les personnes. Le manque d'équipements de protection individuelle (EPI) au début a poussé les médecins généralistes à acheter des équipements sur eBay et certains membres du personnel hospitalier à utiliser des sacs poubelle pour les remplacer. C'était déjà un scandale, mais le retour de 30 000 personnes âgées dans des maisons de soins pour libérer des lits pour la pandémie s'est avéré être un véritable tuerie. Non testés, ces patients sont retournés dans des maisons de soins où les EPI faisaient défaut, malgré les appels répétés des soignants et de leurs patrons. Le ministère de la santé n'a su fournir qu'une seule ressource aux maisons de soins : des milliers d'avis de non-réanimation<sup>1</sup>.

C'est la tentative de remédier au manque d'EPI à cette époque qui a jeté la lumière la plus claire sur les défaillances du système dans son ensemble. La solution du ministère de la santé de l'infortuné Hancock<sup>2</sup> a été de distribuer des contrats à des amis et à des donateurs conservateurs, dont certains n'avaient aucune compétence en matière de santé. D'autres ont été engagés en tant que "consultants" ou "directeurs non exécutifs" qui n'ont en fait rien apporté. Ce qu'ils avaient en commun, c'était leur lien avec des membres du gouvernement ou du Parti conservateur, dont ils étaient de gros donateurs. Plus significatif encore, l'épouse d'un député conservateur a été chargée de diriger le misérable et inutile programme Track and Trace. Ensuite, Lord Feldman, un donateur conservateur, a été engagé par le secrétaire d'État à la santé, Lord Bethell<sup>3</sup>, en tant que "conseiller" non rémunéré. L'une de ses entreprises clientes s'est alors vu attribuer un contrat COVID de 22,6 millions de livres sterling. Ce n'était pas le dernier contrat de ce type. Selon Transparency International, des contrats d'équipements de protection individuelle (PPE) d'une valeur de 1,6 milliard de livres ont été attribués à des entreprises ayant des liens politiques avec les conservateurs<sup>4</sup>. L'un d'entre eux a été attribué à un ami de Dominic Cummings, et un autre à l'entreprise appartenant à la sœur et au beau-frère de Matt Hancock

Commonwealth qui accompliraient des actions héroïques.

1 theguardian.com

2 Matt Hancock ministre de la santé démissionne pour ne pas avoir respecté les règles de distanciation sociale. cf. : *Le Monde* du 26 juin 2021 :

[https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/26/matt-hancock-le-ministre-de-la-sante-britannique-demissionne-apres-des-revelations-concernant-une-liaison-extraconjugale\\_6085860\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/26/matt-hancock-le-ministre-de-la-sante-britannique-demissionne-apres-des-revelations-concernant-une-liaison-extraconjugale_6085860_3210.html),

3 Lord Nicholas William Bethel est remercié le 19 septembre 2021.

4 comme noté par Peter Geoghegan in "*Short Cuts*" in *London Review of Books*, 6 mai 2021

(dans laquelle il a des parts). Cela a suscité peu d'interrogations. Hancock n'a été contraint de démissionner qu'après avoir été filmé en train d'embrasser sa maîtresse, Gina Coladangelo. L'indignation n'est venue que du fait qu'il a enfreint ses propres restrictions COVID, ce qui, après le voyage de Dominic Cummings à Barnard Castle l'été dernier, n'a fait que déclencher des accusations politiquement dangereuses de "une règle pour eux, une autre pour le reste d'entre nous". Cependant, on a moins parlé de l'autre problème, à savoir que Mme Coladangelo, directrice du marketing de sa propre entreprise de mode, était employée par M. Hancock comme conseillère au sein du NHS. Elle ne travaillait que 15 jours par an mais recevait 1 000 £ pour chaque jour de travail (à quoi, on ne nous l'a pas dit). Hancock lui-même a toujours été un problème en tant que ministre de la santé étant donné qu'il est lié à British American Tobacco et à d'autres lobbies anti-santé, via le groupe de réflexion d'ultra-droite, l'Institute for Economic Affairs (IEA). Ce dernier veut remplacer le NHS par un système d'assurance médicale à l'américaine, et abolir la gratuité au point de prestation du NHS. *The Independent* nous a dit en 2019 que :

*«L'IEA a critiqué ouvertement les mesures de santé publique visant à lutter contre le tabagisme, l'obésité et la consommation nocive d'alcool, et ses anciens bailleurs de fonds comprennent des organisations affiliées aux industries du jeu, de l'alcool, du sucre et des boissons gazeuses. Elle a des liens étroits avec le Parti conservateur et le président de son conseil d'administration, Neil Record, a fait des dons au secrétaire à la santé Matt Hancock entre 2010 et 2018. Si M. Hancock figure parmi les plus grands bénéficiaires, 30 députés conservateurs, dont David Davies, Liam Fox et David Willets, ont reçu de l'argent ou l'hospitalité de la part de M. Record ou d'un autre administrateur, Sir Michael Hintze.»<sup>5</sup>*

Ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Il y a une certaine ironie dans les révélations sur le lobbying de l'ancien Premier ministre Cameron auprès du Trésor (sans succès) et du ministre de la Santé Hancock (avec succès) pour obtenir des contrats de l'État pour Greensill Capital avant sa faillite. Juste avant de remporter les élections de 2010, Cameron a pontifié contre le "lobbying secret des entreprises"<sup>6</sup>. Il devrait le savoir. Il était lobbyiste avant de devenir Premier ministre et a fait fortune dans le lobbying (notamment pour des entreprises de biotechnologie) depuis sa démission. Le parti travailliste se plaint de le sordide de l'affaire, mais il n'est guère en mesure de critiquer, puisque la remarque de Cameron sur le lobbying secret visait exactement la même chose que ce qui se passait sous le parti travailliste, bien que Blair ait eu tendance à récompenser ses donateurs par des pairies (il en a créé plus de 200, connues sous le nom de "Tony's cronies"). Quoi qu'il en soit, selon les règles du jeu capitaliste, cela n'est pas illégal. Ce qui nous amène au cœur de l'opération.

En dépit de la "feuille de vigne démocratique", la pandémie a mis en lumière la manière dont les capitalistes, et la machine du profit, manipulent réellement le système via

5 <https://www.independent.co.uk/news/health/big-tobacco-funding-conservatives-nhs-hancock-raab-davis-a8916561.html>

6 Peter Geoghegan "*Short Cuts*" dans *London Review of Books*, 6 mai 2021. L'article, écrit par un rédacteur d'Open Democracy, souligne un comportement encore plus flagrant de Cameron dans ses relations avec Lex Greensill, l'escroc australien au cœur du scandale.

leurs laquais politiques au Parlement. Il ne s'agit pas de « l'État profond » caché. C'est l'état réel, la dictature de la classe capitaliste, et tous les sociaux-démocrates et réformistes qui encouragent la classe ouvrière à y participer en votant, sont soit à l'intérieur du système, soit en train de colporter un mensonge. Ils dissimulent le fait que, tant que les rapports de production actuels existent, le vote n'est qu'un exercice d'allégeance au capital. C'est la démocratie "pour le sac d'argent", comme l'a écrit Lénine dans *L'État et la Révolution*.<sup>1</sup> Elle devra être détruite et remplacée par la démocratie directe et réellement responsable des conseils ouvriers administrant une économie dont le but premier est de remplacer les intérêts du profit par la satisfaction des besoins humains réels.

En fait, la pandémie de coronavirus a également mis en évidence les questions de classe. Analysant les chiffres de l'Office of National Statistics, le King's Fund<sup>2</sup> est arrivé à la conclusion sans surprise qu'"en 2020, le taux de mortalité dû au COVID-19 était presque trois fois plus élevé dans les zones les plus défavorisées que dans les zones les moins défavorisées." Les personnes d'origine noire et asiatique ont également succombé disproportionnellement, mais le facteur opérationnel ici est le même. Les faibles revenus (et donc les régimes alimentaires pauvres pour la plupart) et/ou le fait de vivre dans des environnements urbains resserrés les rendent plus vulnérables à la propagation du virus et à ses pires conséquences. Étant donné le niveau effroyablement bas des indemnités de maladie légales au Royaume-Uni, que nous avons mentionné précédemment<sup>3</sup>, de nombreux travailleurs ne peuvent pas se permettre de s'isoler. Le Royaume-Uni présente l'un des pires bilans d'Europe en matière de surmortalité due au COVID et pourtant, à l'heure où ces lignes sont écrites, l'impératif est toujours de renouer avec les bénéfices malgré une multiplication par 15 des taux d'infection depuis le début du mois de mai. Même certains des conseillers scientifiques qui soutiennent la fin de toutes les restrictions en Angleterre qualifient cela de "pari". Le nouveau ministre de la santé (un ancien chancelier qui n'a rien fait pour les services sociaux pour adultes alors qu'il en était responsable), Sajid Javed, a pour mantra que nous "devons vivre avec le COVID", ce qui signifie en réalité que nous serons plus nombreux à en mourir inutilement. Le comité des Sages qui conseille le gouvernement a établi trois modèles qui indiquent que le nombre de cas d'hospitalisation pourrait atteindre entre 2 000 et 4 000 par jour, et que le nombre de décès dus à la COVID pourrait se situer entre 9 400 et 115 000 d'ici juin 2022<sup>4</sup>. Encore des stupidités pour les

1 *"Et la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en tant que classe dirigeante dans le but de supprimer les oppresseurs, ne peut pas se traduire simplement par une expansion de la démocratie. En même temps qu'une immense expansion de la démocratie, qui devient pour la première fois la démocratie des pauvres, la démocratie du peuple, et non la démocratie des sacs d'argent, la dictature du prolétariat impose une série de restrictions à la liberté des oppresseurs, des exploités, des capitalistes. Nous devons les supprimer pour libérer l'humanité de l'esclavage salarié, leur résistance doit être écrasée par la force ; il est clair qu'il n'y a pas de liberté et de démocratie là où il y a suppression et là où il y a violence"*.  
<https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1917/staterev/ch05.htm>

2 <https://www.kingsfund.org.uk/publications/deaths-covid-19>

3 <https://www.ft.com/content/8a5bccb5-ba86-4a0c-9777-d1283945106d>

4 Clive Cookson "Scientists warn of rise in deaths after July 19"

soignants déjà épuisés des services de santé. Les avertissements sont là. Les Pays-Bas ont dû réimposer des restrictions car les infections ont été multipliées par 20 en deux semaines, et l'incompétence avec laquelle ils n'introduisent même pas la suppression des restrictions de manière progressive (du moins en Angleterre) ne fait qu'ajouter au danger.

### **La guerre des vaccins et la protection de la propriété intellectuelle**

Sur le plan international, la seule lumière qui brille dans la pénombre du COVID a été la découverte rapide de vaccins. C'est une grande réussite, mais elle semble s'être produite en dépit du système lui-même, plutôt que grâce à lui. Le véritable mérite revient aux biologistes moléculaires, qui ont souvent agi seuls, avec un soutien minimal, voire une franche hostilité, de la part des pouvoirs en place et des entreprises pharmaceutiques. En effet, sans l'initiative indépendante de deux d'entre eux dès le début, l'ensemble du processus de recherche d'un vaccin aurait pu prendre les années prédites lorsque la pandémie a commencé à se propager. Le professeur Edward Holmes de l'université de Sydney, travaillant au sein d'une équipe d'épidémiologistes chinois du Centre clinique de santé publique de Shanghai dirigée par Yong-Zhen Zhang, a publié la séquence du génome le 11 janvier 2020 à Sydney. Holmes avait demandé la permission à Zhang, qui a mis une minute à accepter. En agissant de la sorte, sans consulter le gouvernement chinois, très secret et sensible, Zhang prenait un risque personnel considérable<sup>5</sup>. Six jours plus tôt, il avait informé le gouvernement chinois que son équipe avait déchiffré le code, mais n'avait pas eu de réponse. Il connaissait déjà le sort de Li Wenliang. En décembre 2019, il a été le premier médecin à signaler sur son blog la présence d'un nouveau virus grave sur le marché humide de Huanan, à Wuhan. En janvier 2020, il a été arrêté et contraint par la police de signer un papier rétractant sa diffusion de "fausses rumeurs". Quelques jours plus tard, il a été testé positif au virus et est mort le 6 février 2020<sup>6</sup>. Ils ne sont pas les seuls héros.

Depuis des années, les médecins et les biologistes ne cessent de mettre en garde contre une pandémie à venir. En 2008, des scientifiques ont publié dans *Nature* un article recensant 335 épidémies de MIE (maladies infectieuses émergentes) et ont constaté qu'elles étaient en forte augmentation<sup>7</sup>. Toutes ces épidémies étaient dues à des agents pathogènes passant des animaux sauvages aux humains. La plupart de ces cas sont dus au fait que la déforestation a détruit les habitats des animaux qui tolèrent ces maladies. La destruction de l'environnement a donc apporté sa propre contribution à la chaîne causale des coronavirus. La perte d'habitat des espèces signifie qu'elles se rapprochent de l'homme (ou des animaux domestiqués qu'il mange), avec les conséquences que le monde connaît aujourd'hui. Les précédents ne manquent pas. Le plus célèbre et le plus dramatique est le VIH, apparu dans les années 1980, mais la liste comprend également le virus

Financial Times, 13 juillet 2021

5 Yong-Zhen Zhang, Edward C. Holmes. A Genomic Perspective on the Origin and Emergence of SARS-CoV-2. *Cell*, 2020 DOI: 10.1016/j.cell.2020.03.035.

6 [theguardian.com](https://www.theguardian.com)

7 Voir *Global trends in emerging infectious diseases* par Kate Jones, Nikkita G. Patel, Marc Levy et Adam Storeygard à l'adresse suivante : <https://muckrack.com/nikkita-g-patel>

Nipah en Malaisie (1998), le virus du Nil occidental (1999), Ebola (2014 et plus tard), Zika (2015), puis le Sars-CoV-1 en 2020, et Mers en 2012, sans oublier une série de variantes de la grippe plus mortelles. Les avertissements ont été ignorés. Les pestes étaient soit de l'histoire ancienne, soit marginales, ne se trouvant que dans les pays les plus pauvres. Après tout, la médecine moderne pouvait mettre fin à la variole après 3 000 ans de pestilence, alors qu'y avait-il à craindre ? Un système fondé sur le profit, qui a systématiquement dévasté la planète et appauvri des pans de plus en plus importants de la population mondiale, ne s'est intéressé à la question que lorsqu'elle a commencé à submerger les hôpitaux des pays les plus riches du monde. Même à ce moment-là, seule la persévérance de certains scientifiques qui avaient recherché des vaccins contre la grippe et le VIH a contribué à l'étape suivante de la découverte rapide des vaccins Oxford/AstraZeneca et Pfizer/BioNTech.

Sarah Gilbert, professeur de vaccinologie à l'Institut Jenner d'Oxford et responsable scientifique du projet de vaccin d'AstraZeneca, a persuadé le Medical Research Council de réorienter le financement de la recherche sur la grippe vers le coronavirus dès que la séquence du génome a été rendue disponible par le professeur Zhang. Se disant "chanceuse" d'avoir obtenu cet argent, elle a été suffisamment astucieuse sur le plan politique pour ne pas critiquer les échecs de financement passés, mais a plutôt demandé un meilleur financement pour faire face à la prochaine pandémie<sup>1</sup>. Katalin Karikó a été moins "chanceuse". Après avoir été licenciée par son université en Hongrie dans les années 1980, elle est partie aux États-Unis, où elle a eu du mal à obtenir un poste de professeur, et a même fini par être rétrogradée. Elle persiste néanmoins à chercher comment l'ARNm (acide ribonucléique messager), le brin de la double hélice de la molécule d'ADN qui transmet le code génétique aux cellules de l'organisme, pourrait être utilisé à des fins immunologiques. La plupart des scientifiques ont réfuté son obsession, car les tentatives de synthèse de l'ARNm déclenchaient une réponse immunitaire qui le détruisait avant qu'il ne devienne actif. Elle a cependant persisté pendant 40 ans.

Une rencontre fortuite avec Drew Weissman, qui était à la recherche d'un vaccin contre le VIH en 1997, a conduit à une collaboration qui a finalement abouti à la découverte d'un moyen permettant au système immunitaire d'accepter l'ARNm synthétique.

C'était il y a quinze ans, mais plus récemment, son travail a été reconnu par Ugur Sahin et Özlem Türeci, les fondateurs de BioNTech en Allemagne. Il est finalement devenu la base du vaccin Pfizer/BioNTech, et Kariko (à l'âge de 65 ans) occupe désormais un poste de direction chez BioNTech<sup>2</sup>.

Les découvertes de BioNTech et du vaccin d'Oxford ont rapidement été suivies par d'autres. Le capitalisme et les États qui ont parié sur la conclusion de contrats pour l'achat du vaccin ont eu de la chance. La publication précoce du génome du coronavirus par le Dr Zhang avait ouvert la voie à l'un des développements de vaccins les plus rapides de l'histoire. Mais c'était une chose de découvrir un vaccin, une autre de le fabriquer en quantité suffisante et de le

1 researchprofessionalnews.com Elle a également souligné que la nouvelle usine britannique de fabrication de vaccins en cours de construction à Harwell devait avoir des liens plus étroits avec les chercheurs.

2 france24.com

"mettre entre les mains des gens", comme le veut le cliché de l'époque. Le sort du monde se trouve ainsi entre les mains des grandes entreprises pharmaceutiques. Ici, le système, une fois de plus, a révélé toutes ses faiblesses.

A l'heure où nous mettons sous presse, en juillet 2021, plus de 3 milliards de vaccins ont été fabriqués et distribués. C'est suffisant pour vacciner toutes les personnes vulnérables et les principaux agents de santé dans le monde. Cependant, malgré les paroles pieuses des politiciens des nations les plus riches, cela ne s'est pas produit. Au contraire, certains États riches, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, qui ont financé des entreprises comme Pfizer, Moderna et AstraZeneca, ont également signé des contrats secrets obligeant les fabricants à approvisionner leur pays en premier. Ce pari a été payant pour eux, du moins à court terme, mais il a également reproduit la logique et les inégalités du système capitaliste lui-même. Alors que les États les plus riches ont généralement vacciné au moins un tiers de leur population (les plus petits comme l'Islande et Israël atteignant plus de 60 %), la plupart des États d'Afrique de l'Ouest n'ont vacciné que 0,1 % de leur population (le Nigeria étant en tête avec 0,6 %). Cette situation ne devrait pas changer de sitôt. Selon le **Financial Times** :

*« Les économies les plus riches du monde ont assuré suffisamment de livraisons planifiées de doses approuvées pour couvrir leur population plus de quatre fois et demie, mais les plus pauvres n'en ont procuré que pour 10 % de la leur, selon les analystes de Barclays. Selon Barclays, les pays d'Afrique subsaharienne se sont procuré un peu plus d'une dose sur dix des quelque 8 milliards de doses de vaccins approuvés commandés dans le monde, en grande partie grâce à une initiative de l'Union africaine. Les pays, du Malawi au Rwanda, arrivent à la fin des fournitures qu'ils ont reçues de Covax, l'organisme mondial d'approvisionnement en vaccins qui a expédié jusqu'à présent un peu moins de 90 millions de doses dans le monde entier »<sup>3</sup>.*

Covax (l'initiative d'accès mondial aux vaccins COVID-19) a été mise en place par l'OMS, en partenariat avec les "grandes entreprises pharmaceutiques", pour s'assurer que les pays les plus pauvres recevraient le vaccin. Elle a échoué lamentablement et n'atteindra que 20 % de son objectif en 2021. Pendant ce temps, la troisième vague de COVID frappe vraiment l'Afrique qui, en raison de la jeunesse relative de sa population, avait été largement épargnée par les vagues précédentes. La Tunisie, un État relativement riche en comparaison aux autres pays africains, a vacciné 4 % de sa population (la moyenne africaine est de 1 %) mais subit maintenant sa quatrième vague. Les conséquences sont dévastatrices :

*"Les médecins légistes en Tunisie ... n'ont plus de place, ce qui signifie que les morts sont souvent laissés dans des chambres d'hôpital bondées aux côtés de patients qui souffrent encore pendant 24 heures. Les morgues sont pleines, dit le ministère de la santé. Même les morts, semble-t-il, souffrent. "Nous sommes dans une situation catastrophique... le bateau coule", a déclaré cette semaine à la presse Nisaf Ben Alaya, porte-parole du ministère tunisien de la santé. "Le système de santé s'est effondré, nous ne pouvons trouver un lit dans les hôpitaux qu'avec*

3 <https://www.ft.com/content/76c37996-490d-42da-9568-44e689b4b662>



*beaucoup de difficultés. Nous avons du mal à fournir de l'oxygène... Les médecins souffrent d'une fatigue sans précédent.* <sup>1</sup>

L'accès aux vaccins est limité pour les mêmes raisons capitalistes sous-jacentes : les marchés, les brevets et l'État-nation. Ces raisons sont profondément ancrées dans un ordre mondial qui donne la priorité à la protection de la propriété, en l'occurrence la propriété intellectuelle, même en période de grave crise de santé publique mondiale. Le "nationalisme vaccinal" va de pair avec les intérêts de "Big Pharma" et nous avons déjà vu comment il fonctionne. Lors de l'épidémie de VIH/SIDA des années 1980 et 1990, il existait des médicaments antirétroviraux qui auraient pu sauver des vies. Mais, grâce à la manière dont les droits de propriété intellectuelle sont protégés, les entreprises pharmaceutiques peuvent en principe facturer ce qu'elles veulent. Dans les années 1990, les monopoles pharmaceutiques pouvaient initialement fixer un prix de plus de 7 000 dollars pour chaque dose de leur médicament contre le VIH. Ainsi, l'endroit où le médicament était le plus nécessaire - l'Afrique - était celui qui pouvait le moins se le permettre. Il a fallu des années de campagne et de pression sur l'OMS avant qu'une sorte d'accord ne soit conclu : les sociétés pharmaceutiques ont accepté un assouplissement partiel des brevets pour les "pays non développés" afin que des formes "génériques" du médicament puissent y être produites à une moindre fraction du coût. Ainsi, en Afrique du Sud, le traitement coûte environ 12 dollars par mois, alors que les géants pharmaceutiques continuent de faire de gros bénéfices en faisant payer environ 240 dollars par mois aux patients atteints du VIH aux États-Unis<sup>2</sup>.

Les droits de propriété intellectuelle et les brevets sur les vaccins et les médicaments COVID ont été un champ de bataille clé dans le monde entier depuis le début de la pandémie. Trump a donné le coup d'envoi en annonçant que son administration tenterait d'acquérir des sociétés pharmaceutiques allemandes pour monopoliser les approvisionnements. Le patron de Sanofi, la société pharmaceutique française, n'a pas tardé à avertir l'UE que si elle n'agissait pas, tous ses vaccins finiraient aux États-Unis. La réponse de l'UE a consisté à occuper le terrain de la morale. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, elle-même docteur en médecine, a déclaré en avril 2020 : "Ce vaccin sera notre bien commun universel". Malgré cette hyperbole, la Commission était déjà engagée en coulisses dans une lutte avec le lobby pharmaceutique. Ces derniers mènent généralement des négociations avec chaque pays individuellement et les contrats sont secrets. Les pays européens avaient été échaudés dans le passé par ces entreprises qui les montaient les uns contre les autres pour les faire payer plus cher. Lorsque la pandémie a frappé l'Europe pour la première fois, une bousculade indigne pour obtenir des EPI et des ventilateurs a opposé les États les uns aux autres. Afin d'éviter que cela ne se reproduise, les ministres de la santé des 27 États membres de l'UE ont convenu en juin 2020 de laisser la Commission européenne

1 <https://www.bloomberg.com/news/features/2021-04-08/why-astrazeneca-azn-covid-vaccine-was-plagued-with-errors>.

Toutefois, le contrat actuel permet à AstraZeneca de décider de la fin de la pandémie avant de revenir à l'exercice de son brevet. La date mentionnée dans le contrat est juillet 2021.

2 <https://www.thedailybeast.com/huge-new-wave-is-the-covid-nightmare-scientists-feared-most>

s'occuper de l'achat des vaccins au nom de l'ensemble de l'UE<sup>3</sup>.

On reproche souvent à la Commission européenne de ne pas être "démocratique", car elle est choisie par nomination (à la suite d'un marchandage en coulisses entre les États) et non élue directement. C'est peut-être vrai mais, comme le montre l'expérience du Royaume-Uni, rien ne révèle mieux la vacuité d'un système électoral que l'"industrie" du lobbying. En Europe, le principal groupe de pression des géants de l'industrie pharmaceutique est l'EFPIA (Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques). Elle emploie 25 lobbyistes avec un budget de 5,5 millions d'euros pour faire campagne pour ses intérêts et notamment la protection de sa "propriété intellectuelle". L'EFPIA siège en fait dans 8 des groupes consultatifs de la Commission européenne, ce qui lui donne un pouvoir extraordinaire pour influencer les décisions de l'UE. Il s'agit généralement de faire valoir que la protection par brevet et même l'extension du monopole des prix dans des dispositifs tels que le CPS (certificat complémentaire de protection) sont les seuls moyens de protéger la recherche future<sup>4</sup>. Le succès de ces démarches a été démontré en octobre 2020, lorsque les gouvernements indien et sud-africain ont proposé à l'Organisation mondiale du commerce de renoncer aux droits de propriété intellectuelle pour permettre aux pays de produire eux-mêmes davantage de vaccins et d'augmenter ainsi plus rapidement l'offre. La Commission européenne et d'autres organisations des pays riches ont rejeté cette proposition. L'UE peut se permettre le protectionnisme monopolistique des géants pharmaceutiques et, en jouant le jeu, elle peut garantir son propre approvisionnement tout en stimulant son économie. Ce n'est qu'un exemple de plus de la protection des profits avant de sauver des vies<sup>5</sup>, soulignant pour la Nième fois l'incapacité du système à faire passer les besoins sociaux en premier.

Au lieu de cela, les entreprises pharmaceutiques se donnent beaucoup de mal pour éviter d'être considérées comme profitant de la pandémie. Prenez Pfizer par exemple. L'entreprise a pu profiter de la licence accordée à BioNTech par le gouvernement allemand (qui avait financé ses recherches) pour se lancer en premier dans la production. Cependant, à ce jour :

*« Pfizer a fourni une aide minimale aux pays les plus pauvres du monde. La société s'est engagée à fournir jusqu'à 40 millions de doses à Covax, un partenariat*

3 <https://corporateeurope.org/en/2021/04/big-pharma-lobbys-self-serving-claims-block-global-access-vaccines>

4 <https://www.publichealth.org/public-awareness/hiv-aids/origin-story/> Le scandale du traitement du VIH a soulevé d'autres problèmes que nous n'avons pas la place d'aborder ici. Le gouvernement Bush a dépensé 4,1 milliards de dollars pour tenter de fournir un traitement aux 4 millions de personnes infectées en Afrique subsaharienne, mais seul 1% d'entre elles ont reçu un traitement. Le déni du VIH par des personnalités comme Thabo Mbeki, président de l'Afrique du Sud, a conduit à ce que 17 % des 19-49 ans soient infectés à la fin de son mandat en 2008. D'autres scandales ont entouré la disparition de fonds dans le cadre de la corruption et les attaques contre les gais et autres personnes qui faisaient campagne pour obtenir un traitement. Bien que 85 % des personnes séropositives soient hétérosexuelles, le VIH a fini par être identifié comme une maladie des homosexuels dont le sort ne préoccupait pas de nombreux dirigeants "traditionnels" et religieux.

5 Jan-Werner Müller "Short Cuts" London Review of Books, 22 April 2021

*multilatéral visant à fournir des vaccins aux pays pauvres. Cela représente moins de 2 % des 2,5 milliards de doses que Pfizer et son partenaire de développement, BioNTech, ont l'intention de produire cette année »<sup>1</sup>.*

Néanmoins, ils emploient une armée d'agents publicitaires et de spécialistes des relations publiques pour mettre en valeur les vaccins qu'ils ont envoyés aux pays pauvres. À l'heure actuelle, suite à l'échec de Pfizer, AstraZeneca est devenu le principal fournisseur de vaccins du programme Covax<sup>2</sup>, mais il a également rencontré des difficultés. Sous la pression de son partenaire de recherche d'Oxford, AstraZeneca a accepté de vendre les vaccins au prix coûtant. Cependant, le contrat stipule que cela n'est valable que jusqu'à ce que "la pandémie soit terminée", soit jusqu'en juillet 2021, de sorte qu'AstraZeneca est désormais libre de faire payer ce qu'il veut. Ils n'ont fait aucune annonce jusqu'à présent. Un autre problème est que l'approvisionnement en Covax d'AstraZeneca est fabriqué dans une seule usine, l'entreprise familiale Serum Institute of India (SII) à Pune. SII prétend être capable de produire 70 millions de doses par mois,

*« mais jusqu'à présent, le contrat avec AstraZeneca a déclenché une bataille acharnée autour des produits, le Royaume-Uni réclamant 10 millions de doses, l'UE demandant 10 millions de doses supplémentaires et, enfin, le gouvernement indien intervenant pour stopper toutes les exportations jusqu'en juin 2021 afin de garantir l'approvisionnement de l'Inde par le SII lui-même. »<sup>3</sup>*

Le gouvernement Modi avait annoncé que la pandémie avait été vaincue il y a plusieurs mois, mais le variant Delta a balayé le pays - d'où la demande de conserver toute la production du SII. C'est l'illustration parfaite de ce que Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur général de l'OMS, a dénoncé à plusieurs reprises comme le "nationalisme du vaccin". Le fait qu'une poignée d'États se soit taillé la part du lion en matière de vaccins est, selon lui, non seulement "moralement indéfendable" mais aussi "une stratégie de santé publique inefficace" qui est à l'origine de la "vague de mort" qui déferle actuellement sur l'Afrique<sup>4</sup>.

Comme l'a souligné le Directeur général, le "nationalisme vaccinal" n'a aucun sens dans un monde globalisé où les chaînes d'approvisionnement sont internationales. Une véritable "immunité collective" mondiale ne peut être atteinte que lorsque 85%<sup>5</sup> des personnes sont immunisées (soit par guérison du virus, soit par vaccination). Il s'agit

1 <https://corporateeurope.org/en/2021/04/big-pharma-lobbys-self-serving-claims-block-global-access-vaccines>

2 [https://corporateeurope.org/sites/default/files/2019-05/High%20Prices%2C%20Poor%20Access\\_Full%20report.pdf](https://corporateeurope.org/sites/default/files/2019-05/High%20Prices%2C%20Poor%20Access_Full%20report.pdf) Il révèle également de façon crue ce que nous savons depuis longtemps, à savoir que le projet de l'UE consiste à essayer de construire un bloc impérialiste pour défier l'hégémonie du dollar dans le monde de l'après-guerre froide. Il échoue parce que la fin d'un cycle d'accumulation (ce qui est le cas maintenant) apporte toutes sortes de pressions qui militent contre la construction d'une unité transnationale. Le Brexit n'en est qu'une des conséquences.

3 Christina Pagel, membre du groupe de conseillers scientifiques de l'Independent Sage, note que l'immunité collective nécessite qu'environ 85 % de la population soit immunisée... Anjana Ahuja, *Financial Times*, 3 juillet 2021

4 Rebecca Robbins et Peter S Goodman "Pfizer Reaps Hundreds of Millions in Profits From Covid Vaccine" *New York Times*, 4 mai 2021.

5 <https://www.thedailybeast.com/huge-new-wave-is-the-covid-nightmare-scientists-feared-most>

d'une course contre la montre. Plus la majorité de la population reste non vaccinée, plus les chances d'apparition de nouveaux variants sont grandes. Au début du mois de juillet 2021, seuls 11 % de la population mondiale ont reçu deux injections de vaccin, tandis que de nouveaux variants (actuellement epsilon et lambda) apparaissent déjà et pourraient muter hors de portée des vaccins. Des études menées en Israël montrent que même les personnes doublement vaccinées (en Israël, le gouvernement a versé à Pfizer 30 dollars par injection pour obtenir le vaccin de manière précoce - le coût aux États-Unis est de 19,50 dollars) ont une immunité moindre contre la variante Delta<sup>6</sup>. En d'autres termes, même avec les vaccins existants, la crise n'est pas terminée. Aujourd'hui encore, les scientifiques ne disposent pas de suffisamment d'éléments pour évaluer précisément la protection offerte par les vaccins actuels, et ils ont encore moins de chances de comprendre la nature des nouveaux variants. Nous avons également constaté que les pays qui combattaient le plus efficacement le virus au départ ont été plus durement touchés par les vagues ultérieures, lorsque les mesures de distanciation sociale et autres précautions ont été relâchées. Le variant Delta a ainsi submergé l'Inde et le variant Lambda, qui a débuté au Pérou, fait maintenant de même en Amérique du Sud. Combien de temps faudra-t-il avant que l'Afrique n'en développe une autre qui pourrait alors balayer le monde à nouveau ?

Tout cela à un moment où l'OMS calcule que 50 % de tous les vaccins fabriqués sont gaspillés<sup>7</sup> parce qu'on les laisse se périmer dans les pays riches avant même de pouvoir les envoyer à ceux qui en ont le plus besoin. Un certain gaspillage est inévitable dans tout programme mais, compte tenu de l'extrême gravité des besoins, l'insistance persistante à protéger les droits de propriété intellectuelle (c'est-à-dire les profits des entreprises) plutôt que les personnes fait du chiffre actuel un véritable scandale. Les problèmes ne sont pas techniques. Le capitalisme dispose de tous les moyens techniques nécessaires pour contenir la pandémie et sauver des vies. Sir Jeremy Farrar, directeur du Wellcome Trust, a déclaré au *Financial Times* :

*Nous disposons des outils nécessaires pour mettre fin à cette pandémie - vaccins, traitements et tests - mais cela ne fonctionnera que s'ils sont accessibles à tous, partout.*

Et le même rapport cite Mike Ryan, directeur exécutif de l'OMS pour les urgences sanitaires, qui dénonce les "mentalités coloniales" des grandes puissances capitalistes : *Pendant des années et des années et des années, de nombreux pays du Sud [ont été] bien meilleurs que les pays du Nord en matière de vaccination de masse de la population [...]. Ils l'ont prouvé encore et encore et encore, avec la fièvre jaune, la méningite, le choléra, Ebola, la polio, la rougeole.*<sup>8</sup>

Le véritable problème est d'ordre social. La pandémie révèle toutes les contradictions d'un système qui a fait son temps. À l'approche de la réunion COP26 sur le changement climatique, la même incapacité à faire passer les besoins de l'humanité avant ceux du profit se répétera. Cependant, le changement climatique et le désastre environnemental créés par les capitalistes ne sont pas aussi

6 <https://www.ft.com/content/0b3da41e-6390-4f4b-866c-da5c6aec7f5e>

7 <https://qz.com/2013918/some-countries-are-wasting-more-covid-19-vaccines-than-others/>

8 <https://www.ft.com/content/35b885a2-6d9c-45e4-84e0-11d478fb4dad>

"visibles" qu'une pandémie. Nous ne pouvons donc nous attendre qu'à davantage de promesses pieuses et d'air chaud qui ne modifieront ni ne réduiront d'un degré le réchauffement de la planète. Si l'extinction totale potentielle de la vie sur la planète est une issue infiniment plus radicale que la pandémie, ce que l'éruption du COVID nous montre, c'est que face à une urgence mondiale, la poursuite des profits et des intérêts nationaux ne fait que nous menacer tous. La crise montre que si nous voulons vraiment faire

face aux pandémies et aux catastrophes environnementales (qui sont causalement liées), il est temps de donner au système capitaliste son avis de non-réanimation, de préférence avant la prochaine pandémie.

Jock  
13 Juillet 2021

***Nous écrire :***

**Michel OLIVIER**  
**7 rue Paul Escudier**  
**75009 PARIS**  
**ou**  
**info@leftcom.org**

***Impérialisme.***

## ***La nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine***

Le concept de guerre froide semblait appartenir à une époque révolue, celle de l'affrontement entre deux superpuissances, États-Unis et URSS, qui ont dominé le monde après la seconde guerre mondiale. Un affrontement similaire structure pourtant à nouveau les rapports de force internationaux. D'un côté, la Chine "communiste" est poussée du fait de son développement économique à prendre sa place dans le concert des nations impérialistes. Elle montre la volonté de devenir rapidement la première puissance mondiale. De l'autre, les États-Unis se montrent de plus en plus déterminés à endiguer cette ambition pour préserver leur leadership mondial.

L'équilibre du monde se joue désormais en Asie. L'Europe, depuis la fin de l'URSS, n'est plus la première ligne de défense de l'Amérique. Tandis que Washington commence à resserrer les liens avec le Japon, l'Australie, l'Inde ou avec l'Europe, la Chine affiche sa bonne entente avec la Russie et conclut avec l'Iran, le 27 mars, un accord de coopération globale pour 25 ans. Bref, Washington et Pékin sont prêts à se rendre coup pour coup, sur tous les terrains. Et personne ne doute que cette confrontation va dominer la scène mondiale pour de longues années.

C'est Joe Biden qui s'est exprimé le premier sans ambages. Il a sonné le tocsin en février : « *Les démocraties sont attaquées* », a-t-il affirmé clairement avant d'assurer à ses alliés que « *l'Amérique est de retour* ». Il a enfoncé le clou, ce 6 juin, dans une tribune au ***Washington Post***, quelques jours avant sa rencontre avec Vladimir Poutine, prévue le 16 juin : « *Il n'y aura aucun doute sur la résolution des États-Unis à défendre nos valeurs démocratiques* », affirme-t-il, en promettant de consolider ses « *alliances* » face aux menaces croissantes de Moscou et de Pékin.

Dans ce cadre, Canberra a décidé d'annuler la commande de sous-marins construits par la France et d'unir ses forces avec les États-Unis et la Grande-Bretagne en signant le pacte de défense « Aukus » pour juguler l'expansionnisme

chinois dans la région indo-pacifique. En effet, ces trois pays ont annoncé un nouveau partenariat de sécurité dans le cadre duquel l'Australie recevra de nouveaux sous-marins à propulsion nucléaire. L'accord avec la France aurait fourni des sous-marins conventionnels. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, n'est pas dupe, il s'alarme : « *Nous devons éviter à tout prix de retomber dans une guerre froide qui serait différente de la précédente, et serait probablement plus difficile à gérer, et plus dangereuse* ».

AUKUS va au-delà. Il comprend aussi l'achat de missiles de croisière Tomahawk [pouvant être équipés d'ogives à tête nucléaire], de missiles air-sol de longue portée, de missiles anti-navire longue portée, de missiles téléguidés à frappe de précision et de développement de missiles hypersoniques en collaboration avec les USA. D'autres aspects incluent la collaboration sur les cyber-capacités militaires, l'intelligence artificielle, les technologies quantiques et sur les capacités sous-marines. Enfin, il complète l'alliance d'espionnage du renseignement Five Eyes comprenant les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande.

La France n'est pas trahie par l'orientation politique de ces trois puissances. Elle a été largement avertie auparavant du changement de situation politique. Elle avait une autre politique, elle doit en changer. Jouer la carte de "la France seule" n'a tout simplement pas de sens. Au temps de la guerre froide et à l'heure du général de Gaulle, la France pouvait apparaître comme une alternative idéale pour tous ces pays d'Amérique latine et d'Asie qui se refusaient à choisir entre les deux blocs. Aujourd'hui, elle doit s'aligner comme l'UE derrière les USA. Elle devra choisir son camp et passer sous les fourches caudines ou bien être écrasée.

***Bilan et Perspectives***

## **La Route de la soie et les contradictions impérialistes internationales**

Comme toutes les crises, la pandémie de Covid contribue aux contractions du monde capitaliste. Dévastation économique, attaques contre les conditions salariales et les droits des travailleurs, avec l'intensification des guerres par procuration se généralisent, tandis que se profile à l'horizon une guerre de plus en plus généralisée. Entre-temps, les centres impérialistes, interprètes de ces guerres, définissent leurs objectifs tactico-stratégiques avec des ballets d'alliances d'abord abandonnées puis confirmées. Des pactes économiques et militaires avec des alliés utiles, puis des adversaires qui deviennent des amis, et des ennemis d'hier qui se transforment aujourd'hui opportunément en alliés. Les accords Chine-Iran sont nés dans ce contexte, tout comme le méga-projet impérialiste chinois de la "nouvelle route de la soie".

La pandémie de Covid a produit jusqu'à présent l'une des crises économiques les plus dévastatrices depuis le dernier siècle, a infecté la moitié du monde, a provoqué plus de trois millions de morts et des désastres incalculables dans tous les secteurs sociaux. Ceux qui ont le plus souffert de la crise ont été, comme d'habitude, ceux du monde du travail. Les grandes bourgeoisies internationales ont déployé d'énormes milliards pour contenir les dégâts. La plus grande partie est destinée à remettre en marche l'appareil productif qui crée la plus-value, c'est le seul "vaccin" capable de sauver le "capital" malade. Une partie des ressources restantes est destinée aux infrastructures fonctionnelles, au redressement financier de l'économie, aux soins de santé déjà en situation précaire en raison des coupes subies les années précédentes et pris par surprise par la pandémie. Alors que pour les grandes entreprises pharmaceutiques produisant des vaccins, on a ouvert d'énormes brèches pour la réalisation d'affaires licites et illicites dont, à peine, les statistiques seront en mesure de calculer le montant. Les miettes iront également aux entrepreneurs des secteurs les plus touchés comme le commerce, la restauration et le secteur tertiaire. Les prolétaires sont traités de manière "thérapeutique" avec les dernières miettes qui restent. En Europe mais pas seulement, les différents gouvernements allouent des fonds aux travailleurs et ont mis en place des réglementations temporaires (gel des licenciements, extension des fonds de licenciement, allocations de chômage, etc... évidemment avec une date de fin) avec un double objectif. La première, la plus immédiate, consiste à mettre en place une série d'initiatives économiques et administratives, toutes "temporaires" et non structurelles, pour contenir le malaise généralisé que, jusqu'à présent, la bourgeoisie a réussi à garder sous contrôle grâce à l'hypothèse adroite que la pandémie actuelle n'est pas causée par les dysfonctionnements capitalistes mais par un "accident" de virus qui touche tout et tout le monde sans responsabilité spécifique de la part du monde économique et politique. Il y a certainement une part de vérité dans le récit bourgeois de l'accident de la pandémie, mais il oublie de mentionner que toutes les prémisses de cette crise de Covid étaient connues. Les chercheurs, depuis octobre 2019, avaient tiré la sonnette d'alarme sur une possible

pandémie comme celles déjà connues, sinon pire, de l'espagnole à l'"asiatique", d'Ebola aux pestes aviaires pour ne citer que les plus importantes. Non seulement rien n'a été fait pour la prévenir, mais au cours de la dernière décennie, dans presque tous les pays avancés, les dépenses consacrées à la recherche sanitaire et pharmacologique ont été réduites de plusieurs centaines de milliards. En Italie, les dépenses en personnel médical et paramédical ont été réduites de 10 milliards d'euros, allant même jusqu'à la fermeture d'hôpitaux dans les zones les plus reculées, réduisant ainsi les soins de santé publics au profit des soins de santé privés. Sans parler du retard sanitaire des pays de la périphérie capitaliste ou des pays en voie de développement, comme l'Inde et le Brésil, où les classes sociales les plus pauvres meurent comme des mouches sans même avoir la possibilité d'accéder à l'oxygène pour respirer, ou de les inclure dans un programme minimum de vaccination qui puisse au moins endiguer incontrôlable "hémorragie" de décès. Avec pour résultat d'ajouter, les dégâts de la nouvelle pandémie, au désastre économique causé par la crise des surprimes, jamais surmontée complètement, créant une perturbation sociale et économique de proportions planétaires.

Le deuxième objectif, stratégiquement plus important, est celui de la sécurité sociale. Dans ces conditions, toutes les bourgeoisies sont terrifiées à l'idée que, dans la phase de "redressement" de la production et des profits, tous deux fondés sur une exploitation sauvage de main-d'œuvre, en augmentant le rythme de production, en réduisant le nombre d'emplois, en allongeant la semaine de travail avec le même salaire sans possibilité d'augmentations contractuelles, les places pourraient à nouveau se remplir de manifestants qui, après deux ans de sacrifices imposés par la Covid, se retrouveraient à porter sur leurs épaules ceux de l'après Covid et de la reprise économique présumée. La moindre portion de miettes financières qui, aujourd'hui, parcimonieusement, est accordée au monde du travail, bien évidemment seulement à court terme, n'est que la tentative de donner l'illusion d'une aide (temporaire) à ceux qui devront supporter le poids des échecs économiques capitalistes ; tout cela sans entraver les dispositifs pour de nouvelles extorsions de plus-value. C'est la base de toute stratégie de sortie de cette crise du capitalisme mondial.

C'est dans ce cadre qu'il convient d'insérer un nouveau chapitre, celui relatif aux convulsions impérialistes internationales et, plus précisément, au contrat stratégique entre la Chine et l'Iran. Pour la Chine, comme pour tous les grands impérialismes de la scène mondiale, être le premier à sortir de la crise pandémique signifie se placer en position avantagée dans le processus de "reprise" de l'économie mondiale. En supposant, mais sans le concéder, que cela puisse se faire tranquillement et pacifiquement, ceux qui sont les premiers à partir ont plus de chance de se maintenir dans la compétition internationale sur tous les marchés que le capitalisme a produit dans sa mondialisation folle. Les données macroéconomiques nous apprennent que la Chine (avril 2021) a obtenu une croissance de +18,5% du PIB au

premier trimestre 2021. Tandis que les USA, avec une énorme dépense de capital financier, dans la même période ont atteint 6,5%, et en augmentant tous leurs déficits en progression impressionnante par rapport à l'année précédente. La Chine est donc à l'avant-garde des puissances impérialistes qui s'agitent pour donner corps à leur relance économique. À cette fin, le 27 mars 2021, un accord de 25 ans a été signé entre la Chine et l'Iran, qui prévoit des investissements chinois dans les secteurs stratégiques, structurels et infra structurels. L'accord prévoit en effet une série d'investissements pour un montant initial de 400 milliards de dollars. Les secteurs favorisés sont liés à l'extraction du gaz et du pétrole, aux hautes technologies, aux technologies de l'information pour les applications civiles et militaires, à la défense pour la sécurité nationale et à l'appareil industriel. Si l'on décompose le chiffre global, la majeure partie du financement (280 milliards) ira au secteur de l'énergie, tandis que les 120 milliards de dollars restants seront consacrés aux grandes infrastructures, telles que la construction de routes et d'autoroutes, d'aéroports, de ports et de chemins de fer. La "contrepartie" prévoit en échange que l'Iran fournisse à la Chine du gaz et du pétrole pendant les 25 prochaines années, de manière continue et à des prix favorables. Avant même la signature du contrat historique, les relations commerciales et l'assistance mutuelle s'inscrivaient dans une perspective de longue durée sur la base de laquelle la Chine s'engageait à porter à 600 milliards de dollars le montant des échanges entre les deux pays et, "gratuitement", avait envoyé à Téhéran 250 000 doses de son vaccin Sinopharm.

Le président iranien Rouhani n'a pu que déclarer que la Chine est le meilleur partenaire possible et que les sanctions américaines peuvent être levées avec l'aide de Pékin dans les négociations. Déjà le 21 décembre 2020, la Chine s'était dépensée en faveur de l'Iran sur la question nucléaire, déclarant que le retrait du gouvernement américain du JCPOA (Joint Comprehensive Plan of Action) est en contradiction flagrante avec les règlements internationaux qui régissent la matière. En outre, Pékin s'est déclaré favorable à toutes les initiatives qui ont pour objectif de parvenir à la paix au Moyen-Orient, alors que la "méchante" administration américaine de Trump a fait exactement le contraire, provoquant des tensions et une instabilité dans toute la région. Une sorte d'avertissement explicite à la nouvelle administration Biden de revoir la question de l'Iran dans le sens d'une plus grande douceur. Un élément que Biden prend en considération, certainement pas en raison de la pression de Pékin, mais pour opposer la Russie à la Chine et jouer la carte iranienne avec plus de chances de succès pour contenir l'expansion chinoise dans le golfe Persique.

### **L'accord financier**

Les fortes frictions inter-impérialistes entre la Chine et les États-Unis, aggravées par la crise de la pandémie, ne s'arrêtent pas là. Dans les accords du 27 mars, outre le défi implicite lancé aux États-Unis sur la question du nucléaire iranien, la menace d'ingérence au Moyen-Orient sur les questions pétrolières et les économiques et les politiques en difficulté des pays de la région, du Liban à l'Irak, de la question palestinienne à la Syrie (bien qu'étant un fief russe) en passant par l'ancien problème kurde, s'incorpore la nouvelle stratégie financière de Pékin.

Ce n'est pas un mystère que la Chine - après avoir envahi le monde avec ses produits bon marché, grâce à l'exploitation

bestiale de son immense prolétariat dans le secteur manufacturier et, depuis peu, également se retrouve dans le secteur plus technologique de la téléphonie (Huawei), des micro-ordinateurs (Lenovo), dans l'aérospatiale (sur Mars) et, plus généralement dans la haute technologie appliquée comme dans la vidéosurveillance (Dahuva) - va faire la guerre au dollar. Cela lui permettrait de transformer le yuan en une monnaie capable de servir de monnaie d'échange entre les marchandises dans des zones économiques plus vastes et plus facilement sujettes au change financier. Une fois ce premier niveau atteint, le yuan aspirerait à devenir une valeur refuge pour la spéculation, capable de générer une plus-value sur les marchés monétaires internationaux et de rendre ses actifs boursiers attractifs.

Selon le bien informé *Al Araby Al Jadeed*<sup>1</sup> et le non moins prestigieux *Wall Street Journal*, la Chine et l'Iran ont l'intention de créer un institut bancaire commun dans le but d'affaiblir le dollar dans les zones où les deux partenaires opèrent en termes de commerce et de marché pétrolier. Ce projet ambitieux est encore dans les tuyaux, mais la détermination à le mettre en œuvre est forte. Le yuan devrait progressivement devenir une monnaie internationale ou, du moins, d'usage courant dans les pays qui subissent un embargo de la part de la politique étrangère américaine, et dont les relations avec Washington ne sont pas les politiquement les meilleures. Ce n'est que dans ces conditions que Pékin pourrait concurrencer le dollar également comme monnaie de réserve étrangère et comme objet de spéculation monétaire. Le point de départ est encore très bas. En effet, actuellement, selon le FMI, le rôle du yuan pour les réserves en devises n'est que de 2%, contre 62% pour le dollar, et pour que la monnaie chinoise devienne un moyen d'échange des marchandises dans les zones sous son contrôle, mentionnées ci-dessus, il faut que le premier des deux projets (une alliance de 25 ans entre les deux pays) devienne une réalité opérationnelle. Si cela se concrétise, selon Morgan Stanley, le yuan atteindrait 10 % des réserves précieuses d'ici 10 ans.

Entre-temps, le projet d'une banque commune (avec évidemment une prédominance du capital financier chinois) est déjà dans les tuyaux et le commerce entre les deux pays s'intensifie en attendant que l'impérialisme rival (les États-Unis) prenne les contre-mesures appropriées ou parvienne à un compromis sur la question nucléaire. Quant au pétrole, les compagnies pétrolières iraniennes vendent "clandestinement" du pétrole à la Chine à un prix inférieur d'environ 5 dollars par baril. En mars 2021, le volume total des exportations de pétrole iranien vers la Chine a atteint le chiffre remarquable de 27 millions de barils, alors qu'il n'y en avait que 2,4 millions deux ans plus tôt. En contrepartie, la Chine exporte vers l'Iran des denrées alimentaires, des équipements militaires et des matières premières non énergétiques.

Néanmoins, Pékin ne renonce pas à entretenir de bonnes relations avec les Émirats du Golfe, tant pour une question d'approvisionnement en pétrole (celui de l'Iran n'est pas suffisant et celui de la Russie est risqué), que dans une perspective stratégique liée à la construction de la "nouvelle

<sup>1</sup> *Al-Araby Al-Jadeed* est un média panarabe dont le siège est à Londres. Il a d'abord été lancé en mars 2014 en tant que site d'information en ligne par la société qatarie Fadaat Media. Elle a ensuite créé un quotidien en septembre 2014. En janvier 2015, Fadaat a lancé Al Araby TV Network pour faire contrepoids à Al Jazeera, qui est largement considérée comme ayant un parti pris pro-Frères musulmans.

route de la soie” qui a besoin de s'appuyer sur des ports sûrs pour son trafic commercial, comme elle l'a déjà fait avec ceux du Pakistan, du Qatar, de la Grèce au Pirée et, en perspective, avec l'Italie à Trieste, Venise et Gênes.

### **La nouvelle route de la soie**

Le projet pharaonique de la Chine de construire une route commerciale pour transporter et vendre depuis les républiques asiatiques jusqu'à l'Europe, en passant par le Moyen-Orient, l'énorme masse de marchandises qu'elle est capable de produire et de réaliser, sous forme de profits énormes, la quantité tout aussi énorme de plus-value qu'elles contiennent, répond à l'urgence de sortir de la crise la première et dans les meilleures conditions face aux impérialismes concurrents.

En réalité, la route de la soie n'est pas une seule route mais deux, voire trois, si l'on tient compte également du transport aérien.

La première est la voie terrestre qui permet de traverser les anciennes républiques soviétiques d'Asie pour arriver en Europe jusqu'à Barcelone via Berlin. Tout au long du parcours, la logistique chinoise a besoin de zones d'approvisionnement, de stockage de marchandises, d'ateliers de mécanique, de personnel (que l'on peut trouver sur place et exploiter à la manière de Shenzhen de 10 à 12 heures par jour pendant 6 jours par semaine à des salaires de misère) capable de résoudre tous les problèmes qu'une telle entreprise requiert. En outre, il convient de souligner que tout ne peut être mené à bien que par des accords avec les pays les plus importants traversés. Ce n'est pas un hasard si la diplomatie chinoise s'est déplacée dans le temps et a établi le traité sur le “Corridor économique” (CPEC) avec le Pakistan et le “nouveau pont terrestre” avec l'Allemagne grâce à l'aval du Kazakhstan et de la Russie. Le coût de la modernisation des infrastructures nécessaires serait d'environ 1800 milliards de dollars.

Il est également prévu de construire une ligne ferroviaire à grande vitesse qui reliera Pékin à Berlin, en reliant les capitales d'Asie centrale. Au total, 68 pays seraient directement ou indirectement impliqués pour un coût total, selon les études du COBOR (organe de presse), égal à 12 fois celui du plan Marshall.

La deuxième voie est la voie maritime qui, de la mer de Chine, arriverait en Méditerranée par le canal de Suez. Dans ce cas, les “caravansérails” seraient représentés par des ports hospitaliers (évidemment payants), à moins qu'ils ne soient déjà sous administration chinoise. C'est le cas du port pakistanais de Gwadar et du port grec du Pirée. Les autres pourraient être Doha au Qatar ou d'autres dans les Émirats arabes unis et, comme terminaux en Europe, les ports italiens de Gênes, Venise et Trieste, qui deviendraient à leur tour des plaques tournantes pour l'Europe du Nord. En outre, il y aurait la volonté de l'Espagne d'accorder le port de Barcelone. Dans l'éventualité (pour l'instant très difficile) que la route de la soie aboutisse sur les côtes britanniques ou scandinaves, la diplomatie du yuan devrait prendre d'autres mesures en plus de celles déjà prises. Une autre démarche chinoise pour concrétiser son méga-projet, là encore inhérente à la constitution d'un réseau de ports viables et de gouvernements consentants, consiste à entrer dans la Corne de l'Afrique, plus précisément à Djibouti, d'où l'on surveille l'entrée de la mer Rouge, du détroit de Bab el Mandeb et du golfe d'Aqaba. Il s'agit d'une zone d'une importance stratégique absolue, car elle représente l'un des principaux trafics marchands et pétroliers du

monde, qui, grâce au canal de Suez, relie les routes de l'océan Indien et de la mer Méditerranée. A Djibouti, il y a déjà une base militaire américaine et la présence armée de l'Arabie Saoudite, de l'Italie, de la France et de la Turquie. Enfin et surtout, Pékin a reçu l'autorisation d'installer sa propre base militaire et d'avoir la présence de 10 000 hommes, s'opposant ainsi à toutes les présences existantes et concurrençant ouvertement les États-Unis.

Il en va de même pour la voie aérienne où, au lieu de ports maritimes, on trouve des aéroports terrestres disposés à accepter le projet et la présence impérialiste intrusive de la Chine.

D'un point de vue opérationnel, la Chine a déjà fait les premiers pas importants. L'un des objectifs, outre le transport de marchandises, est de financer en Europe, sous forme d'investissements et de prêts, la modernisation des ports, des routes et des autoroutes à grande vitesse. Des réseaux ferroviaires rapides et efficaces dotés de technologies modernes. Ou, en fonction des opportunités que le yuan favorise, débloquer de grandes quantités de liquidités monétaires pour entrer en possession d'entreprises privées ou participer avec des paquets d'actions minoritaires à la gestion d'entreprises publiques en difficulté. Par exemple, en Allemagne (Duisburg), une station pour les conteneurs en provenance de Chine a été mise en place chaque semaine avec 25 trains spéciaux. COSCO, qui est un groupe financier chinois d'import-export, a loué le port du Pirée pour un milliard de dollars lorsque la Grèce était au bord de la faillite. Il en a été de même pour les ports espagnols de Bilbao et de Valence, le premier sur l'océan Atlantique, le second sur la Méditerranée, pour celui de Zeebrugge en Belgique et, comme nous l'avons déjà mentionné, il existe également un intérêt pour les ports italiens de Gênes, Venise et Trieste, tandis que celui de Vado Ligure appartient déjà à la Chine pour 49%.

### **Le piège financier**

L'impérialisme chinois, précédant le processus de rapprochement avec l'Europe de Biden et laissant à “l'allié russe” la tentative de monopoliser les besoins énergétiques du vieux continent avec son pétrole, espère entrer dans la zone économiquement stratégique par le biais du levier financier. Outre la gestion des ports, des aéroports et la construction d'infrastructures fonctionnelles à sa “nouvelle route de la soie”, Pékin joue également la carte financière.

Un exemple évident est donné par certains États d'Europe de l'Est (dont la Pologne, la Serbie, la Hongrie et la République tchèque) qui ont contracté des dettes auprès de banques chinoises afin de créer les infrastructures qui, en perspective, les placeraient dans le cadre du projet chinois, la “nouvelle route de la soie”. L'effet de levier fonctionne car il donne l'illusion que ces dettes sont annonciatrices de fabuleux gains futurs, conséquence qui n'est nullement certaine, et que participer à la grande affaire chinoise est pour eux la garantie d'un excellent investissement.

Mais lorsque les choses tournent mal, c'est-à-dire que les entreprises endettées ne sont pas en mesure de produire des bénéfices suffisants, leurs dettes deviennent l'occasion pour les banques chinoises de reprendre une partie ou la totalité de leurs structures, en devenant copropriétaires ou propriétaires uniques. Étant donné que, pour l'instant, le chargement ferroviaire de conteneurs qui arrive de Chine en Allemagne (Duisburg) pour être ensuite trié vers d'autres États, dont les endettés susmentionnés, revient vide, cela signifie que l'échange commercial est uniquement en faveur

de Pékin. Dans ces conditions, il est facile pour les entreprises endettées de faire faillite ou de connaître de graves difficultés économiques. C'est donc ici que la finance chinoise entre en action englobant les entreprises les plus faibles et exploitant au maximum le prolétariat de celles qui résistent dans cette toile logistique que l'"araignée" de Pékin tisse allègrement. La voracité du capital chinois a frappé plusieurs fois et de la même manière. Le Sri Lanka, par exemple, a récemment été contraint de vendre ses entreprises qui n'avaient pas payé leurs dettes aux banques chinoises. La Malaisie et le Pakistan sont au bord du gouffre et il ne faudra pas longtemps avant que l'"araignée" de Pékin n'arrive pour englober la gestion et la possession de leurs infrastructures logistiques.

Il va sans dire que l'œuvre complexe que l'impérialisme chinois est en train de tisser, en investissant des milliards de dollars, dont certains ont déjà été déboursés, aura l'avenir que les impérialismes concurrents sont prêts à concéder. Ce n'est pas un scénario particulièrement positif, étant donné la gravité de la crise qui accélère les processus de nouvelles alliances, mais à des fins qui peuvent conduire à des affrontements directs ou par procuration entre les joueurs opposés sur l'échiquier impérialiste mondial.

### **La route de la soie et les convulsions des grands impérialismes internationaux**

L'autre inconnu est représenté par la réponse que les différents impérialismes donneront à la stratégie de sortie de crise de la Chine. Quelle que soit l'évolution de la crise de Covid, l'économie mondiale sera fortement dévastée par celle-ci, plus qu'elle ne l'est aujourd'hui et, du point de vue des relations de pouvoir impérialistes, la "route de la soie" rencontrera une opposition constante non seulement de la part des États-Unis, en partie de la Russie, de l'Europe occidentale, en particulier de la France et de l'Angleterre, mais aussi des pays dont le poids impérialiste est bien moindre, mais qui font partie de l'orbite économique-politique des premiers.

Les théâtres d'affrontement sont toujours les mêmes mais sont destinés à s'élargir et à s'intensifier.

La crise ne peut qu'alimenter la compétition entre les capitaux internationaux, entre les gouvernements qui les gèrent politiquement, donnant lieu à des processus de concentration économique et de centralisation financière, à l'intensification des affrontements guerriers existants et à de nouveaux conflits par procuration. La crise oblige également à consolider des alliances et à en dissoudre d'autres. Elle pousse à une course effrénée vers les marchés des matières premières, du pétrole surtout, avec l'usage de la force ou avec une contractualisation forcée basée sur le chantage politique à peine déguisé en "quid pro quo". De même, les acteurs sont toujours les mêmes ainsi que les théâtres des affrontements, à la seule différence qu'ils sont destinés à s'étendre et à s'intensifier, comme la réalité contemporaine le démontre presque quotidiennement. L'administration américaine de Biden veut retrouver son rôle hégémonique dans l'OTAN et l'utiliser à ses propres fins stratégiques. Elle est intéressée, après la désastreuse administration Trump, par la reprise de "bonnes" relations avec l'Europe, en essayant de soustraire l'Allemagne, la France et l'Italie à leur dépendance vis-à-vis du gaz et du pétrole russes. Un schéma, celui de la friction entre la Russie et les États-Unis, déjà connu à l'époque de la guerre froide, mais avec une plus grande profondeur, en raison de

la gravité de la crise qui se profile et dont on ne voit pas la fin, malgré l'énorme utilisation du capital financier par les Banques centrales... Et comme toujours, avec le maintien du rôle hégémonique du dollar comme condition pour maintenir ses très lourds déficits publics et ses dettes privées. M. Biden reprend sa grosse voix avec la Russie au sujet de la crise ukrainienne et de la construction de Nord Stream 2, qui relie la Russie à l'Allemagne sur le plan énergétique. Dans le même temps, il boycotte la Chine, tant pour son méga-projet de "Route de la soie" que pour sa domination économique commerciale et, enfin, pour son objectif déclaré de tenter d'opposer le yuan au dollar, du moins dans les pays que la grande route commerciale traverse en le conditionnant politiquement et financièrement. Sans parler de la politique étrangère contradictoire envers l'Iran et du maintien des sanctions sur la question nucléaire. Frapper Téhéran, c'est éliminer un concurrent pétrolier et perturber les visées asiatiques de ses alliés comme la Russie et la Chine. En Libye, la Russie et la Turquie se sont établies, de sorte que l'impérialisme occidental, l'Amérique à travers l'ONU, la France et l'Italie avec leurs chefs d'État respectifs (Macron) et le Premier ministre (Draghi), se sont précipités à Tripoli à la cour du gouvernement libyen nouveau-né, mais très faible, afin de ne pas perdre les privilèges énergétiques précédemment acquis sous Kadhafi. En outre, les tensions en Méditerranée orientale concernent la Turquie, la Russie, la Grèce et Israël au sujet des ressources pétrolières dans les eaux entre Chypre et la Crète. Pendant que la Russie mène sa "guerre des tuyaux" pour maintenir l'Europe sous contrôle énergétique. En outre, Poutine est au bord d'une guerre ouverte avec l'Ukraine pour le contrôle du Donbass et le Don, où passent les routes vers l'Europe centrale pour son gaz. Moscou continue à défendre vigoureusement son allié syrien afin de disposer d'une agilité commerciale et militaire en Méditerranée et établit des accords stratégiques avec l'Iran pour disposer d'un plus grand espace au Moyen-Orient et dans le sud du Golfe Persique, sans négliger en même temps les accords et les alliances (Turkish stream) avec l'"ennemi Erdogan" et en entrant dans une collision partielle d'intérêts avec la Chine.

Toujours en Méditerranée et dans le Golfe Persique, mais en changeant de front impérialiste, nous avons que le récent sabotage israélien du réseau électrique de la centrale nucléaire iranienne de Natanz, a été fait sous couverture américaine, comme le rapporte le même New York Times. Il en va de même pour le bombardement d'un pétrolier iranien en mer Rouge par le Mossad. Ce qui signifie que l'alliance de facto entre les États-Unis et Israël se poursuit et que le nouvel élu Netanyahu agit comme le bras armé à la fois pour ses propres intérêts et ceux des États-Unis, en harmonie dans la mise en scène guerrière "ancienne et nouvelle". Pas seulement ça. Le sabotage israélien contre l'Iran est politiquement dupliqué par le Pentagone avec la promesse de maintenir le schéma "ni deux peuples, ni deux États" de Trump, la ratification des annexions israéliennes en Cisjordanie et, concession des concessions, la ratification de l'annexion de Jérusalem-Est par Tel Aviv. Les récents soulèvements des Palestiniens contre l'armée israélienne et les tirs de roquettes du Hamas, s'ils ont une base interne (le gouvernement Netanyahu a augmenté les loyers, non seulement à Jérusalem, mais aussi dans d'autres villes où vit une partie de la population israélo-palestinienne, qui n'a pas la possibilité économique de s'adapter au nouveau régime de prix, la forçant à

abandonner ses maisons), revêtent également une dimension internationale. La crise de Covid a pénalisé, comme toujours, la population la plus pauvre : une fois de plus la population palestinienne vivant en Israël. Le gouvernement a vacciné la quasi-totalité de la population israélienne, mais pas la population palestinienne qui, outre le manque de vaccins, n'a pas accès aux structures sanitaires. Elle vit dans la misère la plus noire, au milieu d'une urgence sanitaire et humanitaire. Avant l'affrontement, le taux de pauvreté dans la bande de Gaza avait déjà atteint 80 % en raison du blocus israélien qui a débuté il y a plus de dix ans et qui est toujours en place. Selon la Fédération générale palestinienne des syndicats, 77 % des maisons de Gaza ont été bombardées et irrémédiablement endommagées par les frappes aériennes israéliennes, faisant des morts et laissant des milliers de familles sans abri, contraintes de se déplacer vers les villages voisins, voire d'émigrer.

Le chômage et la pauvreté sont la norme dans l'ensemble de la Cisjordanie et sont considérablement pires qu'à Gaza, où le niveau de pauvreté, selon une étude de la Banque mondiale, était de 56% en 2018, avec 60% des jeunes au chômage. D'où les émeutes en Cisjordanie et les tirs de roquettes depuis la bande de Gaza. Mais le jeu entre les Palestiniens et le gouvernement israélien de droite a aussi un autre scénario. Les tirs de roquettes vers Askelon, Lod et Tel Aviv font le jeu de l'Iran dans sa confrontation médiatisée avec Israël. La réponse de Tel Aviv aux roquettes tirées depuis la bande de Gaza est, à son tour, un acte de guerre contre le Hamas et un avertissement à son protecteur iranien. Ce faisant, Israël continue de servir ses intérêts nationaux en maintenant des colonies en Cisjordanie, en exploitant 80 % du Jourdain désormais asséché, en annexant "légalement" Jérusalem-Est et les colonies de Cisjordanie. Et en même temps, il joue en faveur du gouvernement Biden en agissant comme une "longa manus" (prolongement) militaire des États-Unis contre l'arrogance turque, contre l'Iran, l'Égypte et le Qatar, pour le contrôle du sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient. En outre, les attaques conjointes contre l'Iran, telles que les cyberattaques et l'assassinat ciblé de généraux de l'armée iranienne (affaire Soleimani) et d'ingénieurs nucléaires, sont bien connues. Pour en finir avec les raids en Syrie contre les forces militaires pro-El Assad, y compris russes et, par conséquent, en faveur du djihadisme d'Al-Qaïda et des vestiges de l'État islamique. Schéma tactique : les "Accords d'Abraham"<sup>1</sup>, fortement souhaité par Trump et poursuivi par le "démocrate" Biden pour porter la "pax" américaine au Moyen-Orient contre l'habituel rival impérialiste russe et la nouvelle ingérence chinoise. C'est ainsi que Biden a opposé son veto au vote de l'ONU sur la condamnation pour la défense d'Israël avec une déclaration absolue : "L'État d'Israël a le droit de se défendre".

Avec la Turquie, les choses sont plus complexes pour tout le monde.

<sup>1</sup> Les "Accords d'Abraham" prétendent promouvoir la paix au Moyen-Orient, mais sont en fait imposés aux États arabes et musulmans qui veulent soit s'attirer les faveurs des États-Unis, soit obtenir un marché de leur part en reconnaissant l'État d'Israël. L'exemple le plus flagrant est celui du Maroc qui l'a signé afin d'obtenir la première reconnaissance de son annexion du Sahara occidental. Des pressions similaires ont été exercées sur les EAU, le Soudan et le Bahreïn pour qu'ils concluent des accords avec Israël.

L'impérialisme turc joue sur plusieurs tables et avec plusieurs joueurs. Elle fait partie de l'OTAN, mais elle se déplace, entrant en friction avec d'autres pays qui en font partie, comme la Grèce et Israël. Elle a la même attitude avec l'Europe, elle demande son adhésion mais entre dans un conflit d'intérêts avec l'Italie, la France et Chypre sur les questions de pétrole. Elle est en conflit ouvert avec l'Arabie saoudite et les Émirats, à l'exception du Qatar, pour la suprématie dans le monde sunnite, une plate-forme religieuse qu'Erdogan exploite pour accroître son prestige parmi les pays musulmans, le moyen et l'instrument de son impérialisme dans la région ce qu'elle poursuit depuis des années. Elle est "alliée" de la Russie dans le domaine du pétrole méditerranéen (Turkish Stream), mais est son adversaire en Syrie, où elle arme et soutient toujours les forces djihadistes contre l'allié de Moscou, Assad. En Libye, la Turquie et la Russie se font face, ou s'entendent comme des rapaces ennemis, pour le partage des champs pétrolifères de Tripolitaine et de Cyrénaïque. La Turquie est donc l'ennemi de Moscou mais, selon ses convenances tactiques, prête à entretenir des relations économiques et des marchandages sur tous les terrains tactico-stratégiques et sur le pétrole en particulier. Turkish Stream mis à part, Erdogan est l'un des meilleurs acheteurs de gaz russe et, même s'il appartient à l'OTAN, il ne dédaigne pas les fournitures militaires de Poutine, comme les missiles antimissiles S-400.

La position turque sur la "route de la soie" n'est pas encore claire. D'une part, elle pourrait suivre les plans de Pékin, en accordant l'accessibilité de ses ports sur la Méditerranée et la mer Noire, faisant de la Turquie un point fixe dans le projet chinois de rapprochement commercial et financier avec l'Europe, sans se ranger du côté de l'axe sino-russo-iranien. Dessiner, cependant, des avantages économiques et géopolitiques substantiels de grande importance.

D'autre part, elle pourrait gêner Pékin en se retirant de son projet. Ce faisant, elle renoncerait aux avantages encore hypothétiques mentionnés, mais elle pourrait mieux jouer ses cartes en Méditerranée avec un poids militaire et décisionnel plus important au sein de l'OTAN. Avoir une plus grande autorité dans les relations avec l'Union européenne et pour l'ingérence dans les projets énergétiques en Libye contre l'Italie et la France. En Syrie, continuer à prétendre que la question kurde est uniquement de sa compétence et faire l'effort de rétablir, sur de nouvelles bases, une meilleure relation avec l'Amérique de Biden.

## Conclusion

Malgré l'évidence admirable d'une Chine capitaliste, impérialiste, exploitant à un degré incroyable son prolétariat, ainsi que celui des autres pays, certains vieux maoïstes irréductibles et certains néo-maoïstes, crient au miracle. Le modèle chinois d'un capitalisme "socialiste", selon leur récit pervers, sans représenter à 100% le modèle "classique" d'une société communiste, aurait eu le mérite de développer grandement les forces productives, de créer des richesses et de faire de la Chine une puissance économique et politique mondiale. Bien sûr. Les imbéciles maoïstes de la première et de la deuxième heure oublient que tout cela s'est déroulé dans un cadre capitaliste au service de la valorisation du capital national qui, par définition, n'est possible qu'à condition d'une surexploitation de la main-d'œuvre. Les richesses créées sont telles qu'elles ont permis de renforcer une puissante bourgeoisie nationale qui gère ses énormes intérêts au sein du PC chinois. La répartition



des richesses produites se fait uniquement sur la base des lois du capital qui a fait travailler féroce­ment (voir le modèle de Shenzhen) des centaines de millions de prolétaires en moyenne 10/12 heures par jour, sans vacances, sans soins de santé et avec des salaires de misère. En l'an de grâce 1982, le second leader de la renaissance de l' "Empire du Milieu", Deng Xiao Ping, abolit les grèves, instaurant un climat de terreur militaire dans les usines. C'est sur cette exploitation bestiale (qui ressemble à bien des égards à celle du prolétariat anglais du XIXe siècle) que la Chine a construit sa richesse capitaliste qui a ensuite dû, comme toutes les puissances capitalistes, traiter avec d'autres puissances internationales sur le terrain de la confrontation impérialiste. S'alliant et se heurtant à ces géants qui avaient déjà un empire ou voulaient le créer, et qu'une société communiste, digne de ce nom, aurait dû combattre et non imiter dans ses structures productives et distributives et d'agression vers l'extérieur.

En ce qui concerne l'énorme développement des forces productives, une remarque inévitable doit être ajoutée. Pour que le capitalisme chinois fasse un bond en avant dans son évolution capitaliste, deux conditions "sine qua non" étaient nécessaires. La première a consisté en un énorme développement des forces productives qui lui a permis de produire des biens à faible coût, compétitifs sur le marché international, toujours au prix d'une exploitation sauvage de son prolétariat. La seconde, complémentaire de la première : pour que le développement des forces productives s'exprime au mieux, le capitalisme chinois, comme tous les autres capitalismes hautement développés, a été contraint d'accroître encore l'exploitation de son prolétariat en ajoutant une plus-value relative à la plus-value absolue, celle qui est basée sur l'allongement de la journée de travail. C'est-à-dire le type de plus-value qui est extorqué en réduisant le temps de travail nécessaire à la reproduction de la valeur salariale du travailleur. Pour ce faire, l'appareil productif doit être équipé de technologies avancées qui, tout en renforçant le taux d'exploitation, diminuent le nombre d'emplois, augmentent la composition organique du capital (rapport entre le travail mort représenté par les machines et le travail vivant représenté par les travailleurs) et déclenchent la baisse du taux de profit. Si nous étions en présence d'une société communiste, le développement des forces productives, en plus de diminuer les coûts sociaux de production et d'augmenter la disponibilité des biens de consommation, libérerait du temps libre. Ce n'est que dans une telle société qu'il serait possible de travailler tous, de travailler moins avec la même richesse sociale distribuée. Par conséquent, la Chine connaît les contradictions capitalistes les plus importantes : plus les forces productives se développent, plus les travailleurs sont exploités, plus le taux de plus-value (relatif) augmente et plus le taux de profit diminue, mettant en place une série de contradictions qui sont à la base des dernières crises économiques et financières. C'est donc à juste titre que la Chine figure sur la liste des grands impérialismes. C'est à

cette crise permanente que nous devons les tensions internationales, les guerres menées par procuration, le spectre d'une guerre généralisée, les migrations bibliques de ceux qui échappent à cette dévastation, les dérèglements écologiques et tout ce qui peut arriver de pire à une humanité qui vit sous la domination du capital et qui souffre de ses contradictions irrémédiables, en premier lieu les difficultés croissantes de valorisation du capital, dues à la loi de la baisse du taux de profit.

Seul le vent de la révolution prolétarienne internationale pourra balayer la barbarie d'un capitalisme en décomposition, y compris en Chine. Cette Chine qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a produit nationalement une guerre de libération contre l'impérialisme japonais, en la faisant passer pour une révolution prolétarienne. Cette Chine où le "grand timonier" Mao a inventé la guerre du peuple en la remplaçant par la lutte des classes. Ce faux parti communiste qui comprimait les intérêts des paysans et des prolétaires dans le cadre capitaliste dirigé par la petite bourgeoisie et par la partie de la grande bourgeoisie nationale et nationaliste qui était prête à se battre contre l'ennemi japonais. Cette Chine qui a permis à Mao de donner vie à la théorie des quatre classes révolutionnaires (paysans, prolétaires, petite et grande bourgeoisie nationale) en inventant la guerre populaire qui n'avait rien à voir avec la lutte des classes, sinon pour les asservir au développement des forces productives capitalistes. Il est arrivé à la conclusion que les contradictions de la future société chinoise, comme les contradictions au sein du peuple, pouvaient être résolues sur le terrain de la collaboration entre les classes et ne nécessitaient pas un choc frontal entre elles. De là est née et s'est développée la base d'une contre-révolution préventive qui a permis à Deng Xiao Ping dans les années 80 de poursuivre le développement capitaliste (n'oublions pas les bas salaires, les 12 heures de travail et la législation qui ne permettait pas aux travailleurs de faire grève, sous peine d'emprisonnement). C'est maintenant à Xi Jinping que revient la tâche de parachever le travail en commençant la construction de l'impérialisme chinois qui, selon son programme, devrait devenir d'ici 2035 le plus fort du monde, grâce à la construction de la "nouvelle route de la soie". Que le vent de la véritable révolution prolétarienne internationale balaie cette énième falsification de la lutte des classes que le stalinisme-maoïsme a dramatiquement construite contre le prolétariat chinois et contre les intérêts du prolétariat international !

FD, 15 mai 2021

# AUKUS : une autre préparation à la guerre impérialiste

Le monde a peut-être été ravagé par une pandémie pendant plus d'un an et demi, l'impérialisme continue. Pendant tout ce temps, la course aux armements entre les États-Unis et la Chine s'intensifie avec des manœuvres des deux côtés dans les mers de Chine méridionale, des exercices militaires de la Chine visant Taïwan ainsi que de nombreuses pénétrations de l'espace aérien taïwanais par l'armée de l'air chinoise. Pendant tout ce temps, il y a eu une série de négociations secrètes entre les adversaire de la Chine dans "l'Indo-Pacifique" qui ont abouti à l'accord AUKUS entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie le 15 septembre dernier.

L'accord AUKUS a peut-être été une bombe (notamment pour certains alliés occidentaux), mais l'Australie est sur une trajectoire d'affrontements avec la Chine depuis le début de la pandémie avec d'autres accords conclus en ce sens. L'usage stratégique du terme « Indo-Pacifique » les relie tous. Cela entraîne également l'Inde et le Japon dans le réseau d'alliances anti-chinoises récemment établies. Cela a commencé lorsque le gouvernement fédéral australien a imposé une emprise plus forte sur la politique étrangère.

## Le régime des arrangements étrangers

Jusqu'à récemment, la loi australienne autorisait tous les États, territoires, conseils locaux, universités et même entreprises privées ou particuliers à conclure des contrats avec des gouvernements étrangers et leurs collectivités sans en informer le gouvernement fédéral. Depuis mars 2021, le gouvernement fédéral doit être avisé avant de conclure un accord ou de signer des contrats. Cela résulte du régime entré en vigueur en décembre 2020<sup>1</sup>. Ce régime signifie que le gouvernement fédéral peut désormais opposer son veto à tout contrat qu'un État australien (ou toute autre entité) a passé avec un gouvernement étranger ou entité si l'on peut certifier qu'il va à l'encontre de la politique étrangère de l'Australie. Immédiatement, le principal accord auquel le gouvernement a opposé son veto, a été le protocole d'accord de Victoria de 2018 avec la Chine pour faire partie de la Nouvelle route de la Soie (Belt and Road Initiative, BRI), plus détaillé en 2019<sup>2</sup>.

La ministre des Affaires étrangères Marise Paine a déclaré que cette décision n'était pas destinée à cibler la Chine. Cependant, non seulement les autres accords annulés étaient assez obscurs et vieux de plusieurs décennies (l'un entre le ministère de l'Éducation et de la Formation de Victoria et une agence gouvernementale iranienne, l'autre un protocole d'accord conçu pour encourager la coopération scientifique entre le ministère syrien de l'Enseignement supérieur et le Victorian Ministry of Tertiary Education and Training), mais encore il est clair qu'il s'agissait d'un pas de plus vers un alignement plus étroit entre l'État australien et celui des États-Unis. D'autres suivraient bientôt.

## Tensions croissantes et commerce

Le Foreign Arrangements Scheme n'est que l'un des nombreux indicateurs de la montée des tensions entre la Chine (le plus grand partenaire commercial de l'Australie), l'Australie et leurs alliés communs. Au cours des deux dernières années, les tensions se sont intensifiées et leurs

relations se sont particulièrement détériorées depuis que l'Australie a soutenu l'appel croissant à une enquête internationale sur la gestion par la Chine du Covid. Cette conviction que la Chine est la seule responsable de la pandémie et les tensions liées au commerce ont contribué à alimenter une augmentation de la violence, du racisme et des crimes haineux contre les personnes d'origine est-asiatique, ce qui a conduit de nombreux étudiants internationaux à quitter le pays et à avertir les autres de ne pas venir en Australie lorsque les frontières rouvriront<sup>3</sup>.

L'État chinois a refusé des expéditions de certains produits, ainsi 96% des 300 millions de dollars US d'exportations de l'industrie de la langouste du sud allaient auparavant en Chine, mais après que les autorités ont affirmé qu'une expédition de homard avait été testée positive au cadmium, un métal lourd, le commerce a été effectivement fermé<sup>4</sup>. De même des droits de douane élevés ont été imposés sur de nombreux autres produits, tels que le bœuf, l'orge et le vin. Un seul produit n'a pas été soumis à ces restrictions, celui dont l'Australie est le plus grand producteur mondial et dont la Chine est le plus gros exportateur : le minerai de fer. C'est pourquoi à la fois le PIB de l'Australie en 2020 a augmenté malgré la pandémie et la fortune de la personne la plus riche et la plus grande propriétaire terrienne d'Australie, la magnat des mines Gina Rinehart, a triplé (elle vaut actuellement 31 milliards de dollars US) au cours de la dernière année et demie. Cela dit, la demande de la Chine pour le minerai de fer australien pourrait chuter, les importations en volume ont d'ailleurs chuté pendant quatre mois consécutifs (avril-juin). Il n'y a cependant aucun signe réel que cette diminution est due aux relations tendues entre les deux pays. Cela pourrait plutôt refléter l'exigence de l'État faites aux entreprises de réduire les émissions de carbone, les restrictions de constructions causées par de nouvelles vagues de COVID dans de nombreuses provinces chinoises et le ralentissement de l'industrie<sup>5</sup>.

En juin, le Premier ministre australien Scott Morrison et le Premier ministre britannique Boris Johnson ont conclu un accord commercial lors d'une réunion à Londres – le premier accord commercial majeur du Royaume-Uni depuis le Brexit. L'accord éliminerait les droits de douane sur les exportations australiennes telles que les vins Hardy's et Jacob's Creek, les confiseries et les maillots de bain, et permettrait aux Australiens de vivre et de travailler plus facilement au Royaume-Uni. En retour, il supprime l'obligation pour les Britanniques de moins de 35 ans de travailler pendant 88 jours dans des fermes pendant leur séjour en Australie<sup>6</sup>.

## Le sommet du G7, les alignements militaires et l'AUKUS

Le récent 47e sommet du G7 s'est tenu à Cornwall entre le Royaume-Uni, les États-Unis, le Japon, l'Italie, l'Allemagne et la France, en présence de représentants de l'Union européenne, de l'Australie, de la Corée du Sud, de l'Inde et

3 'Don't come this year or the next,' disent des étudiants chinois en Australie, citant la détérioration de l'environnement pour les Asiatiques au milieu de la pandémie globaltimes.cn

4 The Collateral Damage of the Australia Trade War with China - abc.net.au

5 Australia's Iron Ore Price Starts to Feel China Pressure - news.com.au

6 Australia UK Trade Deal - 9news.com.au

1 Foreign Arrangements Scheme [foreignarrangements.gov.au](https://foreignarrangements.gov.au)

2 What was in Victoria's Belt and Road Deal with China [abc.net.au](https://abc.net.au)

de l'Afrique du Sud. Le G7 s'est largement concentré sur la Chine et a exigé des libertés et un degré élevé d'autonomie pour Hong Kong, a dénoncé les violations des droits de l'homme au Xinjiang et a déclaré qu'une enquête approfondie sur les origines du coronavirus était nécessaire. En plus de cela, il visait également à contrer l'influence croissante de la Chine en offrant aux pays moins avancés un plan d'infrastructure qui pourrait rivaliser avec la BRI (nouvelle route de la Soie) de la Chine en soutenant des projets tels que des parcs éoliens en Asie et des chemins de fer en Afrique<sup>1</sup>.

En novembre 2020, Scott Morrison et le Premier ministre japonais Yoshihide Suga ont conclu un large accord de principe sur un pacte de défense qui permet aux forces de chaque pays de s'entraîner sur le territoire de l'autre. Les deux pays sont maintenant dans la phase finale de l'accord, ce sera la première fois en 60 ans que le Japon approuve un accord qui permet aux troupes étrangères d'opérer sur son sol<sup>2</sup>. En mai de cette année, le ministre japonais de la Défense Nobuo Kishi a averti que l'équilibre entre le Japon et l'armée chinoise a « penché fortement vers la Chine ces dernières années et augmente d'année en année ». Il a déclaré que le pays doit renforcer son armée à un rythme accru afin de le contrer<sup>3</sup>.

En juillet, l'ambassadeur du Japon, Shingo Yamagami, a appelé le gouvernement australien à envisager des exercices militaires conjoints dans la mer de Chine orientale, déclarant que cette voie maritime est aussi importante pour la sécurité et la prospérité de l'Australie que celle de la mer de Chine méridionale. Ils ont déjà collaboré pour surveiller et empêcher les transferts de carburant entre les navires à destination de la Corée du Nord qui sont interdits par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Ces mesures ont été soutenues par les États-Unis, le président Joe Biden ayant rencontré Suga en avril, affirmant un soutien renforcé à l'alliance américano-japonaise pour relever les défis posés par la Chine et la Corée du Nord afin de garantir leur "vision commune d'un monde libre et ouvrir l'Indo-Pacifique"<sup>4</sup>. Biden vient d'annoncer qu'à la fin du mois de septembre, il accueillera Morrison, Suga et le Premier ministre indien Narendra Modi pour une réunion à la Maison Blanche sur le changement climatique, le COVID-19 et la Chine<sup>5</sup>.

Le 15 septembre, dans le cadre des efforts renouvelés des États-Unis pour rassembler ses alliés contre la Chine, Biden, Morrison et Johnson ont signé le pacte AUKUS, qui non seulement permet à l'Australie de construire désormais des sous-marins nucléaires au Corp à Osborne, Australie du Sud, mais encore implique l'amélioration de l'interopérabilité militaire, de nouvelles formes de réunions et d'engagements entre les ministres et les responsables de la défense et des affaires étrangères, avec une coopération plus approfondie sur les cyber technologies, l'intelligence artificielle, les technologies quantiques et les capacités sous-marines<sup>6</sup>.

Ces nouveaux sous-marins sont plus silencieux, plus rapides et permettront à l'armée australienne de se déployer plus longtemps, la Maison Blanche déclarant qu'ils permettront « de maintenir et d'améliorer la dissuasion à travers l'Indo-Pacifique ». Morrison a insisté sur le fait que l'Australie ne cherche pas à construire des armes nucléaires (ce qui fera du pays le septième au monde avec des sous-marins nucléaires mais le premier n'ayant pas d'armes nucléaires) et il est prétendu que l'intégralité de la fabrication nucléaire aura lieu au Royaume-Uni et aux États-Unis. Bien que Biden ait fait référence à la France lors de la réunion de l'AUKUS et garantisse qu'elle restera un partenaire clé dans la région Indo-Pacifique, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a exprimé le sentiment d'avoir été poignardé dans le dos et que la confiance a été trahie par l'Australie suite à l'abandon brutal de l'ancien contrat de 65 milliards de dollars avec la France pour les Shortfin Barracuda (sous-marins diesel-électriques - accord signé en 2016<sup>7</sup>). L'impact que ce renversement pourrait avoir éventuellement sur l'OTAN reste à déterminer, toutefois les contradictions impérialistes sont susceptibles de s'approfondir, comme l'explique notre article sur la Turquie<sup>8</sup>. Biden fait actuellement pression pour un appel téléphonique avec le président français Emmanuel Macron dans le but de détendre l'atmosphère, mais cet accord AUKUS intervient quelques semaines seulement après le retrait précipité des États-Unis de Kaboul sans avertir leurs alliés européens. C'est toujours « America First » en ce qui concerne les conflits mondiaux potentiels

Les premiers ministres du Canada et de la Nouvelle-Zélande, Justin Trudeau et Jacinda Ardern, étaient visiblement absents de la réunion de l'AUKUS, on ne sait pas si le Canada a été invité, mais Trudeau a déclaré qu'« il s'agit d'un accord pour les sous-marins nucléaires, pour lequel le Canada n'est demandeur ni actuellement, ni prochainement »<sup>9</sup>. Considérant qu'Ardern a déclaré que la Nouvelle-Zélande n'a pas été approchée « je ne m'attendrais pas à ce que nous le soyons », mais que conformément à la politique de dénucléarisation de la Nouvelle-Zélande, les nouveaux sous-marins australiens seront interdits d'entrer dans ses eaux. Cependant, Ardern a également affirmé que le nouvel accord « ne change en rien nos liens de sécurité et de renseignement avec ces trois pays, ainsi qu'avec le Canada. »<sup>10</sup>

L'Australie a également approfondi ses liens militaires avec la Corée du Sud. La ministre australienne des Affaires étrangères Marise Payne et le ministre de la Défense Peter Dutton se sont entretenus en septembre avec leurs homologues sud-coréens et se sont engagés à renforcer la coopération en matière de cybersécurité, de sécurité et de minerais critiques, ainsi qu'à commencer des exercices militaires et davantage d'opportunités de formation navale et aérienne à partir de 2023. La réunion a eu lieu après que la Corée du Nord ait admis avoir effectué une série de tests utilisant des missiles de croisière à longue portée qui auraient la capacité de détruire la majeure partie du Japon<sup>11</sup>.

1 G7 Chides China, Demands Covid Probe - google.com

2 Australia and Japan agree in principle to defence pact that will increase military ties - theguardian.com

3 Japan Must Speed Up Defense Says Minister - thedefensepost.com

4 US-Japan joint leaders statement - whitehouse.gov

5 Biden and leaders of Australia, India, and Japan to meet in person - nwhomepage.com

6 AUKUS pact born in secrecy - theconversation.com

7 France rebukes Australia after it ditches submarine deal - cnbc.com

8 The Silk Road and Some Other Imperialist Manouevres - leftcom.org

9 AUKUS defence deal Canada - globalnews.ca

10 AUKUS submarines banned from NZ waters - theguardian.com

11 Australia and South Korea pledge to deepen ties - skynews.com.au

Dans l'autre camps, la Chine, la Russie et la Corée du Nord ont récemment renforcé leurs liens, les analystes chinois essayant d'affirmer de manière transparente que *"les relations entre la Chine, la Russie et la Corée du Nord sont de nature totalement différente de celles des États-Unis-Japon-Corée du Sud"* et qu'ils coopèrent simplement pour sauvegarder la paix et la stabilité régionales<sup>1</sup>. À la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie et des sanctions subséquentes mises en œuvre par l'Occident, la collaboration entre la Chine et la Russie s'est accélérée – commerce élargi, coopération en matière de haute technologie et soutien politique croissant entre elles. En juin, les deux pays ont renouvelé le Traité sino-russe de bon voisinage et de coopération amicale pour une nouvelle période de cinq ans tout en célébrant son 20e anniversaire. Les militaires chinois et russes effectuent régulièrement des exercices communs depuis 2005, lesquels se sont élargis pour inclure également des exercices navals. À partir de 2018, ils se sont étendus à des exercices à plus grande échelle<sup>2</sup>. Plus récemment, les militaires des deux pays ont mené des exercices dans le nord-ouest de la Chine en août et septembre sous la bannière de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui est un bloc de sécurité eurasiatique prétendant se concentrer sur le « contre-terrorisme ». Outre la Chine et la Russie, l'OCS est composée de l'Inde, du Pakistan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan, puis de l'Iran en 2021.

#### **Qu'est-ce que tout cela signifie pour la classe ouvrière ?**

Il est évident d'après tout ce qui a été écrit ci-dessus que le kaléidoscope des alignements impérialistes mondiaux évolue particulièrement rapidement à l'heure actuelle. Les États-Unis ont cessé de considérer la Chine principalement comme une source de produits manufacturés bon marché et le détenteur commode de la dette américaine. Ils se concentrent désormais ouvertement sur son potentiel militaire, en particulier dans le Pacifique. Biden se préoccupe de regrouper les alliés traditionnels des États-Unis dans une force nucléaire directe et concrète aux portes du Pacifique de la Chine. Le fait que cela ait été mis en place si rapidement, pour que des alliés de longue date comme le Canada et la Nouvelle-Zélande en aient été tenus dans l'ignorance et que la France en ait été contrarié montre un manque total de planification stratégique à long terme.

1 China-Russia-North Korea - [globaltimes.cn](http://globaltimes.cn)

2 China and Russia military cooperation - [rferl.org](http://rferl.org)

Ainsi, l'Australie, malgré tous ses intérêts commerciaux avec la Chine, se sent obligée de se conformer au plan de guerre américain. Dans le processus, elle est sur le point de devenir une puissance nucléaire (au moins en ayant des navires armés à propulsion nucléaire), mais qu'est-ce que cela signifie pour la majorité d'entre nous qui continuons simplement notre vie et gagnons notre croûte ? Le message que cela envoie est qu'une grave guerre impérialiste se profile à nouveau à l'horizon.

Le système capitaliste est à la fin d'un cycle d'accumulation que seule une dévaluation massive du capital par la guerre généralisée peut relancer. La principale stratégie de la classe dirigeante a été de dévaluer les salaires de la classe ouvrière, mais cela ne suffit plus pour relancer l'économie et ils le savent. Au cours des 70 dernières années, après les ravages de la Seconde Guerre mondiale, les États capitalistes ont tout fait pour éviter de recourir à nouveau à une ultime dévaluation du capital, mais avec un système en crise très profondément comportant des tensions croissantes, des guerres commerciales, et des manœuvres impérialistes évidentes, une troisième guerre mondiale peut tout sauf être exclue.

Alors que les dirigeants mondiaux peuvent avoir du mal à se souvenir des noms des uns et des autres (cf.: Biden oubliant le nom de Morrison lors de la réunion d'AUKUS, l'appelant : "ce gars là-bas"), en tant que communistes, nous nous souvenons toujours de notre position lorsqu'il s'agit de ne jamais soutenir aucun camp dans ces alignements, ni aucun autre État-nation d'ailleurs. C'est le cas à la fois en ce moment et si une guerre généralisée devait éclater. La seule position que nous puissions adopter est de travailler à la formation d'un parti de classe, d'appeler à l'auto-organisation de la classe ouvrière mondiale et à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, où les travailleurs entrent en guerre contre "leur propre" pays, contre la classe dirigeante et lutter pour l'abolition de l'esclavage salarié. Cette abolition et l'avènement d'une nouvelle société fondée sur les besoins humains et l'épanouissement de l'homme plutôt que sur le profit pour mettre définitivement fin à la guerre, à l'oppression et à l'exploitation. C'est aussi la seule chance pour sauver la planète et nous-mêmes de l'extinction due à la catastrophe environnementale.

EK

Internationalist Communists Oceania  
22 September 2021

## **Contre le massacre impérialiste en terre de Palestine ! Contre le capitalisme qui le nourrit**

Les prolétaires palestiniens sont aujourd'hui des pions sur l'échiquier d'un affrontement impliquant les impérialismes régionaux : Israël, d'une part (soutenu par les USA et l'Europe); l'Iran, la Turquie, le Qatar, et partiellement l'Égypte..., d'autre part, qui financent, arment et utilisent les forces militaires du Hamas pour leurs propres intérêts géostratégiques.

Tant qu'il n'aura pas conquis son indépendance politique, le prolétariat ne sera toujours que de la chair à canon aux mains de « sa » bourgeoisie et des impérialismes existants.

LES INTÉRÊTS DES PROLÉTAIRES PALESTINIENS NE PEUVENT ÊTRE RÉELLEMENT DÉFENDUS QUE PAR LA MISE EN AVANT DE LA LUTTE DE CLASSE ANTICAPITALISTE :

- **L'alliance des prolétaires arabes, israéliens ainsi que de ceux du Moyen-Orient contre leurs propres bourgeoisies.**
- **La seule véritable solidarité réside toujours et uniquement dans la lutte de classe contre leurs propres patrons ainsi que dans la construction de la perspective révolutionnaire.**
- **La seule véritable solution au conflit en Palestine est le pouvoir international des travailleurs.**
- **Contre toute agression impérialiste.**
- **Contre l'adhésion du prolétariat à des coalitions nationales.**
- **Pour la défense des intérêts généraux de la classe.**
- **Pour le parti international du prolétariat, instrument politique de la lutte de classe.**
- **Pour le pouvoir prolétarien qui réalisera le communisme et mettra fin à cette horreur quotidienne faite de destructions, de guerres et de misère pour les prolétaires de Palestine et du monde entier.**

Le 15 mai 2021, TCI

*Afghanistan :*

## **La tragédie afghane entre la brutalité du nationalisme taliban et la barbarie de l'impérialisme américain**

Le récit populaire sur le retrait américain d'Afghanistan raconte que Washington en a assez d'être le gendarme du monde, que ses propres soldats se fassent tuer aux quatre coins du globe et enfin de dépenser des milliards de dollars pour financer les opérations de l'OTAN. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Les États-Unis se retirent non pas parce qu'ils ont atteint leurs objectifs, comme le prétend Biden, mais parce qu'ils ont été vaincus.

Après 20 ans de guerre, plus de 2 000 morts et 2 000 milliards de dollars de dépenses militaires sans obtenir le moindre avantage impérialiste, ils se sont retirés, laissant d'une part le champ libre aux talibans sur le front intérieur et laissant d'autre part, sur la scène internationale, le champ libre à la Chine, à la Russie et à la Turquie. Ceux qui soutiennent la thèse selon laquelle le désengagement américain, avec un plan "stratégique de sortie" de l'Afghanistan, est la solution tactique contre la Chine, se trompent lourdement.

Il est vrai que la Chine est l'objectif stratégique n°1, tant dans l'immédiat que pour l'avenir, mais le Pentagone n'a plus la force qu'il possédait il y a quelques décennies.

L'économie américaine ne domine plus le marché mondial comme autrefois, sa balance des paiements avec les pays étrangers est dans le rouge profond. La crise des faibles taux de profit, avec la faible valeur du capital investi de manière productive, a favorisé la spéculation et déprimé l'économie réelle, de sorte que le coût à payer pour être le gendarme du monde, c'est-à-dire maintenir le coût du premier pays impérialiste de l'univers, commence à être insoutenable. Il est donc préférable de se retirer des zones dangereuses qui ne peuvent être que des défaites (Irak, Syrie et Afghanistan) pour se concentrer sur des objectifs plus délimités mais stratégiquement plus importants comme la Chine.

C'est bien différent du discours mentionné précédemment. Mais ce faisant, le retrait américain d'Afghanistan permet à Pékin d'établir des accords avec les talibans, qui n'interviendront plus dans la lutte contre les musulmans ouïgours de la province chinoise du Xinjiang, en échange d'une reconnaissance politique et de financements "généreux" pour la reconstruction économique de l'Afghanistan après trente ans de guerre. En outre, la

production énergétique russe a désormais plus facilement accès à la Chine et l'Inde, et la Turquie peut se présenter comme une puissance indispensable pour toute négociation en Asie centrale, en convoquant à Istanbul les talibans et leurs opposants, pour une solution "définitive".

Le peuple afghan, la situation des femmes, importent peu à Biden. Ayant perdu la possibilité de soutenir un gouvernement allié et vassal, le président américain a donné l'ordre de fuir, mobilisant des milliers de soldats pour la dernière et honteuse campagne d'Afghanistan. Même les

impérialismes, lorsqu'ils sont en difficulté économique et vaincus, se trompent dans leurs stratégies ou sont contraints à l'erreur.

Malheureusement sur le terrain de la réponse prolétarienne de classe, il n'y a rien, tout est absent. C'est pourquoi la **tragédie afghane oscille entre le nationalisme taliban brutal et la barbarie de l'impérialisme américain.**

*Battaglia Comunista* (TCI), 15 août 2021

*Une contribution significative sur le reflux de la révolution après 1917, le livre de Simon Pirani aux Nuits rouges*

## **La Révolution bat en retraite - Moscou -1920-1924**

En 2020, l'éditeur *Les Nuits rouges* a fait connaître en français l'ouvrage intitulé, dans son édition originale de 2008 : *The Russian Revolution in Retreat, 1920-1924. Soviet workers and the new communist elite*. On peut d'emblée se féliciter de la parution de ce travail qui contribue à alimenter la réflexion sur les origines du reflux de la vague révolutionnaire en Russie dans les années suivant le renversement de l'absolutisme.

Depuis ses origines fondatrices, la *Gauche Communiste* a mis en évidence quels étaient les jalons qui ont mené la révolution prolétarienne à se transformer en son contraire<sup>1</sup>. A sa façon, cet ouvrage peut être tenu pour une exposition significative du processus qui a effectivement conduit le prolétariat russe dans une chute vers le capitalisme d'État. Bien que le travail de Pirani soit parfois marqué par des expressions aseptisées propres au langage universitaire, comme lorsqu'il évoque cette «*démocratie collective et participative*» comme composante du socialisme, il entend clairement et justement celui-ci «*dans le sens originel de Marx*», c'est-à-dire un «*mouvement destiné à refonder la société par la destruction du travail aliéné, de la propriété privée et de l'État*» (pp. 18-19).

Cette recension expose dans un premier temps l'argumentation de Pirani, lequel entend montrer comment s'est accomplie l'involution de la révolution prolétarienne et du parti bolchévique après la guerre civile. Elle s'ouvre ensuite sur les conclusions qui peuvent être retenues de l'ouvrage, pour en identifier enfin des lacunes.

### **Un ouvrage basé sur une méthodologie matérialiste**

Sur le plan de sa problématique et de sa méthode, l'ouvrage de Pirani présente plusieurs caractéristiques à souligner. On y retrouve en effet les qualités d'une histoire sociale, centrée sur la situation vivante de la classe ouvrière et de ses initiatives politiques, déjà illustrée par l'ouvrage de Stephen Smith *Pétrograd rouge. La révolution dans les usines (1917 – 1918)* et publié chez le même éditeur. Smith était en effet le directeur de thèse de Pirani, lequel prolonge cette méthode d'analyse des luttes de classes, en particulier des contradictions qui se sont posées au mouvement prolétarien et à ses organisations après que le tsarisme ait été renversé.

<sup>1</sup> Dans l'ouvrage et les commentaires qui suivent, il s'agira principalement d'analyser les racines internes de la contre-révolution. Il va sans dire que les facteurs internationaux ont une place essentielle dans ce processus, un rôle déterminant également mis en évidence par la Gauche communiste dans ses différentes expressions.

Pour ce faire, il exploite une vaste documentation qui concerne à la fois les soviets, les assemblées d'entreprises, les réunions de syndicats, les comptes-rendus des structures de base du parti bolchévique, en se focalisant sur la région de Moscou. Sur cette base documentaire, il analyse secondairement les positions adoptées successivement et de façon divergentes par les organes dirigeants bolchéviques, en lien avec la réalité d'ensemble du parti.

Il ne fait aucun doute, pour Pirani comme pour nous, qu'Octobre 1917 représente une révolution authentique dans la mesure où elle est portée par un mouvement social ascendant, dans lequel les organisations issues directement de la lutte ouvrière jouent un rôle moteur. C'est en fonction même de cette maturation et de l'aiguïssement des antagonismes entre février et octobre 1917 que le parti bolchévique se fait, non sans résistances internes, le porte-parole et l'organisateur de cette radicalisation, jusqu'à la prise de pouvoir par les conseils ouvriers. Selon Pirani, les soviets «*furent un élément central de la révolution russe*» et leur mouvement «*se renforça encore à la fin de 1917, dans la période qui précéda le soulèvement d'octobre 1917*». Cependant il souligne que ce mouvement se trouve placé, dès le déclenchement de la guerre civile et avec les difficultés posées par le délabrement économique, devant des contradictions très importantes et presque insurmontables. Rapidement, la révolution «*battait déjà en retraite par rapport aux objectifs de libération sociale qu'elle s'était donnée, contrainte par les circonstances adverses et l'État lui-même*» (pp. 18-19).

Les «*circonstances adverses*» contre lesquelles lutte le Parti Communiste Russe (bolchévique) (PCR[b]) tiennent principalement à la guerre civile (1918-1920) alimentée par les États capitalistes hostiles et le délabrement de l'économie qui s'ensuit, dont les proportions absolument dramatiques barrent l'avenir immédiat du socialisme. Mais la période retenue par Pirani, entre 1920 et 1924, est marquée par l'arrêt de la guerre et la relative stabilisation qui s'ensuit avec l'adoption de la NEP. Aussi l'auteur peut-il concentrer l'attention du lecteur sur les facteurs propres à la situation sociale et politique, en particulier aux rapports qui unissent et, de façon croissante, opposent les prolétaires au PCR(b). L'ouvrage démontre ainsi que ce dernier fut à la fois un élément moteur de la montée révolutionnaire et un artisan actif de la constitution d'une nouvelle classe bourgeoise dans le courant des années 1920, par une série de transformations touchant à la composition du parti, à sa pratique, à sa fusion croissante avec l'appareil d'État et les directions d'entreprise.

Cette thèse permet de réfuter deux conceptions opposées et erronées qui rejettent la responsabilité de la dégénérescence de la révolution, soit (1) sur les conditions objectives de la Russie, soit (2) sur les caractères idéologiques traditionnels de la social-démocratie et du bolchévisme. Au sujet de cette deuxième fausse interprétation, Pirani remarque avec raison que « *l'idéologie et la politique bolchévique ont suivi le flux et le reflux de la révolution* ». A la radicalisation de 1917 axée sur la perspective de prise immédiate du pouvoir par les conseils, assortie de la reprise aux socialistes-révolutionnaires d'un programme de réforme agraire, s'oppose dès 1918 une série de rapides régressions. L'intérêt de la démonstration tient dans la référence constante aux luttes de classes en cours, sans jamais se limiter aux effets de l'idéologie d'un parti fût-il unique et monolithique. En effet, « [...] *si certains aspects de l'idéologie bolchévique ont joué un rôle crucial dans l'affaiblissement et la sape de la révolution, cette idéologie elle-même a été fortement modifiée par facteurs sociaux sur lesquels elle avait peu de contrôle, et sur le fonctionnement desquels elle s'est souvent méprise* » (p. 305).

### **Est-il certain que la classe ouvrière était trop affaiblie pour exercer son pouvoir de classe ?**

Il convient dès lors d'indiquer quels sont, pour Pirani, ces facteurs qui ont orienté la mise en place de rapports sociaux capitalistes d'État. Si la fin de la guerre civile a laissé une situation économique et démographique dramatique, rendue évidente par le déclin en valeur absolue de la population ouvrière dans les principaux foyers du mouvement prolétarien, l'auteur remarque que la vie politique prolétarienne n'est pourtant pas éteinte. Une grande partie de l'industrie métallurgique se maintient, et avec elle des débats et assemblées réguliers. Les discussions à la base sont focalisées sur le paiement des salaires en nature ou en monnaie, sur l'approvisionnement et l'obtention des rations, d'après le système mis en place administrativement depuis le communisme de guerre. Une poussée de revendications pour l'égalisation des rations entre les différentes couches de travailleurs apparaît début 1921, bien qu'elle semble constituer souvent le terrain favorable à l'expression d'intérêts corporatistes.

Pirani montre que certaines luttes à Moscou, précédant de quelques jours l'insurrection de Cronstadt, vont pourtant au-delà de ces limites et prennent un contenu politique plus large. Le déclenchement de luttes économiques par les ouvriers du rang est alors dénoncée comme petite-bourgeoise, sinon directement réprimée, par l'appareil du PCR(b) qui occupe tous les échelons de responsabilité. La dénonciation des privilèges matériels détenus par les « *militants responsables* » apparaît largement dans les comptes-rendus d'assemblées de travailleurs, en même temps que la critique des méthodes policières d'un parti profondément transformé par les formes de combat politico-militaires du temps de la guerre civile. Lors de la préparation du Xème Congrès, le comité de Moscou du PCR(b) met en place une commission sur la bureaucratisation qui signale ainsi « *une effervescence profonde, quoique assez vague, courant parmi les larges couches de la base* » dirigée contre « *les privilèges scandaleux des dirigeants des soviets et du parti [...]* » (pp. 82-83).

La substitution de la dictature du parti à la dictature de la classe ne serait donc nullement justifiée par l'épuisement des ouvriers comme le prétendent alors, pour couvrir leur

propre régression, les chefs du PCR(b). Le livre conteste frontalement cette thèse que les « *bolchéviques furent obligés de monopoliser le pouvoir politique que la classe ouvrière, tellement affaiblie par la guerre civile, était incapable d'exercer. [...] L'avant-gardisme du parti, c'est-à-dire sa conviction qu'il avait le droit et même le devoir de prendre des décisions politiques au nom des ouvriers, était désormais renforcée par son contrôle sur l'appareil d'État* » (p. 21). A Moscou, la classe se manifeste alors par ses efforts de lutte et d'organisation jusque dans les cellules du PCR(b), notamment celles du rayon de Bauman<sup>1</sup> et autour du groupe constitué par Efim Ignatov<sup>2</sup> à la même période que celui des Centralistes-démocratiques<sup>3</sup>.

### **Un mouvement de travailleurs sans-partis exprimant une aspiration de classe**

Le travail de Pirani se montre aussi plus original en mettant en évidence l'existence d'un courant d'ouvriers indépendants des partis existants, parmi les travailleurs les plus actifs politiquement. Avant 1917, la conviction centrale des sans-partis, qui ne reculent pas devant leur propre organisation indépendante et font connaître leurs positions publiquement, est le caractère secondaire des divergences entre les partis présents dans les soviets par rapport au but socialiste commun. Mais entre février et octobre 1917, plusieurs tendances font perdre sa consistance à une telle conception unitaire : la vague montante des luttes, le rejet du menchévisme du fait de son soutien au Gouvernement provisoire et la division du parti socialiste-révolutionnaire. Ces tendances convergent et aboutissent en octobre à la prise du pouvoir par les conseils, le parti bolchévique étant alors l'expression du flux ascendant de la lutte et non l'auteur d'un coup d'État, comme l'affirment encore et toujours les idéologues de la bourgeoisie.

Néanmoins, le sans-partisme retrouve une vitalité et un contenu dans des conditions différentes, à partir de 1918. Les conseils ouvriers sont en effet vidés rapidement de leur vie politique propre, tandis que les organisations syndicales sont totalement intégrées à l'appareil de direction soviétique. Timofeï Sapronov, qui représente le groupe oppositionnel des Centralistes-démocratiques, dénonce cette involution à la tribune du IXème Congrès : « *Pourquoi parler de la dictature du prolétariat ou de l'auto-activité des travailleurs ? Il n'y a pas d'auto-activité ici !* » (p. 125). Le Xème Congrès du PCR(b) se tient en même temps qu'est réprimé Cronstadt en 1921 et représente une accentuation rapide des tendances antérieures. A cette occasion, Boukharine appelle le parti à se transformer en « *parti unique, avec une psychologie unique et une idéologie unique* », à se « *tourner encore et encore vers une plus grande centralisation et militarisation de l'appareil* » (p. 120). Dans ces conditions politiques excluant de plus en plus l'autonomie d'action et de pensée du prolétariat, celui-ci tend à s'exprimer sous l'étiquette du sans-partisme.

1 Zone géographique de Moscou, qui était alors divisée en plusieurs « rayons » ou districts.

2 Bolchévique depuis 1912, Ignatov anime en 1920-1921 un « Groupe des travailleurs actifs dans les districts de Moscou ». Celui-ci fusionne avec l'Opposition ouvrière, avant qu'une partie de ses militants ne se regroupe dans le Groupe Ouvrier.

3 Au sujet des Centralistes-démocratiques, on pourra se reporter notamment à *La Gauche bolchevik et le pouvoir ouvrier, 1919-1927*, de Michel Olivier.

Aux élections du soviet de Moscou en 1921, le courant sans-parti est présent dans toutes les grandes usines et représente tout de même un quart du total des délégués. Il est évident que les organisations menchéviques et SR, après que le PCR(b) ait supprimé toute possibilité légale d'intervention à ces partis, utilisent lorsqu'elles le peuvent l'étiquette des sans-partis comme d'une couverture. Cependant, Pirani affirme de façon convaincante que la vigueur du sans-partisme exprime fondamentalement une aspiration d'ouvriers à la défense de leurs intérêts immédiats et de leur perspective de classe. Zélenki, alors secrétaire du comité de Moscou du PCR(b), note au sujet du résultat des élections au soviet de 1921 : « ... l'écrasante majorité des menchéviques réside à la Boutyrki [prison de la Boutyrka ou des Boutyrki]. Il n'y a tout simplement pas de presse anarchiste. En comparaison avec les autres partis, nous bénéficions de conditions bien meilleures. Mais nous avons noté aussi un niveau élevé d'activité des masses et un désir d'être elles-mêmes au pouvoir » (p. 135).

### **De la répression des communistes de gauche à la défaite de l'opposition trotskyste tardive et inconséquente**

Le lecteur trouvera dans *La Révolution bat en retraite* de nombreux développements sur la transformation de la structure du PCR(b) : son absorption dans l'appareil d'État, la fusion qu'il réalise avec les cadres et spécialistes dans les divers niveaux de direction économique, enfin le pouvoir croissant du secrétariat du Comité central par le truchement de la politique d'affectation des cadres communistes. Le lecteur trouvera également de nombreux éléments sur les oppositions internes au PCR(b), qui ont exprimé en son sein les aspirations de la classe à poursuivre son combat.

Bien que le livre suive un ordre à la fois chronologique et thématique qui en complique parfois la lecture, Pirani met bien en relief l'existence de ces groupes, sans ignorer leur propre composition de classe et divergences : Opposition ouvrière, Centralistes-démocratiques, Vérité Ouvrière, Groupe Ouvrier, etc. C'est bien l'existence d'un courant de Gauche communiste qui est rappelé ici, bien que le lecteur sera peut-être déçu par certaines imprécisions et le manque de détails sur le fond de leurs positions<sup>1</sup>.

En dépit de ces lacunes, Pirani met clairement en évidence les différences qui existent entre ces courants et l'opposition constituée en 1923-1924 autour de Trotsky. Tandis que le *Manifeste du Groupe Ouvrier* affirme ouvertement et lucidement que la NEP risque de se transformer en « nouvelle exploitation du prolétariat » (p. 254), Trotsky approuve et soutient encore les mesures répressives contre la Gauche communiste (p. 278). On peut ajouter que l'homme d'État Trotsky a pris une part considérable dans l'organisation et la justification théorique du substitutionnisme : « [...] Car dans cette "substitution" du pouvoir du parti au pouvoir de la classe ouvrière, écrit-il dans *Terrorisme et communisme*, il n'y a rien de fortuit et même, au fond, il n'y a là aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière »<sup>2</sup>.

C'est fort de ce raisonnement tautologique qu'il en appelle, toujours en 1920, à user du prolétariat comme

d'un « réservoir de main-d'œuvre nécessaire ». L'ouvrier ne « fait pas de marchandage avec l'État soviétique : non, il est subordonné à l'État, il lui est soumis sous tous les rapports, car c'est son État ». Fidèle à cette conception idéaliste et nocive, l'opposition de 1923 considère toujours les menaces de déformation de l'État comme un phénomène extérieur, lié aux couches petites-bourgeoises, tandis que la nature du PCR(b) constituerait une garantie contre ces pressions.

En plus de son manque de cohésion interne, Pirani remarque que cette opposition partage en fait « de nombreuses positions avec la majorité du CC. [...] Le danger que l'aristocratie communiste elle-même puisse jouer un rôle dans la formation de rapports sociaux oppressifs n'était évoquée que par les opposants d'extrême-gauche, dont beaucoup étaient déjà en route pour la Sibérie. [...] Les désaccords les plus sérieux portaient sur la politique économique, mais là aussi, le différend reposait sur des hypothèses communes quant [...] à la perception du socialisme comme reposant, avant tout, sur le développement de l'industrie d'État » (pp. 279-280).

On sait que le triumvirat constitué autour de Staline, Kamenev et Zinoviev accepte l'offre faite par Trotsky en décembre 1923 d'un « cours nouveau », impliquant la réélection de cadres et la reprise de discussions internes au PCR(b). D'accord avec la majorité, l'opposition en restreint la portée en avertissant du danger, d'après Karl Radek, que « notre discussion soit reprise par les ouvriers sans parti » (p. 285).

### **Une analyse des origines profondes du reflux**

La majorité du CC a certes fait œuvre d'habileté tactique, acceptant tantôt de reprendre certains slogans démocratiques à l'opposition, tantôt de lancer d'elle-même et de façon démagogique des attaques ciblées contre tel ou tel cadre. Mais pour rendre compte de ce processus qui conduit à la formation d'une nouvelle bourgeoisie d'État, il resterait enfin à souligner que cette habileté ne s'est nullement limitée à des expédients tactiques.

L'argument central du livre de Pirani consiste à affirmer que, lors des grèves qui éclatent en 1921 ou en 1923, la répression des groupes d'opposition et des ouvriers les plus combatifs s'est combinée à la canalisation des revendications immédiates les plus pressantes de la classe ouvrière. Alors que commence à se cristalliser les rapports constitutifs du capitalisme d'État autour de la colonne vertébrale représentée par le PCR(b), la situation économique se stabilise et s'améliore relativement avec la NEP. Selon l'expression de Pirani, un « contrat social » est instauré « en vertu duquel les travailleurs maintiendraient la discipline et amélioreraient leur productivité, tout en abandonnant leurs pouvoirs de décision au parti – qui en retour assurerait une amélioration continue de leur niveau de vie » (p. 123).

Il n'est évidemment pas possible d'exagérer la portée de cette « amélioration continue », mais il faut cependant tenir compte de certaines améliorations relatives devant être comparées à la gravité de la situation antérieure : paiement régulier des salaires en monnaie, mise en place de la journée de 8 heures, augmentation des rations alimentaires. Il s'agirait en tout cas, d'après Pirani, d'une explication de fond de l'incapacité du prolétariat à relancer encore des luttes plus politiques et autonomes, alors que sa situation matérielle semble timidement s'améliorer. Les luttes de 1923 apparaissent comme « un ensemble de protestations

1 Voir à ce sujet les textes réunis par Michel Olivier dans *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe (1923-1937)*. G. Miasnikov. Décembre 2009.

2 Trotsky. *Terrorisme et communisme*. Éditions Prométhée, Paris, 1980, p. 118.



séparées, dont les acteurs se montraient conscients des problèmes des uns et des autres, mais hésitaient à formuler des mots d'ordre communs » (p. 259). La répression de la gauche dans les cellules communistes ne passe pas sans réactions et protestations mais elle aboutit néanmoins à son démantèlement, à l'image du reflux de la lutte prolétarienne comme un tout.

Finalement, le PCR(b) lui-même change ses critères d'adhésion en 1923-1924 pour se constituer une large base de masse. C'est la « Promotion Lénine », avec laquelle les effectifs du parti à Moscou passent de 53 121 membres à 88 384 membres en une année. Le PCR(b) se transforme alors lui-même profondément pour s'adapter à sa nouvelle fonction. Par l'intermédiaire de cellules plus larges, intégrées aux structures de direction, il constitue des courroies de transmission relayant ses campagnes dans le prolétariat, le convoquant pour des spectacles politiques à l'occasion du 1er-mai ou de l'anniversaire d'Octobre.

### Un processus contre-révolutionnaire dont il faut tirer toutes les leçons

Afin de conclure le commentaire de l'ouvrage et en dégager des perspectives politiques, il faudrait d'abord remarquer que la période retenue aurait pu débiter plus tôt. Dès 1918, l'orientation est prise en effet par les bolchéviques de droite et par Lénine d'affaiblir le contrôle ouvrier, en mettant en place des « spécialistes » dans les usines et des formes rigides de commandement sur le procès de travail<sup>1</sup>. Comme le montre alors la revue *Kommunist*, cette orientation adoptée durant le communisme de guerre implique le rétablissement de la hiérarchie des ingénieurs et des dirigeants ainsi que la mise à l'écart des comités de base dans les usines. On sait néanmoins que la mobilisation des révolutionnaires sur le front de la guerre civile limite l'ampleur des critiques internes au PCR(b). De ce point de vue, l'année 1920 ouvre effectivement une nouvelle conjoncture politique. Il faut cependant être conscient des contradictions antérieures : la révolution bat en retraite très tôt, sans doute dès 1918, et la défaite s'accélère rapidement ensuite.

D'autre part, l'ouvrage ne va pas jusqu'à déboucher explicitement sur des conclusions politiques. Il affirme et démontre que le PCR(b) a bien joué un rôle de catalyseur du mouvement de classe, jusqu'à ce que son identification croissante avec l'appareil d'État en fasse un agent actif de la contre-révolution. Le PCR(b) assume notamment ce rôle par l'élimination des forces politiques et sociales prolétariennes qui ont tenté, au lendemain d'Octobre, de poursuivre l'élan révolutionnaire au-delà de la prise du pouvoir. Le danger posé par la disparition des oppositions et l'usage des méthodes policières est clairement identifié par les révolutionnaires au sein du PCR(b). Dans son Mémoire de 1920, le communiste de gauche Gavriil Miasnikov s'adresse directement à Lénine dans ces termes : « Tu soutiens que les ouvriers n'ont pas la moindre raison de se méfier des communistes et prétends que les ouvriers jouissent d'une pleine liberté de la presse et des autres libertés civiles. Je dois te dire simplement que ce n'est pas vrai. Les ouvriers haïssent le Parti parce que ce sont les mêmes mesures auxquelles il appelait contre la

1 Maurice Brinton, *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921*. Les Nuits rouges, 2016.

bourgeoise en 1918-1919 qui sont maintenant infligées à la classe ouvrière. Cette situation ne peut être tolérée »<sup>2</sup>.

Cette démonstration nous permet d'identifier dans quelles conditions un parti cesse de jouer son rôle dans le développement du combat de classe. Ces conditions se sont manifestées dès le moment où le PCR(b) n'admet plus en son sein, à travers l'existence de fractions, le débat le plus large sur ses buts et sa ligne politique. Ce processus arrive à son terme plus tard, lorsque ce parti ne génère plus aucune opposition révolutionnaire et vivante en son sein. En ce sens, on peut affirmer que le parti bolchévique est définitivement mort pour le prolétariat lorsque les Centralistes-démocratiques, dernier groupe révolutionnaire, réapparaît en 1926 et fonde le Groupe des 15<sup>3</sup>.

Il reste vrai que la révolution russe a subi un brutal coup d'arrêt en 1921 lorsque le pouvoir se retourne contre les prolétaires de Kronstadt et que le PCR(b) supprime les règles d'expression du débat qu'il s'était donné. Ces événements ont bien sûr été justifiés par de nombreux arguments tactiques, lesquels ne possèdent qu'une apparence de vérité. La méthode déglacée par la Gauche communiste est évidemment tout autre. Comme l'affirme **Octobre**, publication de la Gauche italienne, cette expérience historique ne pose par une question tactique mais relève d'une question de principe : « [...] *CE N'EST PAS PAR LA FORCE ET LA VIOLENCE QU'ON IMPOSE LE SOCIALISME AU PROLÉTARIAT*. Il valait mieux perdre Kronstadt que de le garder au point de vue géographique, alors que substantiellement cette victoire ne pouvait avoir qu'un seul résultat : celui d'altérer les bases mêmes, la substance de l'action menée par le prolétariat. [...] Si par hasard il devait être vrai que l'enjeu réel de tel ou de tel autre événement est la perte de la révolution, il est certain que la victoire obtenue par la violence serait non seulement une dissimulation de la réalité (des événements historiques comme la révolution russe ne dépendent jamais d'un épisode et l'écrasement de Kronstadt ne peut avoir sauvé la révolution que pour les esprits superficiels), mais détermine la condition pour la perte effective de la révolution : l'atteinte aux principes ne restant pas localisée, mais se généralisant à tout le cours de l'activité de l'État prolétarien »<sup>4</sup>.

Concluons en remarquant que le travail de Simon Pirani mérite incontestablement de retenir notre attention. En elles-mêmes, les démonstrations contenues dans l'ouvrage marquent un saut qualitatif pour l'auteur, dont la fiche Wikipédia nous apprend qu'il a été membre d'un groupe trotskyste de 1972 aux années 1990<sup>5</sup>. **La Révolution bat en retraite** illustre dans tous les cas certaines des principales leçons dégagées de l'expérience historique par les fractions de Gauche, en particulier le danger mortel de l'identification du parti de classe à l'appareil d'État et l'incompréhension de la véritable fonction du parti au nom de la représentation du prolétariat. Vicente, janvier 2021

2 Voir les documents réunis dans la brochure déjà citée de Michel Olivier *Le Groupe ouvrier [...]*

3 Lire notamment la Plate-forme des 15 dans la brochure déjà citée *La Gauche bolchevik et le pouvoir ouvrier, 1919-1927*.

4 Ottorino Perrone. « La question de l'État ». *Octobre* n°2. Mars 1938. En majuscules dans le texte original.

5 [https://en.wikipedia.org/wiki/Simon\\_Pirani](https://en.wikipedia.org/wiki/Simon_Pirani)

**Le Site Internet de la TCI  
Tendance Communiste Internationaliste :  
[www.leftcom.org](http://www.leftcom.org)**

***Nous écrire :***

**Michel OLIVIER  
7 rue Paul Escudier  
75009 PARIS  
ou  
[info@leftcom.org](mailto:info@leftcom.org)**

**Autres adresses des organisations de la TCI  
Tendance Communiste Internationaliste**

<b>Partito Comunista Internazionale</b> (Italie) Battaglia Comunista CP 1753 20100 Milano	<a href="mailto:info@leftcom.org">info@leftcom.org</a>
<b>Communist Workers Organisation</b> (Grande Bretagne) CWO BM CWO WC1M 3XX LONDON	<a href="mailto:uk@leftcom.org">uk@leftcom.org</a>
<b>Gruppe Internationalistischer Kommunistinnen</b> (Allemagne) GIK, c/o Rotes Antiquariat Rungestr. 20, 10179 Berlin	<a href="mailto:de@leftcom.org">de@leftcom.org</a>
<b>Groupe Internationaliste Ouvrier</b> (USA) : IWG P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin WI 53708	<a href="mailto:iwg@leftcom.org">iwg@leftcom.org</a>
<b>Klasbatalo</b> (Canada)	<a href="mailto:klasbatalocollective@gmail.com">klasbatalocollective@gmail.com</a>

Quelques textes disponibles en français



- Plate-forme de la TCI. (**Dernière publication**) 5€

- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI° Congrès du Partito Comunista Internazionalista).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.

## Autres publications

### *Écrits choisis* d'Onorato Damen

12€ plus 6€ de frais de port.

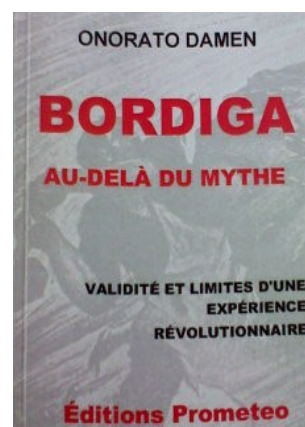


### **Bordiga – au delà du mythe**

*Validité et limites d'une expérience révolutionnaire*

Onorato Damen – éditions Prometeo

12€ plus 6€ de frais de port.



### *Nos positions de base*

1. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
2. Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
3. La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
4. La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années 20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
5. La Tendance Communiste Internationaliste, dont nous soutenons la perspective, fut fondée par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années 20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.